

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION AGRAIRE EN CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences Économiques)

Présentée et soutenue le 8 Juin 1934, à 16 h. 30

PAR

M. SHAO Sui-Chu

Membres du Jury :

Président...	M. BROCARD, Professeur.
Assesseurs...	{ MM. LALOUEL, Professeur.
	DE MENTHON, Professeur.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
40, Rue de Malzéville

1934

Thèse Nancy
1934

LA QUESTION AGRAIRE EN CHINE

LA QUESTION AGRAIRE EN CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences Économiques)

Présentée et soutenue le 8 Juin 1934, à 16 h. 30

PAR

M. SHAO Sui-Chu

Membres du Jury :

Président... M. BROCARD, Professeur.
Assesseurs... { MM. LALOUEL, Professeur.
DE MENTHON, Professeur.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
40, Rue de Malzéville

1934

* 37087

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ✚, ☉ I).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (O *, ☉ I), MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☉ I).

CARRÉ DE MALBERG (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (☉ I).

GÉNY (F.) (O *, ☉ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (O *, ☉ I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, ☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☉ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ✚, ☉ I), professeur de Droit romain.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public.

HENRY (☉ I), professeur de Droit criminel.

KRÖELL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✚, ☉ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (✚, ☉ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (☉ A), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

GÉNY (B.), docteur en droit, chargé d'enseignement.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

Depuis des milliers d'années, la question agraire est, en Chine, d'une brûlante actualité. Pour nos ancêtres, la cause de la misère des agriculteurs chinois et des désordres sociaux qu'elle engendre, devait être exclusivement recherchée dans la mauvaise répartition de la propriété foncière. Pour résoudre la question agraire, il faut, pensaient-ils, se rallier à un régime qui réalise une équitable répartition des terres. Le régime du Tsing-Tien et le Régime du Kyun-Tien que nous étudierons plus loin, montrent bien les efforts faits en vue d'une meilleure répartition des terres. A l'époque où la population était encore peu nombreuse par rapport aux terres, parfois même diminuée par effet de guerres, une politique de répartition équitable a pu être pratiquée avec un succès relatif. Mais l'accroissement continu de la population chinoise a rendu cette politique inapplicable, car l'accroissement de la terre n'a pas suivi celui de la population. La terre cultivée est apparue de plus en plus insuffisante pour permettre une répartition satisfaisante et ce fut une des causes principales de la décadence de ces régimes agraires. De nos jours, les communistes ont introduit un régime de répartition équitable dans les régions sous leur domination, mais l'insuffisance des terres et la défectuosité des méthodes employées les a conduits au même échec.

Il s'ensuit que pour résoudre la question agraire en Chine, il ne suffit pas d'améliorer la répartition des terres, mais il faut encore augmenter la surface cultivée et le rendement du sol. Si l'on suppose que la répartition soit équitable, mais que la part de chacun soit trop petite et que les produits des champs de chacun ne permettent pas un minimum d'existence, alors la question reste entière. La pénurie des denrées alimentaires résultant de l'insuffisance des terres cultivées et de leur rendement se traduit par des révoltes périodiques des paysans, qui se répètent à peu près tous les vingt ans.

En Chine, l'étendue des terres cultivées en 1932 ne représente que 11,8 pour cent de l'étendue du territoire, or, elle était encore de 15,2 pour cent en 1918, et cette régression s'accroît encore dans un moment où la pénurie des denrées se fait sentir plus cruellement. De cette diminution progressive de la surface globale mise en culture, résulte l'amoindrissement de la surface de chaque propriété déjà trop petite. Dans les provinces à population rurale dense comme Hou-Nan, Kiang-Si et Tché-Kiang, il y a un nombre considérable de foyers paysans qui cultivent des champs de moins de dix méous (1), ce qui condamne fatalement les agriculteurs chinois très misérables. De plus, la moitié des cultivateurs en Chine sont des fermiers dont moitié de la récolte est prélevée par les propriétaires fonciers. La misère des paysans atteint aujourd'hui son point culminant et beaucoup de paysans sont obligés de quitter la campagne pour vivre dans les villes ou se lancer dans l'aventure.

(1) Dix méous = 0,6144 hectare.

La Chine est un pays principalement agricole où la population rurale représente 80 pour cent de la population totale (1). On peut juger par là de la gravité du problème. L'insuffisance des méthodes de culture employées jusqu'ici est démontrée il faut chercher dans une autre direction qui est l'amélioration des méthodes et aussi l'industrialisation de la Chine.

C'est ce que nous tenterons de démontrer ici.

Notre étude sera divisée en deux parties :

Après avoir envisagé sommairement les régimes agraires du passé et les causes de leur échec, nous étudierons la répartition actuelle de la propriété foncière et nous ferons apparaître la misère actuelle des paysans et des fermiers. Nous envisagerons les projets de réforme du régime actuel, en attachant une importance particulière au projet préconisé par le Dr Sun Yat-Sen qui est considéré actuellement comme le meilleur moyen d'améliorer la répartition actuelle.

Dans une deuxième partie, nous chercherons les moyens d'accroître le rendement de la terre et nous serons amenés à parler successivement de l'extension des terres cultivées, du meilleur aménagement de la propriété foncière, de l'amélioration des conditions de la production, enfin des associations et du crédit agricole. Nous serons conduits ainsi à constater l'insuffisance de tous ces moyens et à rechercher si l'orientation de la Chine dans le sens de l'économie complexe ne fera pas apparaître de nouveaux moyens d'améliorer les conditions des classes paysannes et d'enrichir le pays.

(1) Le reste de la population est occupé dans l'industrie qui commence à se développer. Voir Wu Hsi-Yung ; L'industrialisation de la Chine et l'économie nationale Chinoise. Thèse de Nancy, 1931.

PREMIÈRE PARTIE

LA PROPRIÉTÉ RURALE SA SUPERFICIE, SA RÉPARTITION ET SON RÉGIME JURIDIQUE

La question agraire est des plus complexes, sa solution exige une connaissance parfaite des maux actuels, une étude approfondie du régime agraire en vigueur, mais aussi, et au préalable, une étude des régimes du passé. A la lumière des faits du passé nous pourrions nous arrêter aux systèmes qui s'adaptent à la situation actuelle et éviter ceux qui ne sont pas en harmonie avec elle. C'est pourquoi nous commençons notre étude par les régimes du passé ; nous envisagerons ensuite la situation actuelle.

CHAPITRE PREMIER

LES RÉGIMES DU PASSÉ

Dans l'antiquité, lorsque la population chinoise était peu nombreuse, par rapport aux terres, les cultivateurs pouvaient choisir à leur gré les terres les plus fertiles. La question troublante de la répartition des terres ne se

posait donc pas. Avec l'accroissement de la population, la répartition foncière devint plus complexe et plus difficile. Le besoin d'un régime agraire se fit vite sentir. Le premier régime agraire, celui de Tsing-Tien, fut introduit sous la dynastie des Hya (2205-1783 avant J.-C.). Toutefois, certains auteurs prétendent que les débuts du régime du Tsing-Tien peuvent être recherchés au temps de Hwang-Ti (2697 avant J.-C.). Mais l'opinion de ces derniers auteurs se fonde sur les livres anciens « Tcheou-Li » et « Tong-Ti » dont l'authenticité est très contestée.

SECTION I

LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE (TSING-TIEN) (2205-255 avant J.-C.)

Le régime du Tsing-Tien a donné lieu à de très vifs débats. Les uns ont prétendu que ce régime a existé en Chine pendant deux mille ans. A cette thèse s'oppose l'opinion d'autres historiens qui n'admettent même pas l'existence de ce régime. Cette opinion a été défendue notamment par M. Hou Han-Min, l'ancien président du Yuan Législatif. Il semble que la première de ces thèses l'ait emporté. Le régime du Tsing-Tien a été souvent explicitement cité par les anciens auteurs surtout par le grand philosophe Mencius. D'autre part, à l'époque où la population était encore clairsemée, et les terres disponibles considérables, la pratique d'une répartition équitable de la propriété du sol ait bien été possible.

On peut admettre que le régime du Tsing-Tien a duré 1.950 ans. Il a commencé à l'époque des Hya et a duré

jusqu'à la fin de la dynastie des Tchéou (1121-255 avant J.-C.).

A. *Les fondements*

Le régime du Tsing-Tien consistait, d'une part, à répartir les terres également entre la population, et d'autre part, à les retirer des mains de ceux qui arrivaient à un certain âge (1). Par la répartition équitable, on voulait remédier à l'injustice, que révélait alors la distribution du domaine foncier. Les forts et les vainqueurs accaparaient les terres tandis que les faibles et les vaincus manquaient de moyens de travail. Sous le nouveau régime, tout le monde sera assuré d'une quantité de terres suffisante à son existence.

Le régime du Tsing-Tien était un système social agraire. La propriété des terres appartenait à l'Etat seul. Les détenteurs du champ n'en avaient que la jouissance temporaire. Ils ne pouvaient ni les louer, ni les vendre, ni les donner. Cette redistribution des champs visait à prévenir la concentration et l'accaparement des terres, à combattre l'inégalité de répartition dont nous souffrons plus que de la pauvreté. C'est avant tout l'égalité que le régime du Tsing-Tien tendait à réaliser (2).

B. *Les applications*

Voici comment on opérait. Un Li carré (3) était divisé en neuf champs de cent méous (4) chacun. L'Etat se

(1) C'est une application de la doctrine de Saint-Simon qui supprimait l'hérédité et chargeait l'Etat de la répartition des biens. Le Régime du Tsing-Tien va plus loin encore que Saint-Simon.

(2) Le régime rappelle ceux qui furent pratiqués autrefois en Europe. Voir De Laveleye : La propriété et sa forme primitive.

(3) Mesure chinoise de grandeur.

(4) Unité de mesure chinoise pour les surfaces agraires. Un méou est égal à 6,144 ares.

réservait le champ situé au centre et répartissait les huit autres entre huit familles. En recevant les terres, les huit familles se voyaient imposer la charge de cultiver en commun le champ public du centre et de remettre les récoltes de ce champ à l'Etat à titre d'impôt. C'est pourquoi on peut considérer que c'était là un bon système d'impôt unique.

Graphiquement, on peut représenter ce mode de répartition des terres par le tableau ci-dessous :

champ privé	champ privé	champ privé
champ privé	champ public	champ privé
champ privé	champ privé	champ privé

L'ensemble de ces champs formait le « Tsing » qui signifie le puits ; la forme du Tsing-Tien ressemble à l'écriture du mot Tsing d'où le mot de « Tsing-Tien ».

D'après Mencius, la superficie du champ privé fut de 50 méous sous la dynastie des Hya, 70 méous à l'époque des Yin (1783-1121 avant J.-C.) et 100 méous sous la dynastie des Tchéou. Mais ce n'étaient que différences provenant de variations dans l'étendue du méou. En réalité, la superficie des champs est restée exactement la même sous les trois dynasties.

Mais les terres n'étant pas de qualité égale, l'étendue du champ varie avec la qualité des terres. En général,

les terres étaient classées en trois catégories : supérieure, moyenne et inférieure. L'étendue du champ était de 100 méous pour la catégorie supérieure, 200 méous pour la catégorie moyenne et 300 méous pour la catégorie inférieure. Nous avons vu plus haut que la répartition des lots de terres avait pour base la famille qui était représentée par un « fou » (maître). Tout homme, à l'âge de 30 ans était considéré comme un « fou » et avait droit à l'attribution d'un champ. Si la famille était nombreuse (plus de cinq personnes), un supplément de 25 méous était accordé. Si l'homme était marié à 20 ans, il avait droit à l'attribution d'un champ de 25 méous. Le but que poursuivait le régime du Tsing-Tien était d'assurer à chaque personne une vie paisible et stable. Si tout le monde pouvait mener une vie heureuse, la sécurité sociale devrait être bien assurée.

Quand l'homme atteignait 60 ans, il devait rendre son champ à l'Etat, lequel était le seul propriétaire. Cette restitution se justifiait pour trois raisons : 1° On considérait à cette époque que le travail des champs était trop pénible pour un vieillard de plus de 60 ans. A cet âge il avait le droit de prendre du repos après une vie laborieuse. 2° Lorsque le père d'une famille atteignait 60 ans, son fils devrait avoir 30 ans dans la plupart des cas, et le fils avait le droit de continuer à cultiver le champ que son père devait rendre à l'Etat. 3° La terre existait en quantité limitée, si l'Etat répartissait toujours des champs et ne les retirait pas, il serait arrivé qu'un jour il n'y aurait plus eu de terres à répartir. Un système de restitution des champs était donc indispensable.

Les huit familles qui se trouvaient dans le même Tsing

cultivaient ensemble le champ commun. Elles ne devaient se permettre de faire leurs travaux particuliers que lorsque les travaux en commun étaient terminés. Les huit familles formaient une petite société économique dont les membres se trouvaient dans des conditions égales et se considéraient comme parents. En cas d'événements imprévus tels que maladie, décès, incendie, disette, etc... les membres de ces huit familles se prêtaient un mutuel secours. Ainsi, tous les habitants du même Tsing s'aimaient et vivaient en bonne intelligence. Dans de pareilles circonstances, il était naturel que l'esprit de coopération et de solidarité soit bien développé.

C. *Décadence*

Ce régime qui a duré deux millénaires a fini par sombrer. Les causes qui ont contribué à la décadence sont les suivantes :

1) L'accroissement de la population. Il a été rapide. En 745 avant J. C., la population s'élevait déjà à 11.941.923 personnes. La terre apparaissait de plus en plus insuffisante pour les besoins.

2) Les maux inhérents à ce régime. L'intérêt personnel est le plus grand moteur de la production ; or, il faisait défaut dans le régime du Tsing-Tien. Sous ce régime, tout homme, âgé de 60 ans, devait rendre son champ à l'Etat. Il en résultait que l'homme n'avait aucun intérêt à consacrer de grands efforts à l'amélioration d'un champ qu'il ne pouvait transmettre à ses enfants. Il négligeait de faire les dépenses nécessaires à la conservation du champ. La terre qui s'épuisait devait avoir un

rendement de plus en plus restreint. En outre, la longue durée de la détention des terres a engendré l'esprit de possession. Pour pouvoir posséder toujours la terre, dont on était détenteur, des moyens frauduleux étaient employés, afin d'éviter la restitution des champs à l'Etat.

3) Des guerres continuelles. Vers la fin de la dynastie des Tchéou, des guerres continuelles (403-222 avant J.C.) éclatèrent entre les états féodaux. Les vainqueurs s'attribuaient les champs des peuples soumis dont les limites avaient été détruites par la guerre. D'autre part, l'autorité du gouvernement des Tchéou fléchissait, il devenait de plus en plus difficile de faire les recensements exacts qui servaient de base pour la répartition des terres. Par ailleurs encore, les dépenses publiques s'accroissaient très vite à cause de la guerre et les Etats se trouvaient dans l'obligation d'établir de nouveaux impôts pour faire face à des dépenses plus élevées. Ainsi, l'Etat de Lou établit un nouvel impôt foncier par méou en sus des produits du champ public. Donc les cultivateurs des champs privés obtenaient un rendement de plus en plus restreint et devaient par contre payer un impôt plus élevé. Dès lors, ils ne pouvaient se contenter des produits de leurs champs et beaucoup d'entre eux abandonnaient leurs terres.

Le régime de Tsing-Tien fut toujours considéré par les esprits critiques comme un régime agraire idéal dans lequel tout le monde jouit également des terres. De tout temps, ce régime eut des partisans, mécontents de la répartition inégale des terres, et désireux de le remettre en application. C'est ainsi qu'en 1724 (1), l'empereur Yon-Chen a autorisé l'essai du régime de Tsing-

(1) Cheng Tung-Yuan : Le régime agraire en Chine, p. 293.

Tien dans les deux districts Sin-Chen et Ku-Han. Cette expérimentation n'a pas été concluante. On y a renoncé en 1736.

SECTION II

DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE A LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE (255-9 après J.-C.)

Le régime du Tsing-Tien qui était déjà en décadence aux temps des « Royaumes-Combattants », devait prendre fin sous la dynastie des Tsin (246-207 avant J.-C.). Un régime de propriété privée comportant le droit de disposer fut introduit par le Chancelier Chang-Yang. Ce dernier attribuait à l'agriculture une importance considérable et voulait tirer du sol le rendement maximum. Il soutenait que le régime du Tsing-Tien, par sa répartition égale des champs, ne conduisait pas à ce résultat. Il invoquait les raisons suivantes :

1) Les cent méous attribués à une famille étaient souvent inférieurs aux possibilités de travail fournies par ses membres ; c'est-à-dire que les membres d'une famille avaient souvent la force de cultiver une plus grande quantité de terres. Par contre, il y avait des familles qui prenaient possession de 100 méous de terre qu'elles ne pouvaient exploiter en totalité. Sous le régime du Tsing-Tien, ceux qui avaient un excédent de forces, ne se résignaient pas à défricher des terres incultes par crainte d'une confiscation par l'Etat. En conséquence, un grand nombre de terres étaient laissées en friche.

2) Sous le régime du Tsing-Tien, le terrain était divisé en petits champs tous semblables, dont les clôtures, chemins et fossés occupaient beaucoup de surface et ré-

duisaient d'autant la surface cultivée. Pour Chang-Yang, ces clôtures, chemins et fossés rendaient inutilisables une grande étendue de terrain. En établissant un nouveau régime, il a donc supprimé toutes les limites des champs.

Enfin, il est à noter que sous le régime de communauté agraire, le rendement du sol avait diminué par effet de la mauvaise culture.

Désormais, sous le régime de la propriété individuelle, les terres allaient s'acheter et se vendre comme des marchandises ordinaires. Le droit de les acquérir était accordé à tous à la condition de payer l'impôt. Les nouveaux terrains que les colons défrichaient leur appartenaient. Il s'ensuivit naturellement que la colonisation intérieure se développa considérablement. En même temps que la mise en valeur des terres incultes, le rendement des champs s'accroissait. La détention perpétuelle des champs incitait le propriétaire à chercher tous les moyens d'améliorer ses terres et par là, à augmenter le rendement. Le nouveau régime a donc contribué beaucoup à la prospérité de l'Etat sous les Tsin.

Si le régime individualiste avait ses vertus bienfaisantes, il n'en est pas moins vrai qu'il a introduit avec lui un vice redoutable : c'est la répartition trop inégale de la propriété du sol. Désormais, le phénomène de l'accaparement de terres va se manifester et un fossé profond va séparer les grands propriétaires fonciers et les pauvres.

De plus, le despotisme de Chi-Wang-Ti (1) va écraser les agriculteurs par des impôts élevés et des services

(1) Premier empereur de la dynastie des Tsin (246-207 avant J.-C.) C'est lui qui a fait construire la fameuse grande muraille.

insupportables (construction de la grande muraille, de palais somptueux, etc...). Ils sont tombés dans une situation misérable et beaucoup d'entre eux ont été obligés de vendre leurs champs pour un prix dérisoire. Les riches en ont profité pour accroître leurs domaines. Il en est résulté que presque toutes les terres se sont concentrées entre les mains de propriétaires auxquels les pauvres devaient demander les terrains nécessaires moyennant le paiement d'un fermage très élevé.

Cette inégalité foncière empira encore sous la dynastie des Han (206-8 après J.-C.) ; le développement du commerce créa une classe de capitalistes qui, par voie de spéculation, parvenaient à constituer de grandes et même très grandes propriétés. Dès lors, le nombre des grandes propriétés s'accrut et les paysans furent soumis à une servitude toujours plus pénible. L'accaparement de la propriété foncière par un petit nombre de gros propriétaires et le dépouillement de la plupart des cultivateurs constituent les facteurs essentiels de l'instabilité sociale qui a régné à cette époque.

Pour améliorer le sort des agriculteurs, l'impôt foncier a été progressivement réduit. Il a été réduit en 187 avant J. C. à un pour quinze (6,65 %). La reine Kao l'a réduit encore à un pour trente (3,30 %) en 156 avant J.C. Mais ces mesures destinées à encourager l'agriculture n'ont pas donné de résultats remarquables. Il importe de souligner que ces mesures charitables étaient appliquées à une époque où la terre était concentrée entre quelques mains. Ces mesures n'ont pas profité aux agriculteurs pauvres, mais ont, au contraire, augmenté les recettes des propriétaires. Ce fut un nouvel encouragement à la création de grandes propriétés.

Cette situation déplorable n'était pas sans susciter des réactions chez les esprits sérieux qui voulaient une répartition plus équitable de la terre. Les uns pensaient à rétablir le régime du Tsing-Tien, mais ils se heurtaient à beaucoup de difficultés ; les autres, M. Tong Chon-Hsu, en particulier, demandaient de toutes leurs forces qu'on limite la grande propriété et qu'un maximum soit imposé à la possession des terres. Ce mouvement a abouti à des résultats. Peu de temps après, une ordonnance frappait les commerçants des villes en leur interdisant d'acheter des terres et une autre frappait l'exploitation commerciale d'un impôt élevé. Sous le règne de Cheng-Ti, un maximum de propriété foncière fut imposé aux seigneurs et hauts fonctionnaires. Il leur était interdit de posséder plus de 30 khings (1). Malheureusement, ces réformes se sont heurtées à la résistance des grands seigneurs et des riches commerçants qui étaient très puissants. Elles n'ont donc pas donné des résultats importants.

SECTION III

LES RÉGIMES DE RÉPARTITION ÉGALITAIRE

Il s'agit ici de trois régimes qui limitent la propriété foncière pour empêcher sa concentration.

§ I. *Le régime du Wang-Tien*

(9 après J.-C. — 12)

Pour remédier aux inconvénients du régime de la propriété individuelle, Wang-Mang, un grand admirateur du régime du Tsing-Tien, procéda à des réformes

(1) Un khing = 6.144 hectares.

radicales. Dès qu'il monta sur le trône (1), en l'an 9, il proclama que toutes les terres appartenaient à l'empereur et instaura le régime du Wang-Tien. Chaque famille pouvait posséder 100 méous de terrain mais le droit de les vendre leur était retiré. Si une famille de moins de huit membres avait plus de 100 méous, l'excédent devait être distribué à ses parents ou à ses voisins. Ceux qui enfreindraient la loi seraient mis à mort.

Dans la pensée de Wang-Mang, le nouveau régime, par la création de petites propriétés, devait procurer le bien-être au peuple. En fait, cette politique agraire a troublé profondément la Société. Il a créé un bouleversement général. A une époque où l'autorité de grands propriétaires fonciers s'était déjà affermie, cette réforme radicale devait provoquer des résistances vigoureuses de la part de ces derniers. Cette réforme agraire qui semblait ramener quelque peu au régime du Tsing-Tien devait créer une nouvelle classe rurale. Mais les petits cultivateurs devenus propriétaires étant écrasés par de lourdes charges publiques, nombre d'entre eux abandonnèrent leurs fermes. De plus, cette réforme n'a pas été loyalement exécutée. Elle a donné lieu à des fraudes fiscales. Les riches propriétaires offrirent de l'argent aux percepteurs pour conserver leurs propriétés. Les pauvres qui n'avaient rien à offrir furent souvent maltraités et punis.

Il est évident que l'expérience de Wang-Mang ne pouvait pas se poursuivre longtemps dans ces conditions défavorables. Au bout de deux ans, en 11, Wang-Mang avouait son échec et prescrivait son abolition.

(1) La dynastie des Sin (9-22).

La dynastie des Sin fut remplacée par celle des Han Postérieurs (25-220), sous laquelle les grandes propriétés ont pris un grand développement. Leur nombre est allé toujours grandissant. A cette époque, la population (1) s'est accrue très vite et les fermiers durent payer une redevance plus élevée par suite de la concurrence.

L'accroissement rapide de la population et l'insuffisance des subsistances eurent pour cause le démembrement des Trois-Royaumes (199-265) dont les caractéristiques générales furent la misère et les effusions de sang.

§ II. *Le régime du Kyun-Tien* (485-755)

D'une façon générale, les systèmes sociaux se transforment plus facilement après une période de bouleversement qu'en temps normal.

Or, nous constatons qu'au début de la dynastie des Wei Septentrionaux (386-534), les circonstances étaient favorables à l'institution d'un nouveau régime agraire.

Après de longues années de guerres qui avaient dévasté cruellement le pays, la paix se rétablissait sous la dynastie des Wei Septentrionaux. De toutes parts naissaient des procès à propos de la possession des terres, les agriculteurs qui cultivaient alors étaient recherchés par les anciens propriétaires qui étaient revenus. Par contre, dans les régions dévastées, la plupart des champs étaient abandonnés, leurs propriétaires (2) ayant péri

(1) Sous le règne de l'Empereur Cheng-Ti (136-141) le nombre de familles s'élevait à 10.780.000 et la population à 53.860.000.

(2) La population à cette époque était tombée à 30.000.000.

au cours des guerres. Ces circonstances ont encouragé et décidé le souverain d'alors à établir un nouveau régime qui est celui du Kyun-Tien. En 485, le recensement terminé, l'empereur Hsio Wen-Ti décréta la grande réforme agraire.

A. Son économie

Sous le nouveau régime, la terre était classée en trois catégories :

1) *Les terres à céréales.* — Tout homme ayant atteint 15 ans avait droit à l'attribution d'un champ de 40 méous ; les femmes avaient droit à 20 méous de terres, ainsi que les esclaves attachés aux maîtres. Chaque bœuf ou vache, jusqu'à concurrence de 4, faisait attribuer à son propriétaire un supplément de 30 méous. Pour les invalides et les enfants âgés de onze ans, l'Etat accordait 20 méous de terre. A la mort du titulaire, le champ revenait à l'Etat.

2) *Les terres à lin.* — A l'âge de quinze ans, l'homme avait droit à 10 méous de terre à lin, la femme à 5 méous. Dans cette catégorie, la propriété du sol appartenait elle aussi à l'Etat.

3) *Les terres à mûrier.* — A la différence des deux premières catégories de terre, la terre à mûrier n'était pas soumise au règlement de la répartition ni à la rétrocession. Elle appartenait définitivement à son propriétaire qui pouvait la léguer à ses successeurs. Toutefois, l'Etat imposait des restrictions rigoureuses. En premier lieu, l'Etat prescrivait que ces terres devaient être plantées d'au moins 50 mûriers, 5 dattiers et 3 ormes

et ils devaient être plantés dans un délai de trois ans à partir du jour de l'attribution. Si non, la portion non plantée devait être confisquée. En deuxième lieu, pour réaliser une répartition plus équitable, la possession de ces terres était limitée à 20 méous. Au delà de ce nombre, le propriétaire était tenu de rétrocéder cet excès à ceux qui n'en avaient pas assez.

D'après ce qui précède, il est clair que le régime du Kyun-Tien avait pour but la réalisation d'une égalité de droits à la propriété foncière. Outre une distribution à part égale des terres à céréale et à lin, l'Etat fixait un maximum pour les terres à mûrier qui étaient considérées comme propriété privée. Ceux qui possédaient plus de 20 méous devaient céder le surplus, mais il leur était interdit de vendre la part légale. Ceux qui n'en avaient pas assez pouvaient s'en procurer en achetant; mais ils n'étaient pas autorisés à acheter plus que leur part légale. Comme il y avait beaucoup de terres laissées en friche, l'Etat voulait encourager la mise en valeur de ces terres. C'est ainsi que nous avons vu que l'Etat a imposé aux propriétaires de terres à mûrier l'obligation de faire des plantations dans un délai fixé. En outre, l'attribution des terres se faisait d'après la densité de la population. Dans les villes surpeuplées, si la terre y faisait défaut, la quote-part de chacun était réduite en proportion. En ce qui concerne les districts peu peuplés, il était défendu de les quitter sans raisons justifiées. Ces mesures étaient de nature à encourager l'exode des habitants des villes trop peuplées. Ainsi, la population n'étant pas spécialement concentrée dans certaines grandes villes, la répartition équitable du sol devenait plus facile.

B. *Décadence*

Le régime du Kyun-Tien a duré deux cent soixante-dix ans (485-755). Mais sous la dynastie des Tang (618-907), il fut quelque peu modifié dans ses applications. En 624, l'empereur Tang Kao-Tsou prescrivit les réformes suivantes. Les terres étaient classées en terres « ouvertes » (terres à céréales) et terres à mûrier. A l'âge de 18 ans, l'homme avait droit à 100 méous de terre (mesure des Tang), soit 80 méous de terres « ouvertes » et 20 méous de terre à mûrier. Les vieillards et les invalides avaient droit à 40 méous, les veuves à 30 méous et dans ces attributions 20 méous étaient constitués par de la terre à mûrier. Comme sous la dynastie des Wei Septentrionaux, la terre à mûrier était considérée comme une propriété privée sur laquelle un certain nombre de plantes de certaines espèces devaient être plantées.

Mais voici le vice du système : Sous le nouveau régime, les pauvres qui n'avaient pas les ressources nécessaires pour enterrer leurs parents étaient autorisés à vendre leurs terres à mûrier. D'autre part, il était permis aux habitants qui émigraient de la ville surpeuplée vers un district clairsemé de vendre même leurs terres « ouvertes ». Mais les propriétaires qui vendaient ainsi leur part de terre n'avaient plus droit à une nouvelle attribution de terre. En permettant la vente de la terre à mûrier et la terre « ouverte » dans certains cas, le nouveau régime devait faciliter la concentration de la propriété foncière dans les mains des grands propriétaires.

En fait, l'accaparement des terres par les grands seigneurs et les riches propriétaires commençait déjà et il se développa surtout après l'affaiblissement de l'autorité

impériale. Dorénavant les grandes propriétés vont de jour en jour croître en nombre et les petits agriculteurs autonomes aller diminuant. A la fin de la dynastie des Tang, la guerre éclata et se prolongea pendant un demi-siècle (907-960). C'est alors que les agriculteurs dévastés et écrasés par de lourdes charges publiques vendirent leur champ à vil prix.

§ III. *La politique agraire de Wang Ngan-Chek*

Au début de la dynastie des Song (960-1276), la situation de la classe paysanne s'aggravait encore davantage. Pour défendre le pays contre l'invasion étrangère, l'empereur Ta-Tson continuait à recruter des soldats et augmentait considérablement les impôts. Les petits paysans étaient écrasés par la surcharge de l'impôt, tandis qu'il y avait beaucoup de seigneurs ou de riches qui pouvaient soustraire leurs terres à l'impôt par des moyens détournés.

Pour remédier à cet état de choses, le chancelier Wang Ngan-Chek (1069-1076) introduisit des réformes suivantes :

(1) Il réduisit le montant de l'impôt et pour combler le déficit qui en résulterait, il recherchait l'égalité fiscale par l'introduction du régime du Feng-Tien. Il s'agissait de déterminer soigneusement par une nouvelle méthode, la dimension des terres et de fixer le taux de l'impôt (divisé en cinq classes) d'après la qualité des champs. Les gros propriétaires fonciers ne pourraient plus se soustraire à l'impôt et la charge des petits agriculteurs s'en trouvait diminuée.

(2) La corvée qui entraînait tant d'abus fut supprimée:

A sa place une nouvelle taxe fut créée, mais les pauvres en furent exemptés (1).

(3) Le Chancelier accordait aux agriculteurs des avances de semences comparables au crédit agricole d'aujourd'hui. Au printemps, les paysans pouvaient emprunter des grains de l'Etat et en rembourser la valeur après la récolte suivante. L'intérêt était fixé à 10 %.

Les réformes préconisées par Wang Ngan-Chek étaient destinées à améliorer les conditions économiques des petits agriculteurs et à encourager l'agriculture. Mais elles ont entraîné beaucoup d'abus. Les idées directrices du régime du Feng-Tien étaient excellentes, mais la technique employée pour arpenter la terre n'était pas bonne et surtout les arpenteurs profitaient de l'occasion pour exploiter les propriétaires. Partout cette réforme a provoqué des disputes et des troubles. De même, les avances de semences ont engendré des abus. Les fonctionnaires forçaient les agriculteurs à emprunter des grains, ils exigeaient l'intérêt de ceux mêmes qui n'avaient pas emprunté. Peu après, ces réformes furent donc délaissées.

SECTION IV

LES RÉGIMES ÉTATISTES

Nous classons sous ce titre deux systèmes assez différents qui laissent une large part à l'initiative privée mais qui font appel à l'Etat pour le contrôler et qui d'ailleurs n'ont jamais été généralisés.

(1) La population était subdivisée en cinq catégories, selon les conditions économiques. Ceux qui se trouvaient dans la quatrième et la cinquième catégories étaient exempts de la taxe.

§ I. *Le Régime du Champ Royal*

(1368-1643)

Après la dynastie des Song, la Chine fut envahie et occupée par les Toungouses (la dynastie des Liao et la dynastie des Kin) et les Mongols (la dynastie des Yuan), sous lesquels l'accaparement de la propriété foncière s'accrut, réduisant les petits agriculteurs à une grande misère.

Aux Mongols succéda la dynastie des Ming (1368-1643). Après les ravages des guerres, la plupart des terres furent quasi-désertes, l'insuffisance des subsistances se fit sentir cruellement. Pour augmenter la production agricole, l'Etat pratiqua une politique d'émigration. Les terres qui furent mises en valeur par les colons leur appartinrent. D'autre part, le gouvernement fit mesurer de nouveau les champs, afin d'assurer une plus grande justice fiscale. De nos jours, l'impôt foncier est encore perçu d'après les registres du cadastre créés par les Ming.

A côté des grandes propriétés privées qui étaient nombreuses sous la dynastie des Ming, l'Etat créait des champs royaux. Ces derniers étaient constitués par les terres confisquées aux seigneurs des Yuan et celles qui n'avaient pas de propriétaires. Les champs ainsi dénommés étaient toujours cultivés par des fermiers, mais au lieu du propriétaire privé, c'était l'empereur qui prélevait le fermage. L'Empereur n'était d'ailleurs pas moins exigeant que les propriétaires privés car la redevance payée par les fermiers était maintenue au même taux. Ces sommes constituaient les ressources publiques et permettaient de faire face aux dépenses du gouverne-

ment et à celles de la Maison Royale. En droit, une fois la redevance payée, les cultivateurs des champs royaux avaient le droit de disposer librement de leurs champs. En fait, les administrateurs abusaient de leurs pouvoirs, s'immisçaient dans les affaires ordinaires et demandaient des sommes en sus par des moyens illicites. Souvent, une grande part de l'argent payée par les fermiers rentrait dans la poche de ces administrateurs et une part plus petite était laissée à l'empereur. De plus, les administrateurs empiétaient souvent sur les champs privés et voisins, de sorte que les champs royaux prenaient de l'extension avec le temps. En 1506 le nombre de ces champs s'élevait à plus de trois cents.

§ II. *Le Régime des Terres Mandchoues*

L'avènement des Tsing (1644-1911) (1) a apporté des changements notables au régime agraire précédent. Les champs royaux des Ming furent confisqués et donnés aux fermiers qui les cultivaient. En droit, ces champs appartenaient toujours à l'Etat, mais en fait ils sont devenus des propriétés qui pouvaient être léguées, hypothéquées et vendues. Dans chaque province, il existait des champs déterminés dont les revenus servaient à entretenir les écoles publiques et à secourir les pauvres. Sous le nouveau régime, la colonisation militaire et le système des terres mandchoues ont présenté le plus haut intérêt.

(1) La dynastie des Tsing fut installée par les Mandchous qui, à cette époque-là étaient considérés comme une race étrangère par les Chinois.

1. — *La Colonisation militaire.*

Sous la dynastie des Tsing, la colonisation militaire fut très développée. Dans les provinces Kwei-Chow, Yun-Nan, Kan-Sou, Sin-Kiang et Hopei, les troupes qui s'y établissaient recevaient des champs à cultiver. Ces terres jouissaient de faveurs fiscales. En temps de paix, les soldats se transformaient en agriculteurs, ils labouraient les champs et se contentaient de la récolte. En temps de guerre, ils remplissaient leur devoir de soldats contre les invasions étrangères. Le but que poursuivait ce régime était de réduire les dépenses publiques et d'accroître les revenus du pays en transformant les soldats en producteurs.

2. — *Les Terres Mandchoues.*

Pour récompenser les Mandchous d'avoir installé la nouvelle dynastie, l'empereur Se-Tsou a attribué à chaque mandchou une certaine superficie de terre. Ces terres étaient prélevées sur les terres appartenant à l'Etat et les terres sans propriétaires. Pour conserver aux Mandchous leurs traditions et sous prétexte d'éviter des troubles entre Mandchous et Chinois, le gouvernement mandchou a pris des mesures pour grouper les mandchous dans certains districts déterminés. Comme les terres (1) appartenant aux mandchous se trouvaient dispersées dans maints endroits, l'Etat (2) prescrivit des

(1) Cheng-Tun-Yuan : Le Régime agraire en Chine, p. 320.

(2) Si un champ appartenant aux chinois se trouvait dans le district réservé aux mandchous, et s'il y avait un champ sans propriétaire attribué à un mandchou, le premier champ était échangé contre le second. Or, comme les champs sans propriétaires étaient souvent déserts, les propriétaires chinois devaient subir de lourdes pertes.

échanges de terres mandchoues et de terres chinoises malgré les désavantages créés à ces derniers. En outre, les charges fiscales ne furent pas fixées également pour tous, les mandchous bénéficiant d'un taux spécial à l'impôt foncier.

Les Mandchous qui recevaient ainsi les champs étaient rigoureusement privés du droit de les vendre. Pourtant, comme les Mandchous n'étaient pas un peuple agricole, ces mesures de protection restèrent sans efficacité. En 1729, beaucoup de ces terres mandchoues furent vendues aux Chinois, au point que le gouvernement a dû renouveler l'interdiction de vente des terres mandchoues. Mais cette nouvelle prohibition resta sans effet, car les Mandchous, pour n'être pas en contradiction avec la loi, mirent leurs terres en gage perpétuel au lieu de les vendre.

CHAPITRE II

LA SITUATION ACTUELLE

De ce qui précède, il résulte que les régimes antérieurs n'ont pas produit les effets qu'on en attendait.

Depuis la fondation de la république chinoise en 1912, le régime agraire n'a pas subi de changements sensibles. La masse des agriculteurs est toujours misérable. Les gouvernements successifs occupés par des troubles intérieurs se sont désintéressés de la misère des paysans ou plutôt ont fait cause commune avec les grands propriétaires fonciers pour se procurer les ressources nécessaires. L'accaparement de la propriété du sol a pris des proportions considérables et ceci fut facilité par les causes suivantes. Tout d'abord, les fléaux naturels et humains (inondation, sécheresse, guerre civile, etc.) ont dévasté le pays et obligé les petits agriculteurs à vendre leurs terrains. Ensuite, la hausse progressive du taux de l'impôt foncier a accru considérablement les charges des paysans et l'augmentation du taux de l'impôt foncier a amené les petits agriculteurs à se débarrasser de leurs champs. En dernier lieu, la concurrence des produits agricoles étrangers sur le marché national a abaissé considérablement leur prix. Dans certaines provinces, la baisse des prix est telle que les cultivateurs ne peuvent pas couvrir les dépenses de production. Beaucoup d'entre eux sont obligés de demander secours aux usu-

riers et la conséquence est souvent, pour les paysans pauvres, la vente forcée des champs.

Cette situation a frappé particulièrement le Dr. Sun Yat-Sen, l'éminent homme d'Etat chinois. De bonne heure, il a préconisé des réformes agraires en vue d'assurer à la population agricole si nombreuse en Chine une vie plus humaine. Il a établi une doctrine agraire qui tend à répartir plus équitablement la propriété du sol. Actuellement, le gouvernement national a mis en vigueur une partie de cette doctrine agraire mais son application est encore limitée à quelques grandes villes.

Avant d'aborder l'étude des réformes agraires, il est nécessaire de déterminer l'importance des terres labourables et des terres cultivées relativement à la population, de montrer comment elle a évolué au cours des temps, enfin, d'examiner la répartition de la terre entre les propriétaires et les fermiers.

SECTION I

L'ÉTENDUE DES TERRES CULTIVÉES

RELATIVEMENT A LA POPULATION ET SON ÉVOLUTION

La statistique agraire, en Chine, remonte à la dynastie des Hya (2205-1783 avant J.-C.). Puis, les statistiques se sont succédées avec les changements de dynasties. Pendant les 4.000 ans (1) écoulés de la dynastie des Hya à la dynastie des Tsing (1644-1911), le nombre des statistiques agraires s'élève à 46. Dans le paragraphe premier « la statistique des terres cultivées depuis l'époque

(1) Ma Ying-Chu : Les problèmes économiques de la Chine, vol. I, p. 10.

des Hya à la fin de la dynastie des Tsing », nous allons énumérer les statistiques importantes des diverses dynasties. Ensuite, nous exposerons les statistiques faites depuis l'avènement de la république chinoise en 1912.

§ I. *La statistique des terres cultivées de l'époque des Hya à la fin de la dynastie des Tsing*

L'étendue de la surface cultivée, au temps de la dynastie des Hya, atteignait 910.802.000 méous, mais il faut remarquer que le « méou » des Hya était plus petit que maintenant. Sous la dynastie des Hya, le méou se mesurait par 100 pas, tandis que sous la dynastie des Tsin et Han, il fallait 240 pas pour mesurer un méou. Le tableau ci-dessous nous donne une idée générale de la situation agraire dans l'ancienne Chine :

Dynastie	Dates	Superficie des champs cultivés	Population	Nombre de méous par habitant
Dynastie des Hya.	2205-1783 av. J.-C.	910.802.000	13.553.923	67,19
Au début de la dynastie des Tchéou.	1121-255 av. J.-C.	400.000.000	11.941.923	33,49
La dynastie des Hans (jusqu'à l'Empereur Chao-Pin)	206-4 ap. J.-C.	827.053.600	59.594.978	13,87
Dynastie des Tsui.	statistique de 589	1.940.426.700	—	—
Dynastie des Tang.	statistique de 748	1.430.386.213	52.919.309	27,02
Dynastie des Song.	statistique de 1021	524.758.432	19.930.320	26,32
Dynastie des Yuan.	statistique de 1362	1.983.000.000	60.491.230	32,78

Dynastie	Dates	Superficie des champs cultivés	Population	Nombre de méous par habitant
Dynastie des Ming.	statistique de 1578	701.397.628	60.692.850	11,55
Au début de la dynastie des Tsing.	statistique de 1661	549.357.640	21.068.609	26,07
Au milieu des Tsing.	statistique de 1753	708.114.288	102.750.000	6,89
Vers la fin des Tsing.	statistique de 1887	911.976.606	377.636.000	2,41

D'après le tableau précédent, l'étendue des champs par habitant a toujours été supérieure à 10 méous jusqu'au milieu de la dynastie des Tsing. La propriété foncière à cette époque-là existait en quantité abondante par rapport à la population. Mais à la fin des Tsing, la situation fut complètement changée. L'accroissement rapide de la population a diminué très vite la part de chacun, la superficie des champs par personne est tombée à 2.41 méous en 1887. Il s'ensuit donc que la situation agraire en Chine, était déjà assez préoccupante à la fin du dix-neuvième siècle.

§ II. *Superficie des terres cultivées par rapport à l'étendue du territoire*

D'après la statistique (1) de 1932, faite par le Bureau des Statistiques du gouvernement national, l'étendue du territoire chinois est de 4.278.400 milles carrés et la

(1) Cette statistique a été publiée dans la Revue des statistiques janvier-février 1932.

superficie des terres cultivées (1) est de 1.248.781.000 méous.

Province	Superficie en Milliers de méous		Pourcentage de la superficie des terres cultivées dans chaque province
	Etendue du territoire	Superficie des terres cultivées	
Hé-Lon-Kiang	913.584	50.475	5,5
Kilin	435.024	66.204	15,2
Liao-Ning	407.460	71.961	17,6
Jehol	269.120	17.546	6,5
Tcha-Hal	388.472	16.839	4,3
Sé-Yuan	480.184	18.639	3,9
Ning-Hya	360.216	2.004	0,7
Sin-Kiang	2.153.699	13.629	0,6
Kan-Sou	583.044	23.510	3,9
Chen-Si	349.827	33.496	9,5
Chan-Si	264.532	60.560	21,4
Hopei	212.916	103.432	48,8
Chantoung	260.214	110.662	42,5
Kiang-Sou	179.397	91.669	51,1
Ngan-Houei	254.743	53.511	20,9
Honan	286.365	112.981	35,8
Hou-Pé	331.883	61.010	18,3
Sé-Tch'ouan	1.015.391	96.272	9,5
Yun-Nan	681.691	27.125	3,9
Kouei-Tcheou	312.154	23.000	7,4
Hou-Nan	329.336	45.612	13,7
Kiang-Si	322.915	41.630	12,9
Tché-Kiang	148.840	41.209	27,7
Fou-Kien	215.277	23.290	10,8
Kouang-Tong	464.640	42.452	9,2
Kouang-Si(2)	358.795	78.404	21,9
TOTAUX	12.115.053	1.335.782	11,8

Il ressort du tableau ci-dessus que l'ensemble des ter-

(1) Ce chiffre ne comprend pas la surface cultivée des provinces de Tsing-Hai et Si-Kang. — D'autre part, le Sin-Kiang a 65 communes mais cette statistique n'en englobe que 55. — Il y a 4 communes de la province de Yun-nan qui ne figurent pas dans cette statistique. Il y manque aussi 1 commune dans les provinces de Hé-long-Kiang et de Kwei-Tchéou. En outre, Mongolie et Thibet n'y sont pas comprises.

(2) La statistique de Kouang-Si est empruntée au rapport publié par le Ministère de l'agriculture et du commerce en 1917-1918.

res cultivées (1) ne représente que 11,8 % de la superficie totale du territoire tandis que l'étendue des terres labourables mais encore en friches est, d'après les évaluations de M. Li Yen-Han (2), de 50 % de celle du territoire. Il est clair que de grands progrès sont encore à faire à ce point de vue en Chine. Par contre, la gravité de la question agraire a pour cause principale l'insuffisance de la propriété foncière. Pour la résoudre, il faut faire valoir les terres incultes qui sont de plus en plus nombreuses.

§ III. *La superficie des terres incultes*

La superficie des parcelles incultes s'est accrue, d'après l'enquête faite par le japonais Yidun Fouyon, de 490.699.881 méous de 1914 à 1918 :

Années	Superficie
1914	358.235.867
1915	404.369.948
1916	390.363.021
1917	924.583.899
1918	848.935.748

La superficie des terres incultes a encore augmenté depuis. En 1930, d'après la statistique du ministère de l'Intérieur, ce chiffre était passé à 1.177.340.261 méous, et encore, cette statistique ne porte que sur 21 provinces. Si l'on y ajoute les autres parties du territoire, ce chiffre serait naturellement dépassé.

(1) D'après la statistique publiée par le Ministère de l'agriculture et du commerce en 1918, l'étendue totale de la surface cultivée était cette année-là de 15.2 % de celle du territoire.

(2) Li Yen-Han : « La tendance vers la diminution de l'étendue des terres cultivées » dans « The Eastern Miscellany ». Vol. 30, n° 18.

L'accroissement continu de la superficie des terres incultes a pour causes principales, les inondations, la sécheresse, la guerre civile et le mouvement communiste. L'inondation épouvantable de 1931 a dévasté, d'après la statistique de la Banque de Chine, une étendue de 211.668.000 méous, répartis de la façon suivante :

Provinces	Superficie (en milliers de méous)
Houpé	27.523
Ngan-Houei	13.950
Honan	34.695
Chan-Toung	30.135
Kiang-Sou	61.431
Hou-Nan	13.950
Kiang-Si	14.248
Tché-Kiang	15.736
ENSEMBLE	211.668

La diminution continue de la surface cultivée a pour conséquence inévitable la diminution de la production agricole. La Chine est un pays purement agricole et cependant elle importe une quantité de plus en plus grande de denrées alimentaires étrangères. La statistique ci-dessous met en évidence la décadence de l'économie rurale chinoise.

Statistique (1) de l'importation des principales denrées étrangères en piculs (= 62 kil. 50) :

Années	Blé	Riz	Coton
1920	5.429	1.163.519	878.697
1921	81.346	10.634.560	1.682.526
1922	873.142	19.156.651	1.780.618
1923	2.595.190	22.438.664	1.606.284

(1) Cette statistique a été publiée par le gouvernement national en 1928.

Années	Blé	Riz	Coton
1924	5.504.218	13.198.504	1.219.284
1925	778.049	12.634.624	1.807.450
1926	4.159.318	18.720.777	2.745.017
1927	1.690.255	21.091.693	2.415.482

En 1931, qui fut pour les agriculteurs chinois de la plupart des provinces une année d'abondance, l'importation des denrées étrangères, quoique restreinte, fut encore très considérable.

Blé	Riz (en piculs)	Coton
5.204.788	10.704.810	4.652.726

C'est là une situation très inquiétante ; d'un côté un grand nombre de champs sont déserts, d'un autre côté, la pénurie des denrées se fait sentir cruellement.

§ IV. *La population agricole chinoise comparée à la population totale*

La population totale de la Chine s'élève, d'après le recensement de 1931, à 474.787.386 habitants, répartis de la façon suivante :

Provinces	Population	Provinces	Population
Kiang-Sou	34.125.857	Kilin	7.634.671
Tché-Kiang	20.642.701	He-Long-Kiang .	3.724.738
Ngan-Houei	21.715.396	Tcha-Hal	1.997.015
Hopei	31.233.131	Chan-Toung . . .	28.672.419
Liao-Ning	15.233.123	Fou-Kien	10.071.136
Chen-Si	11.802.446	Kiang-Si	20.322.837
Chan-Si	12.228.155	Honan	30.565.651
Hou-Pé	26.699.126	Kouang-Si	13.648.200
Hou-Nan	31.501.212	Se-Tch'Ouan . . .	47.993.282

Provinces	Population	Provinces	Population
Si-Kang	8.806.430	Kwei-Chow	14.745.722
Kan-Sou	6.281.286	Yun-Nan	13.821.234
Jehol	6.593.440	Sin-Kiang	2.551.741
Tsing-Hai	6.195.057	Mongolie	6.160.106
Ning-Hya	1.449.869	Thibet	3.722.011
Sé-Yuan	2.123.768	Kouang-Tong ..	32.427.626

L'ensemble..... 474.787.386

La Chine est un pays agricole où le nombre des agriculteurs représente 80 % de la population totale. Le Bureau des Statistiques du Gouvernement chinois a fourni, en 1932, les données (1) statistiques sur l'importance de la population agricole par rapport à la population totale, mais elle n'englobe que 25 provinces, les trois provinces de Kouang-Si, Tsing-Hai et Si-Kang n'y étant pas représentées. La population se répartissait comme suit :

Provinces	Foyers totaux	Foyers paysans	Pourcentage des foyers paysans aux foyers totaux %	Superficie de la surface cultivée (en méous)	Superficie des champs par foyer paysan (en méous)
Hé-Long-Kiang..	624.468	489.927	78,5	50.475.000	103
Kilin	1.260.907	941.454	74,7	66.204.000	70
Liao-Ning	2.157.705	1.775.150	82,3	71.961.000	41
Jehol	547.474	437.232	79,9	17.546.000	40
Tcha-Hal	394.067	309.109	78,4	16.839.000	54
Sé-Yuan.....	367.452	249.727	68,0	18.639.000	75
Ning-Hya	76.059	54.159	71,3	2.004.000	37
Sin-Kiang	512.316	344.111	67,2	13.692.000	40
Kan-Sou	1.075.880	793.160	73,7	23.510.000	30
Chen-Si	1.896.926	1.384.579	73,0	33.496.000	24
Chan-Si	2.263.408	1.874.082	82,8	60.560.000	32
Hopei	4.938.695	4.223.704	85,5	103.432.000	24
Chan-Toung ...	6.659.858	5.918.280	88,9	110.662.000	19
Kiang-Sou	6.438.036	5.056.536	78,5	91.669.000	18

(1) La Revue des Statistiques janvier-février 1932,

Provinces	Foyers totaux	Foyers Paysans	Pourcentage des foyers paysans aux foyers totaux %	Superficie de la surface cultivée (en méous)	Superficie des champs par foyer paysan (en méous)
Ngan-Houei	3.788.764	2.682.248	70,8	53.511.000	20
Honan	6.029.066	5.061.700	84,0	112.981.000	22
Hou-Pei.....	5.771.373	3.959.690	68,6	61.010.000	15
Se-Tch'Ouan ...	7.263.538	4.975.252	68,5	96.272.000	19
Yun-Nan	1.947.021	1.383.924	71,1	27.125.000	20
Kwei-Chow	1.769.023	1.193.498	67,5	23.000.000	19
Hou-Nan	5.537.680	3.899.715	70,4	45.612.000	12
Kiang-Si	4.942.492	3.292.310	66,64	41.630.000	13
Tché-Kiang.....	4.559.540	3.164.857	69,44	41.209.000	13
Fou-Kien.....	3.292.310	2.387.645	71,1	23.290.000	14
Kouang-Tong ..	5.459.096	3.899.715	63,7	42.452.000	12
Totaux	78.568.245	58.569.181	74,5	1.248.781.000	21 (1)

Il se dégage du tableau précédent que le nombre des foyers paysans est très considérable en Chine. Mais ce tableau ne chiffre que le nombre des foyers paysans à l'exclusion du nombre des habitants. On obtiendra le chiffre de la population agricole en tablant en moyenne sur 5 ou 6 personnes par foyer paysan.

D'après les diverses statistiques que nous venons d'exposer, trois points sont acquis : en premier lieu, la population agricole est très considérable en Chine, puisque les foyers agricoles représentent 74,5 % des foyers totaux. En deuxième lieu, la superficie de la surface cultivée est très petite par rapport à l'étendue des terres labourables du pays (11,8 % seulement) et d'ailleurs, l'étendue des terres cultivées est de plus en plus restreintes, puisque de 1914 à 1918, en 5 ans, la superficie des terres incultes s'est accrue de 490.699.881 méous. En dernier lieu, étant donnée une population agricole très nombreuse et une superficie de la surface cultivée très restreinte, la superficie moyenne des champs particu-

(1) Soit 1 hectare 29.024.

liers a été considérablement réduite. Dans les provinces très peuplées comme Hou-Nan, Kiang-Si, Tché-Kiang, Fou-Kien et Kouang-Tong, les foyers paysans ne possèdent en moyenne qu'un champ de 12 ou 13 méous et, les statistiques nous apprennent qu'il y a beaucoup de petits cultivateurs dont les champs n'atteignent même pas 10 méous. Il est évident qu'avec un champ aussi réduit, ces cultivateurs ne peuvent avoir même le strict nécessaire pour vivre. Pour améliorer le sort de la classe paysanne, il faudrait accroître le rendement du sol et la surface cultivée.

SECTION II

LA RÉPARTITION ACTUELLE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

La Chine est un pays de petites propriétés où les grands domaines sont rares. La propriété du sol est trop morcelée et son rendement est par suite quelquefois insuffisant pour faire vivre une famille paysanne. Le morcellement du sol est en grande partie dû au système successoral, qui partage également le domaine rural entre les enfants. Il est à remarquer que la terre est très divisée dans les provinces du centre et du sud qui sont en général très peuplées. Au nord, le sol est moins morcelé à cause de la population clairsemée. Il importe aussi de distinguer deux catégories de champs : la terre humide et la terre sèche. Les terres de la Chine centrale et méridionale appartiennent à la première catégorie et celles de la Chine septentrionale à la seconde. La terre humide donne généralement un rendement supérieur à la terre sèche, et à grandeur égale, les terres de la première catégorie peuvent nourrir une plus grande

population que les terres du nord. C'est pourquoi le morcellement du sol est plus fort dans le sud qu'au nord. Nous pouvons le constater dans le tableau ci-dessous :

MORCELLEMENT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
DANS LES DIVERSES PROVINCES
(Importance moyenne des propriétés par foyer paysan)

Provinces du Nord (terre sèche)	Superficie	Provinces du Centre et du Sud (terre humide)	Superficie
Hopei	22 méous	Kiang-Sou	19 méous
Chantoung	19 —	Ngan-Houei	15 —
Honan	63 —	Kiang-Si	10 —
Chan-Si	33 —	Fou-Kien	9 —
Chen-Si	23 —	Tché-Kiang	9 —
		Kouang-Tong ...	7 —

Provinces du Nord et du Nord-Est récemment exploitées (terre sèche)	Superficie
Liao-Ning	26
Kirin	107
Hé-Lon-Kiang	115
Jehol	25
Sé-Yuan	94
Tcha-Hal	59

Ces investigations (1) ont été faites par le japonais Chang-Ya-Lang qui étudie les problèmes agraires en Chine depuis de longues années.

Le tableau ci-dessus fait ressortir ce fait que la propriété foncière est très divisée dans le centre et le sud et moins dans le nord. Dans les provinces du nord et nord-est où l'exploitation du sol est de date récente, l'étendue des champs par foyer agricole est en moyenne assez grande.

(1) Chang-Ya-Lang : L'étude du régime agraire en Chine, p. 126.

D'après le Docteur Tang Chi Yu, la stricte subsistance d'un agriculteur de la province de Kiang-Sou (terre humide) (1), demande deux méous de terre et une famille de cinq membres exige donc dix méous. Si une famille cultivait un champ de moins de dix méous, il est évident qu'elle ne pourrait vivre exclusivement des produits de ce champ. Si elle possède un champ de dix méous, la stabilité lui manque quoi qu'elle puisse y trouver le strict nécessaire dans les années normales. Elle ne possède aucune épargne, lorsque l'événement arrive nécessitant des dépenses imprévues (disette, maladie, décès, incendie, etc...), il lui faut emprunter pour faire face à ces dépenses. Ces emprunts aboutissent dans la plupart des cas à l'expropriation des débiteurs. Donc, pour avoir un peu de stabilité, il faut compter au moins quinze méous de terre. Or, quelle est la superficie réelle des champs des agriculteurs chinois. Le tableau suivant publié en 1919 par le ministère de l'Agriculture et du Commerce nous renseignera sur ce point :

TABLEAU :

(1) En règle générale, l'évaluation du Docteur Tang s'applique aux autres provinces de terre humide. Pour les provinces à terre sèche, le contingent devrait être plus grand. Dans celles-ci il faudrait vingt méous pour faire vivre une famille de cinq personnes selon l'investigation de M. Chang-Ya-Lang.

RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN SUPERFICIE

PROVINCES	Propriétés de 1 à 10 méous	Propriétés de 11 à 30 méous	Propriétés de 31 à 50 méous	Propriétés de 51 à 100 méous	Propriétés de plus de 100 méous	ENSEMBLE
Hopei	1.514.564	1.234.479	954.066	630.428	292.314	4.626.121
Liao-Ning	345.890	371.038	412.744	348.367	258.264	1.736.309
Kilin	137.693	122.425	194.295	171.843	174.843	800.502
Hé-Long-Kiang	19.518	22.740	54.653	76.968	151.617	335.496
Chan-Toung	2.390.423	1.502.673	884.171	439.260	151.343	5.367.870
Honan	2.559.679	1.652.254	1.086.385	654.331	359.267	6.311.916
Chan-Si	282.812	359.683	398.750	337.530	151.743	1.529.519
Kiang-Sou	2.288.405	1.332.142	500.388	253.338	86.554	4.460.827
Ngan-Houei	1.124.533	941.606	387.049	222.201	65.843	2.741.233
Kiang-Si	3.011.123	678.657	291.042	70.914	13.193	4.064.956
Fou-Kien	815.755	478.414	181.187	48.596	6.743	1.530.695
Tché-Kiang	1.770.064	1.032.987	366.188	137.313	33.004	3.339.556
Hou-Pé	1.443.232	1.023.403	652.586	391.146	126.287	3.636.654
Hou-Nan	354.862	346.321	385.987	244.920	105.707	1.437.797
Chen-Si	397.897	451.610	251.510	146.786	57.533	1.306.336
Kan-Sou	288.748	23.871	161.013	122.844	68.653	854.129
Sin-Kiang	161.540	155.765	69.210	53.537	20.072	400.124
Kouang-Tong	2.083.252	962.107	553.222	242.040	83.586	3.925.207
Jehol	193.491	192.931	110.539	100.322	74.422	671.615
Sé-Yuan	8.422	9.799	13.711	16.483	18.080	66.495
Tchahal	133.871	12.700	11.559	18.153	35.623	201.906
Totaux	11.829.123	8.281.187	4.959.899	3.022.101	1.456.219	29.548.527

D'après ces données statistiques de 1919, on s'aperçoit que les petites propriétés de moins de 10 méous sont extrêmement nombreuses. Elles représentent 40 % de l'ensemble des propriétés foncières. D'ailleurs, cette proportion s'est accrue au cours de ces dernières années.

Le rapport ci-dessous, publié par le Comité Agraire de Wu-Han du Kuo-Ming-Tang, en 1927, nous fait connaître comment les petites propriétés se partagent le sol :

Catégorie de propriétés	Superficie %
1 à 10 méous	44.45
11 à 30 —	24.73
31 à 50 —	16.21
51 à 100 —	9.57
Sup. à 100 —	5.04
	100.00

De ce qui précède, il ressort que la propriété du sol est trop morcelée en Chine et que le nombre de petits propriétaires est très considérable. Ceux-ci éparpillent leur effort et gaspillent leur temps sur des parcelles très petites qui représentent souvent une surface de quelques méous (moins de 10 méous). Les agriculteurs qui appartiennent à la première catégorie, n'auront pas même le minimum nécessaire à la vie. Or, nous avons déjà signalé que suivant les évaluations du Dr. Tang, il faut au moins un champ de 10 méous (1) pour entretenir une famille agricole. Bien des paysans sont donc réduits à la misère.

Cette situation fâcheuse s'aggrave encore par le fait qu'une grande étendue de terre a été accaparée. Il y a

(1) Les agriculteurs chinois pratiquent encore une culture rudimentaire sans amendements chimiques et sans outillage technique. Ils ne possèdent pas des connaissances techniques de telle façon qu'à quantité égale, une terre chinoise nourrit un nombre de personnes moindre qu'une terre d'Europe.

toute une série de propriétaires fonciers qui monopolisent la terre et la mettent à ferme moyennant une redevance élevée. D'après Dr. Sun Yat-Sen, le nombre des fermiers est extrêmement nombreux en Chine. « Il n'existe pas, à proprement parler, de grands propriétaires fonciers en Chine cependant, parmi les paysans, il y en a neuf sur dix qui cultivent des champs appartenant aux propriétaires. » Quoique l'évaluation du Dr. Sun soit quelque peu exagérée, elle souligne combien la répartition du sol est inégale. Le tableau ci-dessous fait par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce en 1917, nous donne des chiffres précis sur la répartition des foyers agricoles en Chine.

Répartition des foyers agricoles dans 21 provinces :

PROVINCES	Cultivateurs propriétaires	Fermiers	Cultivateurs à la fois propriétaires et fermiers	ENSEMBLES
Hopei	3.198.771	648.351	707.406	4.554.528
Liao-Ning	686.281	501.731	498.634	1.686.646
Kirin	351.676	165.079	122.143	538.898
Hé-Long-Kiang	180.698	82.098	61.368	324.155
Chantoung	3.819.135	717.632	917.963	3.454.730
Honan	3.453.552	1.596.937	1.079.926	6.130.415
Chan-Si	1.078.697	238.698	212.151	1.529.546
Kiang-Sou	2.234.278	1.541.211	1.096.495	4.871.984
Ngan-Houli	1.314.311	983.888	547.815	2.846.014
Kiang-Si	1.714.401	1.241.202	1.109.244	4.064.847
Fou-Kien	1.553.807	554.941	512.604	1.621.352
Tché-Kiang ...	1.073.387	1.158.783	1.023.045	3.255.215
Hou-Pé	1.561.137	1.339.307	770.337	3.670.771
Hou-Nan	287.553	1.006.453	143.794	1.437.797
Chen-Si	771.247	304.975	258.954	1.335.176
Kan-Sou	556.780	151.554	156.803	865.137
Sin-Kiang	343.998	62.606	45.134	451.738
Kouang-Tong ..	1.316.500	1.463.865	1.144.842	3.925.207
Jehol	416.962	95.135	103.340	615.437
Sé-Yuan	35.332	14.844	14.371	64.587
Tcha-Hal	83.099	18.822	12.490	115.411
TOTAUX..	24.587.585	13.825.546	10.494.722	48.907.853

Il ressort du tableau ci-dessus, qu'en 1917, la population agricole est formée pour moitié de cultivateurs indépendants pour 28 % de fermiers et 22 % de cultivateurs à la fois indépendants et fermiers. A cette époque, le nombre de petits agriculteurs indépendants était assez nombreux, la vie des campagnes était encore paisible. Plus tard, l'expropriation des petits paysans s'est accélérée, la vie agricole est devenue plus difficile. Les agriculteurs expropriés devaient payer une forte redevance s'ils voulaient cultiver les champs des propriétaires. D'après le rapport de 1927, fait par le Comité agraire du Comité central de Wu-Han du Kuo-Ming-Tang, le nombre des agriculteurs ne possédant pas de terre s'est considérablement accru. Voici comment ce rapport résume la répartition de la population agricole.

Agriculteurs propriétaires (depuis 1 méou jusqu'à très grande propriété)	150.000.000
Fermiers	136.000.000
Salariés agricoles	30.000.000
Vagabonds et autres	20.000.000
	336.000.000

Il se dégage de ce tableau que l'ensemble des fermiers, journaliers et vagabonds, s'élève à 186.000.000. A l'heure actuelle, le nombre des fermiers et ouvriers agricoles est plus élevé encore par suite de la dévastation du pays par les fléaux naturels et humains.

D'après ce qui précède, la répartition de la propriété du sol en Chine, est très inégale. L'accaparement et le morcellement des terres rendent la vie agricole très instable et très misérable. Par l'accaparement, un nombre considérable d'agriculteurs sont réduits au rôle de fer-

miers et d'ouvriers agricoles. Ils sont exploités par les propriétaires fonciers et souvent les pauvres paysans manquent du strict nécessaire à leur existence. Par le morcellement, nombre de paysans indépendants sont réduits à la misère, leurs champs sont trop petits et les produits sont souvent insuffisants pour entretenir un foyer de 5 ou 6 personnes. Pour gagner leur vie, ils sont contraints d'avoir une activité complémentaire, des métiers d'appoint (l'élevage des vers à soie, du bétail, des volailles, etc...).

En somme l'économie rurale chinoise n'est pas constituée sur une base solide. Les surfaces cultivées sont trop restreintes. Elles sont mal réparties et mal cultivées. Si l'on veut améliorer le sort de la masse des agriculteurs chinois, il est nécessaire de consolider cette base précaire en apportant des modifications au régime agraire en vigueur, qui assurera à la population rurale une vie meilleure. C'est le but qu'a voulu atteindre le Dr. Sun Yat-Sen.

SECTION III

LA CONDITION DES AGRICULTEURS

Pendant ces dernières années, la dépression de l'économie rurale en Chine a atteint un degré redoutable et les causes de cette dépression doivent être recherchées de deux côtés : à l'extérieur et à l'intérieur.

1) *Causes extérieures.* — La Chine est actuellement (1)

(1) En vertu du traité de Tien-Tsin de juin 1858, le tarif douanier a été soumis à des réglementations internationales. A l'heure actuelle bien qu'elle jouisse en principe de l'autonomie du tarif, la Chine ne peut pas encore exercer sa liberté tarifaire d'une façon complète.

dépourvue de moyens de protection contre la pénétration des produits industriels et agricoles étrangers sur le marché national. L'introduction des marchandises manufacturées ruine les industries indigènes et prive les agriculteurs chinois des revenus provenant des métiers d'appoint; l'importation des produits agricoles (soie artificielle, coton, riz, blé, etc.) abaisse considérablement le prix des denrées indigènes similaires et oblige les agriculteurs à réduire la production de certaines espèces de produits dont la chute des prix est particulièrement considérable. La concurrence des marchandises étrangères diminue de beaucoup les recettes de la population agricole et il s'ensuit que la protection douanière est indispensable à l'amélioration de la condition économique des agriculteurs chinois.

2) *Causes intérieures.* — L'organisation rurale est restée à l'état rudimentaire. Les agriculteurs chinois sont trop simples et trop conservateurs. Pendant que les paysans étrangers emploient des méthodes scientifiques et des instruments modernes, les agriculteurs chinois continuent à exploiter leurs parcelles suivant leurs méthodes traditionnelles et avec des outils rudimentaires. D'ailleurs, l'étendue de leurs parcelles est trop petite et les produits agricoles obtenus ne suffisent pas quelquefois à assurer aux cultivateurs une subsistance minimum. Les surcharges de l'impôt foncier et du fermage prélèvent encore une part appréciable de leurs recettes. Enfin, les fléaux naturels tels qu'inondation, sécheresse, famine, etc..., l'état chaotique du pays et le manque d'association, contribuent à rendre la vie dans les campagnes extrêmement pénible.

Ayant aperçu les causes de la misère des paysans chinois, on conçoit immédiatement combien est difficile la tâche à entreprendre pour redresser l'économie rurale chinoise.

§ I. *L'accroissement du nombre des paysans
non propriétaires*

D'après les investigations (1) faites par les Professeurs J.-B. Taylor et C.-B. Malone en 1922, sur les conditions économiques rurales en Chine, la somme minimum nécessaire à l'existence d'un foyer agricole est de 150 dollars (argent) (soit 750 francs au change actuel) par an. Mais en 1922, d'après l'enquête menée sur la vie des agriculteurs dans plusieurs provinces par la « Commission Internationale de secours pour la famine », 80 % des foyers agricoles dans le nord de la Chine et 50 % dans le centre, ne trouvaient pas dans la culture ce minimum indispensable.

Dans la province de Kiang-Sou, par exemple, les recettes de plus de la moitié des foyers paysans sont inférieures à 150 dollars :

moins de 150 dollars	52 %
de 150 à 1.000	45 %
plus de 1.000	3 %

Il ressort du tableau ci-dessus qu'un nombre considérable d'agriculteurs de cette province, sont tombés dans une misère effroyable.

(1) J. B. Taylor and C. B. Malone : « The study of Chinese rural economy (China International Famine Relief Commission Publication - Série B, N° 10).

Il est à remarquer qu'à l'heure actuelle, la communauté familiale représente encore l'organisation principale de la classe paysanne chinoise. Tous les membres d'une famille et leurs descendants vivent ensemble sous le même toit. Ils exploitent courageusement leurs champs en commun, ils se contentent de peu, mais les produits de leurs propriétés parcellaires n'arrivent qu'à grand'peine à entretenir l'existence des membres nombreux de la famille. Il est évident que les petits agriculteurs ne possèdent en général aucune épargne. Quand un événement arrive, nécessitant une dépense imprévue, ils n'ont d'autre moyen que de faire appel aux usuriers qui imposent des conditions très sévères. Alors ils entrent dans une impasse qui n'aura, le plus souvent, d'autre issue pour eux que la vente de leurs parcelles. Depuis l'établissement de la République, le nombre des paysans sans terre n'a cessé de croître et il a pour cause la diminution des recettes. Il nous faut maintenant en rechercher les causes qui sont au nombre de trois :

1) Le fardeau de l'impôt. Les agriculteurs propriétaires doivent payer l'impôt foncier qui est de plus en plus élevé et nous devons décrire un peu le système d'impôt et les lourdes charges des paysans propriétaires.

En Chine, la charge fiscale est très inégale suivant les districts et suivant les localités d'un même district. Le taux de l'impôt est très variable dans les différentes provinces. Par exemple, en 1929, l'impôt est en moyenne de 0,666 dollar par méou dans la province de Kiang-Si, 1,196 dollar dans le Honan, 1,289 dollar dans le Chan-Si. On voit ainsi combien inégalement l'impôt foncier chinois pèse sur les paysans.

Depuis l'avènement de la République, le taux de l'im-

pôt n'a cessé de croître. En 1888 (1), l'impôt foncier était en moyenne de 0,05 dollar dans le Liao-Ning par méou ; de 0,25 dollar dans les provinces de Kouang-Tong et Kouang-Si ; 0,28 dollar dans le Chan-Si et 0,30 dollar dans le Honan et Hou-Pé. En 1902 (2), l'impôt foncier était de 0,32 dollar dans le Honan et le taux appliqué aux terres de la catégorie supérieure n'était que 0,40 dollar par méou dans tout le pays. Aujourd'hui, l'impôt foncier dépasse 2,50 dollars (y compris les centimes additionnels) par méou dans les provinces de Chan-Si, Honan, Kouang-Tong, Se-Tch'ouan, Liao-Ning, Kiang-Si et Hou-Pé. Le taux est donc 12 fois plus élevé qu'il y a 45 ans.

Au principal de l'impôt foncier s'ajoutent un grand nombre de centimes additionnels qui, dans certains districts, représentent plusieurs fois le principal. En Chine, les produits de ces centimes servent aux dépenses d'intérêt général du district, par exemple : centimes pour l'instruction publique dans le district, centimes pour assurance de sécurité, centimes pour la construction et l'entretien des routes, etc... L'accumulation de ces centimes accroît terriblement la charge de l'impôt pour la classe paysanne, car le montant total des centimes est souvent très supérieur, comme nous venons de le dire, au principal. Par exemple, dans le district du Wu-Si (Kiang-Sou), l'impôt principal est de 0,50 dollar par méou, les centimes sont de 0,82 dollar ; dans le district de Kiang-Ning (Kiang-Sou), le principal est de 0,201 dollar mais les centimes sont de 0,875 dollar, soit 4 fois

(1) Journal of China Branch of Royal Asiatic Society. Vol. 23. p. 75.

(2) Britisch Diplomatic and consular Reports miscellaneous, N° 641, 1905, p. 4.

plus. Dans le district de Lai-Yang (Chantoung), l'impôt foncier est de 1,80 dollar, mais les centimes sont de 5,569 dollars.

Dans quelques provinces, notamment le Se-Tch'ouan, l'impôt est perçu pour les années à venir. Dans la province de Se-Tch'ouan, où les éléments militaires sont au pouvoir, l'impôt foncier est déjà perçu pour 1946 !

On voit donc à quel degré les agriculteurs chinois sont grevés d'impôt !

D'ailleurs la complexité de la perception de cet impôt a donné lieu à de nombreux abus fiscaux. Les agriculteurs chinois sont simples et illettrés et ils sont tous plus ou moins exploités par les agents du fisc. Par contre, les grands propriétaires fonciers se soustraient souvent à la charge de l'impôt. Le plan et les registres du cadastre manquent d'exactitude au point qu'il y a un grand nombre de parcelles échappant à l'impôt ou ne payant l'impôt que partiellement.

En raison de la hausse progressive de l'impôt, une partie appréciable (de 10 à 30 %) des revenus bruts des petits cultivateurs est prélevée, ce qui rend leur vie très misérable. De plus, pour faire face à ces charges fiscales, l'agriculteur est souvent obligé de vendre une partie de ses parcelles. Le tableau (1) ci-dessous fait ressortir la diminution continue du nombre des paysans propriétaires :

	KUN SHAN			NAN-TONG		
	1903 %	1914 —	1924 —	1903 %	1914 —	1924 —
Paysans indépendants ..	26,0	11,7	8,3	20,2	15,8	13,0
Paysans à la fois indépendants et fermiers...	26,6	16,6	14,1	22,9	22,7	22,6
Fermiers	57,4	71,7	77,6	56,9	61,5	64,4

(1) Annuaire de « Shun-Pao ». Section de l'économie rurale. p. 43, 1933.

Ce tableau montre que l'accroissement du nombre des paysans sans terre a été continu de 1905 à 1924. Pour arrêter ce mouvement défavorable, l'un des meilleurs moyens serait de simplifier et d'alléger l'impôt foncier trop complexe et trop lourd.

Depuis longtemps, les gouvernements successifs ont fait des efforts pour réorganiser le système de l'impôt foncier. Ils ont voulu établir un nouveau cadastre exact qui permît de supprimer les parcelles non imposées et par conséquent d'alléger les centimes additionnels qui pèsent très lourdement sur la classe paysanne. Mais l'établissement d'un cadastre exact demande au préalable un nouvel arpentage des terres précisant la situation géographique ou les limites de chaque propriété et cette opération exige des sommes considérables et un grand nombre d'arpenteurs compétents. Les gouvernements ne pouvant satisfaire à ces deux conditions n'ont pu mettre en œuvre la réorganisation du système de l'impôt foncier. Comme l'arpentage de terre n'a aucune chance d'être généralisé dans les circonstances actuelles, le gouvernement a été amené à rendre, le 6 mars 1934, des décrets-lois instituant un nouveau système : « La déclaration foncière ». Les décrets-lois contiennent trois mesures principales : a) Les propriétaires dont les parcelles ne paient pas d'impôt ou ne paient l'impôt que partiellement, devront en faire la déclaration au gouvernement du district dans le délai fixé et ils ne payeront pas l'impôt pour la période antérieure à la déclaration. Ceux qui ne feront pas de déclaration et qui seront dénoncés par quelqu'un seront sévèrement punis et la portion de leurs parcelles ne payant pas l'impôt au tarif fixé par la loi sera confisquée. D'autre part,

les dénonciateurs seront récompensés par une partie du produit de la confiscation. Mais par contre, s'il est prouvé que les dénonciations ne sont pas exactes, leurs auteurs en seront sévèrement punis. b) Les propriétaires qui feront la déclaration foncière dans le délai fixé seront récompensés par une diminution du taux de l'impôt, et inversement, les propriétaires qui ne l'auront pas faite dans le délai fixé seront frappés par une majoration d'impôt. Enfin, les propriétaires ne faisant pas la déclaration foncière seront considérés comme perdant leurs droits de propriété. Tous les actes de mutation, d'hypothèque et les dispositions testamentaires ne seront pas légaux, si leurs propriétaires ne possèdent pas le certificat de déclaration foncière. c) Le gouvernement national prescrit que l'augmentation du produit de l'impôt foncier, dû à la mise en pratique du nouveau système, sera exclusivement réservée aux gouvernements locaux pour couvrir les pertes résultant de la suppression des centimes additionnels.

Le fonctionnement de ce système de la déclaration foncière n'exige pas autant de fonds et autant de techniciens que l'arpentage des terres et par conséquent, sa mise en œuvre pourrait procurer des succès remarquables. Le succès de ce système permettra la suppression des centimes et assurera ainsi l'amélioration de la condition des agriculteurs.

2) *Les fléaux naturels et humains.* — En Chine, les agriculteurs ont subi des pertes considérables du fait des fléaux naturels tels qu'inondation, sécheresse, grêle, sauterelles, etc. Dans le centre et le nord, les inondations périodiques ont dévasté terriblement les champs

cultivés. En 1931, le débordement de Yang-Tsi-Kiang a noyé, d'après la statistique de la Banque de Chine, 211.668.000 meous. En 1933, le débordement du fleuve Jaune a causé des pertes considérables pour les agriculteurs des provinces du nord. Par contre, dans le nord-ouest, la population agricole des provinces de Chen-Si, Kan-Sou, Sé-Yuan et Tcha-Hal, a souffert terriblement de la sécheresse. Dans les provinces dévastées, les petits agriculteurs ne possèdent point de capitaux d'exploitation pour reprendre la culture et s'ils ne recevaient pas les secours ou crédits nécessaires, ils n'auraient d'autres moyens que de vendre leurs parcelles à vil prix.

Dans les provinces qui ont été dévastées par les communistes, le nombre des paysans sans terre s'est accru également. Les agriculteurs qui font actuellement cause commune avec les communistes dans les frontières des provinces de Kiang-Si et Fou-Kien abandonnent leurs propriétés ; d'autre part, un nombre considérable (environ un million) d'agriculteurs ont péri sur les champs de bataille ou ont été massacrés par les communistes. Les parcelles de ces agriculteurs ont été données, d'après les dispositions de la loi de 1931 réorganisant la propriété foncière de ces provinces, aux sociétés coopératives d'utilisation qui les donneront à ferme. Néanmoins, il y a encore une étendue très grande de terres labourables qui sont laissées en friche.

3) *La crise du riz.* — D'une façon générale, les agriculteurs peuvent s'assurer le strict nécessaire à leur vie, en période d'abondance, mais pourtant ce ne fut pas le cas au cours de ces dernières années pour les raisons

suivantes : en 1931 et les années qui suivirent, les récoltes étaient abondantes presque partout. Il était à prévoir que les souffrances cruelles de la classe paysanne pourraient être quelque peu adoucies. Mais c'est le contraire qui est arrivé. La concurrence (1) du riz d'origine étrangère, a provoqué une chute énorme du prix de cette denrée.

C'est un phénomène anormal de constater que, d'un côté, les provinces comme Kouang-Tong, Kouang-Si, Fou-Kien et la ville de Changhaï, qui ne se suffisent pas de la production du riz, voient affluer en grande quantité du riz étranger (2) (notamment du riz de Siam et d'Annam) et que d'un autre côté, les provinces du centre comme Kiang-Sou, Tché-Kiang, Ngan-Houei, Kiang-Si, Hou-Nan et Hou-Pé, où le riz est en grande abondance, voient leurs producteurs souffrir cruellement de la chute des prix du riz. Dans la province de Tché-Kiang, par exemple, le prix du riz est actuellement tombé à 6 dollars le picul, et la récolte est en moyenne de deux piculs par meou. Si l'agriculteur a une parcelle de 10 meous, il obient 120 dollars. Voilà tout son revenu, et pourtant de cette somme on n'a pas encore fait la déduction des frais de production et du montant de l'impôt. Il est alors évident que ce qui reste ne suffit pas à procurer la subsistance nécessaire à une famille de 5 ou 6 membres pendant une année. Cette famille doit donc emprunter, si elle veut vivre, et ces emprunts abou-

(1) La concurrence d'autres produits, tels que le blé et le coton abaisse également les prix, mais dans une mesure bien moindre que pour le riz.

(2) En 1933, l'importation du riz étranger s'élève à 21.423.091 piculs d'une valeur de 150.107.416 dollars. Sin-Wen-Pao. Mars, 1934.

tissent très souvent à l'expropriation des paysans propriétaires.

Dans ces conditions, on demandera pourquoi on ne transporte pas le riz des provinces où il est en excédent aux provinces où il y a pénurie. Les causes qui font échec à ces transactions sont au nombre de deux : a) l'impôt est trop élevé. Les douanes intérieures sont trop exigeantes. Si on exporte du riz d'une province à l'autre, il faut payer pour frais de transport et impôts 3 ou 4 dollars par picul, ce qui augmente considérablement le prix de revient, et par suite le prix de vente. Le riz étranger ne payant qu'une fois les droits de douane, il est clair que les hauts prix mettent le riz national dans une situation d'infériorité vis-à-vis du riz étranger. b) Les commerçants étrangers possèdent généralement de gros capitaux. Ce qui leur permet de faire des ventes à crédit, En conséquence, les marchands qui achètent le riz étranger ne le paient qu'un mois plus tard. Ce mode de paiement constitue un élément de supériorité pour le riz étranger sur le marché chinois, car les marchands donnent leur préférence au riz étranger à cause de cette facilité de paiement.

Pour sauver les agriculteurs de la ruine, il faut d'abord relever le prix du riz, qui est l'aliment national de la Chine. Pour atteindre ce but, il faut augmenter les droits de douane qui frappent le riz d'origine étrangère, diminuer le taux des impôts et les frais de transport et enfin constituer des organismes de vente ayant de l'envergure. Après de laborieuses négociations, le tarif douanier du riz étranger a été relevé d'un dollar par picul le 1^{er} janvier 1934. Les gouvernements provinciaux de Hou-Nan, Kiang-Si et d'autres ont plus ou

moins réduit l'impôt sur l'exportation du riz. Le ministère des Chemins de fer a également accordé des facilités pour le transport du riz. Enfin, une grande société (1) pour l'achat et la vente du riz, est en train de se constituer. Cette société achètera directement le riz des producteurs de tel district où il est en excès et elle le transportera là où il manque. En outre, il accordera aux marchands des facilités de paiement pour faire cesser la préférence que ces derniers accordent jusqu'à présent au riz étranger.

Toutes les mesures que nous venons d'énumérer ont pour objet le relèvement du prix du riz qui est le produit principal de la plupart des agriculteurs chinois. Le relèvement du prix du riz mettra fin à la crise actuelle qui a pour conséquence inévitable l'expropriation des paysans indépendants.

§ II. *La condition des fermiers et les mesures de protection*

En Chine, le nombre des fermiers est très considérable. D'après le rapport fait en 1927 par le Comité agraire de Wou-Han de Kuo-Ming-Tang, le nombre des fermiers en Chine s'élève à 136.000.000. Dans le sud et le centre, la culture par amodiation est très développée. Dans le nord, c'est plutôt la culture directe qui prédomine. L'extension de l'exploitation par amodiation dans le sud et le centre est due à la fertilité du sol qui donne un plus grand rendement que les terres du nord. Ce rendement

(1) Cette société a un capital de deux millions de dollars, dont la moitié est fournie par le gouvernement et l'autre moitié par les marchands de riz de huit provinces.

permet d'entretenir le fermier et sa famille et en outre de procurer une rente au propriétaire.

Nous avons déjà brièvement mentionné dans la section relative à la répartition actuelle de la propriété foncière, la situation misérable des fermiers. Dans cette section, nous exposerons en détail les conditions de l'affermage et les mesures protectrices qui s'imposent. Et d'abord, arrêtons-nous au régime actuel du fermage.

En Chine, le bail à ferme existe sous deux formes : écrit et verbal. L'un ou l'autre sont d'un usage général suivant les provinces.

Quant à la durée du bail, elle varie de un an à 25 ans pour le bail à terme fixe. Pour le bail à durée indéterminée, il est fait soit pour toute la vie du fermier, soit avec la possibilité pour le propriétaire de résilier le bail à tout moment. Dans les provinces de Kiang-Sou (1), Kiang-Si, Tché-Kiang, Ngan-Houei et Hou-Nan, l'affermage héréditaire est d'un usage très commun. A la mort du fermier, le fils prend l'exploitation de la parcelle à ferme. Mais dans quelques districts, l'exploitation par le fils doit obtenir au préalable le consentement du propriétaire foncier. Il est d'ailleurs rare que le propriétaire refuse ce droit au successeur à moins que celui-ci ne soit trop paresseux ou trop faible. Dans les provinces de Tché-Kiang, Ngan-Houei et Chan-Si, le fermier a le droit de céder à son gré son droit à l'exploitation au cours du bail. Mais il reste garant vis-à-vis du propriétaire du paiement des fermages à échoir. En revanche, le fermier peut exiger un prix de cession pour

(1) Liu Ta-Kyun : La condition économique des fermiers en Chine, p. 14.

le droit au bail et aussi pour les améliorations qu'il a introduites sur la parcelle cédée.

Arrivons maintenant à la question du fermage qui présente le plus haut intérêt. En Chine, le paiement du fermage se fait en argent et en nature. Le premier mode de paiement se répand dans les régions riches où les fermiers trouvent plus facilement les capitaux nécessaires. L'autre mode de paiement est pratiqué dans les régions où les communications ne sont pas faciles et où le commerce est peu développé.

Mais dans l'un et l'autre cas, le taux du fermage est extrêmement élevé. Dans les provinces de Kouang-Tong, Hou-Nan et Fou-Kien, les propriétaires fonciers prélèvent six dixièmes de la récolte. Dans les autres provinces, la moitié des produits agricoles va aux propriétaires. De plus, les fermiers doivent, outre la redevance formelle, passer des redevances accessoires. Dans les provinces de Honan, Ngan-Houei, Hou-Nan et une partie de Kiang-Sou, les fermiers doivent faire divers travaux chez les propriétaires et ils sont dans une situation inférieure vis-à-vis des propriétaires.

D'après les investigations de M. Chang Cheng Yu (1), les fermiers des provinces de Kiang-Sou et Tché-Kiang qui cultivent des parcelles de moins de 10 méous, n'obtiennent pas même le strict nécessaire à la vie. Le montant des recettes d'une famille paysanne qui exploite un champ de 10 méous est de 200 dollars. Mais il faut prélever 100 dollars pour le paiement du fermage et 20 dollars pour les frais de production, la différence est de 80 dollars. Evidemment, cette somme est insuffisante

(1) The Eastern Miscellany, vol. 26, N° 9, 1929.

pour assurer l'existence d'une famille. Pour vivre, les fermiers se restreignent dans la mesure du possible. Leur nourriture ne comprend que deux repas de riz et un peu de légumes de leurs champs. Ils font l'élevage des volailles, mais les poules, canards, œufs, etc., sont exclusivement réservés à la vente à des gens riches pour se procurer un peu d'argent. Leurs vêtements restent toujours dans un état déplorable, les pieds sont toujours nus sauf pendant les fêtes.

Pour les raisons qui ont été indiquées plus haut, la population rurale déserte en grand nombre les campagnes ; les uns offrent leurs bras aux industriels, les autres font le métier de soldat ou même se lancent à l'aventure. L'accroissement des aventuriers provoque davantage l'exode des campagnes car les agriculteurs menacés cherchent l'abri dans les villes contre les dangers qu'ils courent d'être pillés ou mis à mort.

En présence de cette misère des fermiers, les propriétaires fonciers demeurent toujours indifférents. Il s'ensuit donc que pour l'amélioration de la condition économique de la masse des fermiers, il n'y a rien à espérer du côté des propriétaires. Il est nécessaire que l'Etat intervienne en faveur des premiers. C'est précisément ce qui est arrivé.

En 1926, le Comité central du Kuo-Ming-Tang qui est actuellement au pouvoir, a décrété une réduction générale de 25 % du taux de fermage. Malheureusement, le gouvernement national n'a pas édicté de réglementation précise. Par conséquent, cette réduction de 25 % du fermage n'a pas été pratiquée dans toutes les provinces. A l'heure actuelle, le taux du fermage est réglementé par la législation agraire, publiée en 1930. Dans le ti-

tre III (droit de jouissance sur la terre, chapitre III, article 177), il est stipulé que le fermage que le fermier doit payer au propriétaire, ne peut pas dépasser 375/1000 de la récolte totale de la principale culture. Le taux de fermage qui dépasse cette limite doit être ramené à 375/1000. Quant à celui qui est au-dessous de cette limite il est toujours valable. De plus, il est interdit au bailleur de demander le fermage en avance et d'exiger des fermiers des garanties en argent.

Il y a aussi dans la législation agraire d'autres dispositions pour protéger les fermiers. Pour le bail à terme fixe, l'article 172 stipule qu'à l'échéance du terme, le fermier a le droit de renouveler le contrat à moins que le bailleur ne reprenne sa terre pour la cultiver personnellement.

L'article 172 prévoit un droit de préemption pour les fermiers sur les terres que les bailleurs mettent en vente. Pour le bail à terme non fixé, l'article 180 prescrit que le contrat ne prend fin que si l'une des conditions suivantes est réalisée :

- a) A la mort du fermier, il n'y a pas d'héritier ;
- b) Le fermier a délaissé son droit de culture ;
- c) Le bailleur retire sa terre pour la faire valoir personnellement ;
- d) Le fermier qui fait mauvais usage de la terre ;
- e) Le fermier qui cède partie ou totalité de son droit au bail à ferme à des tiers ;
- f) Le fermier dont les fermages sont arriérés jusqu'à concurrence de deux annuités ;
- g) La destination de la terre a été changée.

L'article 184 stipule que le fermier a un droit de

préemption sur la terre que le bailleur a retirée pour la culture directe et qu'il met à nouveau à ferme. Si la mise à ferme de la terre a lieu dans l'année, à compter du jour de la restitution, le fermier a le droit de reprendre l'affermage aux mêmes conditions qu'autrefois.

L'article 186 reconnaît au fermier le droit à indemnité pour les améliorations qu'il a réalisées sur sa parcelle lorsque la résiliation est obtenue pour les cas prévus aux alinéas a, b, c, d, de l'article 180.

Avec la législation agraire, les fermiers sont mieux protégés contre les exactions des propriétaires fonciers. Mais il est à craindre que les propriétaires n'aient recours à des moyens détournés pour arriver à leurs fins sans violer la lettre de la loi. C'est ainsi que le propriétaire pourra retirer la terre au fermier sous le prétexte de faire de la culture directe. En réalité, il fera venir des ouvriers agricoles qui exploiteront la ferme pour lui. Pour ne pas réduire leurs revenus, nous craignons que les propriétaires rusés ne soient amenés à adopter ce procédé pour faire valoir leurs parcelles par des journaliers. Ce changement dans le mode d'exploitation du sol a pour conséquence inévitable la transformation des fermiers en salariés agricoles. D'autre part, les fermiers sont ignorants et illettrés, ils ne comprendront pas le vrai sens des dispositions de la législation agraire, fort complexes d'ailleurs, et par conséquent, ils s'exposeront toujours à l'exploitation des propriétaires. C'est pour ces raisons que nous préconisons l'institution de l'affermage héréditaire dans le chapitre « La situation actuelle », tout au moins pour les terres des provinces reconquises des mains des communistes.

SECTION IV

LES PROJETS DE RÉFORME

En raison de la gravité de la situation agraire en Chine, on peut deviner que les projets de réforme sont nombreux. Les uns préconisent un régime de nationalisation du sol, selon lequel toutes les terres privées devraient être expropriées avec ou sans indemnité. Actuellement, il est impossible d'introduire ce système en Chine. Si l'Etat nationalisait la propriété foncière avec indemnité, où trouverait-on les sommes à payer ? Si l'Etat n'accordait pas d'indemnité aux propriétaires expropriés, il soulèverait certainement des troubles graves. Comme nous l'avons déjà signalé plus haut, la Chine est un pays de petites propriétés. Or, la condition indispensable pour pratiquer l'expropriation des terres sans compensation est la concentration de la propriété foncière entre les mains d'un petit nombre de très grands propriétaires.

D'autres, plus modérés, préconisent la conservation du régime actuel de la propriété individuelle, mais avec une répartition plus équitable. Ils préconisent notamment cette formule « la terre à celui qui la cultive ». Quels sont les moyens proposés pour atteindre ce but ? Le moyen le plus souvent admis est d'établir une taxe foncière progressive, qui frapperait durement les grandes propriétés. D'autres préconisent une réduction progressive du montant du fermage, de sorte que les propriétaires fonciers ne pourraient vivre exclusivement du fermage prélevé. D'autres encore préconisent la colonisation intérieure pour augmenter la surface cultivée.

Parmi les divers projets de réformes, nous traiterons spécialement celui du Dr. Sun Yat-Sen (1866-1925), « l'égalisation de la propriété du sol ». Nous traiterons aussi des projets qui réorganisent la propriété foncière dans les provinces reconquises sur les communistes. Nous accorderons une importance particulière à ces deux projets car le Dr Sun est le fondateur du Kuo-Ming-Tang (Le Parti Nationaliste) qui est actuellement au pouvoir et la doctrine agraire du Dr. Sun est comprise dans le programme de ce parti. D'autre part, la réorganisation de la propriété foncière dans les provinces reconquises a une signification particulière. Si elle réussit, elle servira d'exemple et la méthode pourra être appliquée à d'autres parties du pays. En outre, le nouveau régime empêchera le retour des communistes.

§ I. *La Doctrine égalitaire du Dr. Sun Yat-Sen*

Dans son ouvrage intitulé le « Triple Démisme » (1), au chapitre du « Démisme vital », le Dr. Sun a déclaré que le but du « Démisme vital » est d'égaliser les sources de la richesse sociale et de résoudre la question de l'existence du peuple. Pour aboutir à ce but, il suffit d'employer deux méthodes :

- 1° L'égalisation de la propriété du sol ;
- 2° La restriction du capital.

Comme la seconde méthode n'entre pas dans le cadre de notre étude, nous n'envisagerons que la première.

(1) Voir Sun Yat-Sen : Le triple démisme de Suen Wen. Traduction française par Pascal M. d'Elia S. J. — Edition 1930. — Ces « trois démismes » sont : le « démisme racique ou racial », c'est-à-dire le nationalisme ; le « démisme politique », c'est-à-dire la démocratie ; le « démisme vital ou économique » c'est-à-dire le socialisme.

Dans sa troisième conférence sur le « démisme vital », relative au problème de l'alimentation, le Dr. Sun parle de la mauvaise répartition de la propriété du sol et de la misère des agriculteurs qui en résulte. Le Dr. Sun admet qu' « en Chine, au moins les huit ou neuf dixièmes de la population sont des agriculteurs et sur ceux-ci il y a eu neuf sur dix qui ne possèdent pas de terres. Les champs qu'ils labourent appartiennent, pour la plupart, à un propriétaire foncier. La plupart de ceux qui possèdent des terres, ne les cultivent pas eux-mêmes. Raisonnablement parlant, les cultivateurs devraient cultiver les terres pour eux-mêmes et les produits agricoles de leur travail devraient leur revenir à eux-mêmes. Or, maintenant, les paysans ne cultivent pas leurs propres terres, mais cultivent les terres à la place des propriétaires ; les produits agricoles sont prélevés, en majeure partie, par les propriétaires fonciers. Ce qui leur reste suffit à grand' peine à l'entretien de leur vie. C'est tout à fait injuste. Si les choses continuent ainsi, quand les paysans seront instruits, qui trouvera-t-on qui consente encore à cultiver les champs dans ces conditions ? Si les cultivateurs possédaient leurs champs et obtenaient entièrement leurs récoltes, ils s'adonneraient volontiers, sans doute à l'agriculture. Et si tous acceptaient de cultiver leurs champs de bon cœur, alors on pourrait obtenir une production plus abondante. Mais maintenant, une grande partie de la production revenant au propriétaire foncier, c'est pourquoi beaucoup de paysans ne veulent plus travailler les champs et beaucoup de terrains restent peu à peu incultes et improductifs ».

Comment peut-on égaliser la répartition de la propriété et par là améliorer le sort de la classe des agri-

culteurs ? Dans sa deuxième conférence sur le « démisme vital », le Dr Sun préconise deux méthodes : 1) l'impôt d'après la valeur vénale des terres avec le rachat possible par l'Etat et 2° la confiscation de la plus-value future des terres. Ces deux méthodes conduiront à réaliser l'idéal : « la terre à celui qui la cultive », auquel le Dr. Sun est très attaché. Nous expliquerons ces méthodes un peu plus loin. Le Dr. Sun, disciple inconscient peut-être de Ricardo et de Stuart Mill, a été très frappé par l'accroissement prodigieux de la plus-value du sol dans les grandes villes, alors que les propriétaires se le sont procuré sans mérite. Il a pris comme exemple le terrain de la municipalité de Canton (1). « Quelle différence y a-t-il entre le prix du terrain sur le « Bund » (2) depuis le percement des grandes artères et son prix d'il y a vingt ans ? Ou encore, quelle différence y a-t-il entre la valeur du terrain sur le « Bund » de Changhaï et sa valeur d'il y a 80 ans ? On peut admettre en gros que le terrain a eu (à Changhaï) une plus-value de 10.000 dollars. C'est-à-dire que, si autrefois dix pieds carrés coûtaient un dollar, cette même surface en coûterait maintenant 10.000. Ainsi, à Changhaï, le terrain du « Bund » vaut quelques centaines de milliers de dollars le méou, et le terrain du « Bund » de Canton en vaut actuellement plus de cent mille. Ainsi, il a suffi que la terre subisse l'influence économique de l'Europe et de l'Amérique, pour permettre à ses propriétaires de devenir des richards, semblables aux capitalistes américains et européens ».

(1) Voir la traduction française de « Le Triple démisme de Suen Wen » pp. 394-395.

(2) Une des principales artères de la ville de Canton et de Changhaï

Il ajoute : « Ce changement, causé par la répercussion de la prospérité économique sur la terre, n'est pas un phénomène spécial à la Chine, mais il s'est produit autrefois dans tous les pays. Seulement, au début, les différents pays n'y firent pas attention et ne s'en soucièrent pas. Ce n'est que plus tard, lorsque le changement devint plus important, qu'ils y prirent garde ; mais il ne fut pas facile alors d'y porter remède. Nous pensons à prévenir le malheur qui serait produit par l'ébranlement du prix des terres en Chine et nous cherchons le moyen de résoudre cette difficulté.

D'après le Dr. Sun, la plus-value du sol dont jouissent aujourd'hui les propriétaires fonciers, doit appartenir entièrement à la Société. Nous savons que la plus-value des terres est due soit à l'accroissement de la population, soit au progrès réalisé dans la vie de la collectivité. Le Dr. Sun a fait remarquer que « si le terrain de Changhaï a augmenté très rapidement de valeur, c'est que la collectivité sociale en a voulu faire un foyer de commerce et d'industrie de la Chine centrale et (pour cet effet) a procédé à son amélioration. Supposons que les habitants de Changhaï quittent tous Changhaï ou qu'un cataclysme extraordinaire vienne anéantir la population de Changhaï, le terrain de Changhaï ne pourrait plus conserver cette grande valeur. » On voit donc que le travail de tous, que les efforts de tous, sont la cause de l'augmentation de la plus-value du sol. Le propriétaire n'entre point du tout en ligne de compte dans les fluctuations de la plus-value ou de la moins-value (1).

L'administration de la propriété foncière par l'Etat a

(1) A moins cependant qu'il n'ait amélioré sa propriété en y incorporant du travail et du capital.

pour but de rendre la terre apte à toute utilité et de donner au peuple libre accès au droit de jouir également du sol. De même, la théorie du Dr. Sun sur l'égalisation de la propriété du sol part de cette idée. Pour atteindre à ce but, il faut supprimer l'accaparement des terres et confisquer la plus-value des terres qui ne résulte pas d'une amélioration due au travail ou au capital de son propriétaire. Les moyens les plus efficaces dont nous avons déjà parlé, sont ceux préconisés par le Dr. Sun et nous allons maintenant les exposer en détail.

Pour le Dr. Sun, il n'y a pas en Chine de très grands propriétaires fonciers comme ceux d'Europe et d'Amérique. Comme la puissance de petits propriétaires n'est ni très grande ni irrésistible, il est encore facile de résoudre cette question très importante. Si l'on laisse passer cette occasion, ce sera bien plus difficile à l'avenir. Il faut donc agir sans retard.

Nous avons déjà indiqué que le Dr. Sun a préconisé deux méthodes pour la réalisation de sa doctrine agraire. D'abord un impôt proportionnel à la valeur vénale des terres sera perçu et la valeur des terres sera fixée par le propriétaire lui-même. L'impôt foncier en Chine se perçoit, jusqu'à présent, non pas d'après la valeur locative ni d'après le revenu net, mais d'après la superficie des champs. Ce système entraîne de grandes injustices, car il existe une très grande différence de prix pour les différentes catégories de terres. En ce qui concerne le taux du nouvel impôt, le Dr. Sun le fixe à 1 % (1). C'est le taux adopté par la plupart des pays.

(1) Le taux fixé à 1 % a été jugé insuffisant pour abaisser le prix du sol, mais c'est pour faciliter son application que le Docteur Sun maintient ce taux très bas.

Avec le nouveau régime, tous les propriétaires doivent faire la déclaration de la valeur de leurs terres au gouvernement qui fixera l'impôt d'après la valeur déclarée. On est amené à penser que si la déclaration est faite au gré du propriétaire, celui-ci fera une déclaration au-dessous de la valeur réelle et que par là le gouvernement sera lésé. Par exemple, un propriétaire déclare 10.000 dollars un terrain qui a une valeur réelle de 100.000. D'après le taux de 1 %, il ne paye que 100 au lieu de 1.000 dollars. En fait, il existe un remède efficace contre ces fraudes, c'est le rachat possible de la terre par l'Etat au prix déclaré par le propriétaire. Si le gouvernement juge que le prix déclaré est très inférieur à la valeur vénale, comme dans le cas cité plus haut, le gouvernement pourra avoir recours au rachat de la dite terre, le propriétaire perdra 9.000 dollars. « Ainsi (1), dans mon système, déclare le Dr. Sun, si le propriétaire fait une déclaration au-dessous de la valeur réelle, il aura à craindre que le gouvernement ne rachète suivant la valeur déclarée et qu'il ne perde ainsi la valeur de sa terre. Si, au contraire, il fait une déclaration exagérée, il aura à craindre que le gouvernement ne l'impose suivant sa déclaration, et ne subisse de ce fait, la perte de la surtaxe. Placé entre ces deux alternatives d'avantages et de désavantages qui se contrebalancent mutuellement, il ne déclarera certainement ni trop ni trop peu, il fixera une valeur moyenne et prendra la valeur exacte du marché pour en faire la déclaration au gouvernement. La valeur moyenne du marché étant déclarée, ni le propriétaire, ni le gouvernement n'y perdront. »

(1) Sun Yat-Sen : *Le Triple Démisme de Suen Wen* ». P. 405,

Il est à remarquer que l'impôt d'après la valeur des terres et son rachat ne vise que la terre nue. « Quand nous parlons de la valeur des terres, remarque le Dr. Sun, il s'agit uniquement de la terre nue, abstraction faite des améliorations faites par le travail humain, ou des constructions sur la surface. Soit, par exemple, une terre, dont la valeur est de 10.000 dollars, celle des constructions établies à la surface étant de 1.000.000. En admettant l'impôt de 1 % d'après la valeur des terres, on ne peut prélever que 100 dollars. S'il s'agit de rachat, en plus de 10.000 dollars représentant la valeur du terrain, il faut donner encore 1.000.000 dollars à titre d'indemnité pour la valeur des constructions. Si, sur la surface, il y a autre chose, comme des arbres, des digues, des égouts et toutes sortes d'autres améliorations dues au travail humain, il faut procéder encore de la même manière ».

Il ne suffit pas pour égaliser les droits à la propriété d'user seulement des impôts et du rachat des terres. Le taux de 1 % préconisé par le Dr. Sun est vraiment insuffisant pour égaliser les ressources de la richesse sociale et atteindre le but final « la terre à celui qui la cultive ». Pour le compléter, le Dr. Sun fait donc appel à un autre moyen : la confiscation de la plus-value des terres. Le Dr. Sun écrit (1) : « La valeur de la terre étant fixée, il y a plus. A partir de l'année où la valeur a été déterminée, les différents pays imposent une taxe extraordinaire, si la valeur de la terre vient à augmenter. Mais d'après notre procédé, la plus-value doit retourner entièrement à la collectivité. En effet, si la terre a aug-

(1) Sun Yat-Sen : « Le triple démisme de Suen Wen », p. 406.

menté de valeur, cela provient de l'amélioration sociale et des progrès de l'industrie et du commerce. Or, le mérite de ce progrès, de cette amélioration, revient à l'énergie et à l'administration de tout le monde. Donc, la plus-value des terres, à la suite de ce progrès, de cette amélioration, doit revenir à la communauté et ne pas entrer dans la bourse des particuliers.

Soit, par exemple, un propriétaire qui déclare maintenant un terrain de 10.000 dollars ; après quelques dizaines d'années, la valeur de ce terrain monte à 1.000.000 dollars. Suivant notre procédé, cette plus-value de 990.000 dollars doit appartenir comme bien commun à la collectivité, pour rémunérer la société à laquelle appartient la masse qui a procédé à l'amélioration des alentours de ce terrain, et récompenser les mérites de l'industrie et du commerce qui ont développé les environs de ce terrain.

Ce procédé qui consiste à attribuer en bien commun à la masse la plus-value future des terres, c'est le nivellement de la propriété que préconise le parti nationaliste, c'est le « démisme vital ».

La terre étant limitée et la population en voie d'accroissement, la rareté ne peut manquer de déterminer un accroissement constant de la valeur du sol. Ainsi, les propriétaires fonciers auraient la certitude de voir leur richesse s'augmenter sans avoir le souci d'assurer l'amélioration de leurs champs. Ils s'enrichiraient aux dépens de la collectivité.

Le Dr Sun parle ensuite des avantages dus à l'application des deux méthodes d'égalisation de la propriété du sol. Actuellement, le système fiscal n'est pas juste, la plupart des impôts sont des impôts indirects qui aggra-

vent les charges des pauvres. « Si, par exemple, la municipalité actuelle de Canton percevait un impôt proportionnel à la valeur des terres, le gouvernement aurait des rentrées superbes ; le gouvernement ayant des rentrées superbes, les dépenses courantes de l'administration seraient couvertes ; on pourrait alors administrer le pays, et toutes les autres taxes diverses pourraient sans doute être supprimées. Ainsi, les dépenses pour l'eau, l'électricité, la réparation des routes, et l'entretien de la police seraient prélevées par le gouvernement sur cet impôt foncier, et il ne serait plus nécessaire de demander au peuple une contribution pour les dites dépenses.

Mais actuellement, à Canton (et dans tout le pays), la plus-value des terres revient aux particuliers et non à la communauté ; le gouvernement n'a donc point de grandes rentrées, et les dépenses doivent inévitablement être couvertes par toutes sortes de contributions imposées au menu peuple. Les pauvres sont lourdement chargés. Si l'impôt proportionnel à la valeur des terres et la confiscation de la plus-value future étaient complètement en vigueur, le problème des terres pourrait être résolu et le peuple ne souffrirait plus de la sorte. »

Si les propriétaires fonciers comprenaient le vrai sens de ce procédé de l'égalisation de la propriété du sol, ils n'auraient rien à craindre. L'Etat laisse intactes leurs propriétés dont la valeur actuellement déclarée leur appartient. L'Etat ne leur arrachera que la plus-value ultérieure. D'ailleurs le taux de l'impôt fixé à 1 % est très bas, afin de ne pas faire naître une résistance trop grande.

Le système du Dr Sun Yat-Sen rappelle, par certains

côtés, les théories de Ricordo et de Stuart Mill et aussi le socialisme agraire de l'Américain Henry George (1) (1839-1896). Ce dernier, par exemple, comme le Dr Sun, parlait du paupérisme (2) qui est, à ses yeux, le résultat de la rente. Par le jeu de la rente, le propriétaire est seul à bénéficier du progrès économique. Le remède qu'il proposait à cette injustice résiderait pour lui dans l'institution d'un impôt unique dont la progression serait établie de manière à absorber la rente au fur et à mesure de son apparition. De même que le Dr Sun, il ne croyait pas qu'il était nécessaire d'abolir la propriété privée, mais il était partisan de nationaliser la rente.

En Chine, le gouvernement actuel (national) est constitué par le Kuo-Ming-Tang et ce dernier a été fondé par le Dr Sun. Il en résulte que le gouvernement a pour mission de réaliser la doctrine agraire du Dr Sun qui est unanimement reconnue comme s'adaptant parfaitement aux conditions du pays. Mais le mode de la fixation de la valeur des terres et la nationalisation de la plus-value ont été quelque peu modifiés. Le Yuan Législatif (3) (Chambre des Députés) prévoit des difficultés de rachat dans le cas où les propriétaires feraient une fausse déclaration. Pour corriger ces fausses déclarations, le gouvernement, comme nous le savons, procédera au rachat de la terre au prix déclaré et la mettra en vente publique. Mais il arrive quelquefois (4) que personne ne se porte

(1) Henry George dut sa célébrité à son livre « Progrès et Pauvreté ».

(2) Le Docteur Sun a déclaré : « En Chine, il n'y a que les grands et les petits pauvres ».

(3) Une législation agraire a été votée par le Yuan Législatif en juin 1930.

(4) Lorsque Tsing-Tao (dans la province de Chantoung) était sous l'administration des Allemands, cette difficulté s'est souvent produite.

acquéreur. Pour parer à ces difficultés, le Yuan Législatif a jugé nécessaire de modifier la méthode du Dr Sun en fixant la valeur des terres. Le soin de fixer la valeur des terres est d'abord laissé au propriétaire lui-même, puis la déclaration est soumise à un Comité agraire qui procède à nouveau à une évaluation. Si ce comité juge que le prix déclaré est trop bas, il ordonne de faire une enquête et l'impôt est perçu sur la base que donne l'évaluation du prix des terres par le comité agraire. Quant à la perception de l'impôt sur la plus-value, le gouvernement prend pour base la déclaration faite par les propriétaires, mais le gouvernement se réserve toujours le droit de racheter la terre d'après la valeur déclarée. En effet, les nouvelles mesures envisagées par le Yuan Législatif sont plus commodes et plus pratiques.

Dans la législation agraire de 1930, le taux de l'impôt foncier dépend de la catégorie de la terre.

Comme les recettes de cet impôt sont assignées aux gouvernements provinciaux, le Yuan Législatif n'a édicté qu'une réglementation générale et l'établissement du taux précis est laissé aux soins des gouvernements provinciaux qui opèrent d'après les conditions économiques des districts. Les règlements généraux sont comme suit :

1. — La terre urbaine améliorée (1).	de	10/1.000 à	20/1.000
2. — La terre urbaine non améliorée.	de	15/1.000 à	30/1.000
3. — La terre urbaine déserte	de	30/1.000 à	100/1.000
4. — La terre rurale améliorée	de	10/1.000	
5. — La terre rurale non améliorée.	de	12/1.000 à	15/1.000
6. — La terre rurale déserte	de	15/1.000 à	100/1.000

(1) Nous entendons par là un terrain sur lequel l'Homme a effectué des travaux.

D'après le tableau ci-dessus, le gouvernement a voulu encourager l'utilisation des terrains soit pour l'industrie et le commerce, soit pour l'agriculture. L'impôt pour les terres non améliorées et désertes est plus élevé que pour les terres améliorées.

En ce qui concerne la plus-value, le Yuan Législatif a pris des mesures plus modérées que celles préconisées par le Dr Sun. La plus-value n'est plus entièrement nationalisée. Si elle ne dépasse pas 15 % du prix déclaré pour les terres urbaines et 20 % pour les terres rurales, les propriétaires sont exemptés de l'impôt sur la plus-value des terres. Si la plus-value de la terre urbaine dépasse 15 % de son ancien prix déclaré, le gouvernement percevra un impôt sur le surplus de la plus-value seulement. Un impôt de 20 % sera perçu sur la plus-value (1) effective (excédant 15 %) si elle ne dépasse pas 50 % de la valeur de la terre déclarée. L'impôt sera enfin majoré au fur et à mesure de l'augmentation de la plus-value jusqu'à l'entière absorption d'une certaine partie par l'Etat (2).

La doctrine agraire du Dr Sun n'a pas été, jusqu'à présent, entièrement mise en application. Depuis janvier 1934, l'impôt proportionnel à la valeur vénale des terres a été appliqué à Changhaï, mais il a été appliqué d'après des règlements provisoires. Pour ne pas accabler la population de cette ville en temps de crise et ne pas soulever trop de protestation, le taux de l'impôt a été pro-

(1) La plus-value effective est obtenue après avoir déduit de la plus-value la portion de la plus-value exempte de l'impôt.

(2) La part dans la plus-value effective qui dépasse de 300 % la valeur de la terre déclarée sera entièrement confisquée.

visoirement abaissé à 6/1.000. Cet impôt foncier va être appliqué sous peu dans les autres villes. Quoique le taux soit trop bas pour abaisser le prix des terres, il répartira parfaitement la charge fiscale sur la population.

Mais pour atteindre le but « la terre à celui qui la cultive », il faut instituer un impôt progressif dont le taux progresse avec l'importance de la terre. D'autre part, il faut réduire une grande partie du montant du fermage de sorte que les fermiers puissent posséder une petite épargne et avoir la possibilité de se procurer un lopin de terre. Nous espérons que le gouvernement adoptera ces mesures afin d'améliorer le sort des agriculteurs chinois.

§ II. *La politique agraire des communistes
et la réorganisation de la propriété dans les provinces (1)
reconquises sur les communistes*

D'après M. P. Reboud (2), la classe des paysans constitue l'élément précieux d'ordre et de stabilité dans un pays, puisqu'ils ont tout à perdre et rien à gagner à un bouleversement social qui les priverait de leurs biens. Mais pourquoi les agriculteurs chinois ont-ils accueilli le régime communiste et se sont-ils même engagés dans l'armée rouge pour le défendre ? Quelles peuvent en être les raisons ? Parce que les agriculteurs chinois sont étouffés sous le régime agraire actuel. Les petits culti-

(1) Les dites provinces sont Kiang-Si, Hou-Pé, Ngan-Houei, Honan, Fou-Kien et Sé-Tch'ouen.

(2) P. Reboud : Précis d'économie politique, p. 264.

vateurs sont écrasés par un impôt très élevé, les fermiers par une redevance très forte. De plus, l'invasion du marché national par les denrées agricoles des pays étrangers a provoqué un effondrement des cours des produits indigènes, et poussé l'économie rurale chinoise vers la ruine.

Il est naturel que le mécontentement étant grand dans les campagnes et plus général que jamais, les paysans aient réclamé l'amélioration de leur situation. Mais ils n'ont pas obtenu satisfaction du gouvernement national. C'est alors que l'occasion a été belle pour les communistes. Ils ont déclaré secourir (1) les pauvres paysans dans leur misère et leur propagande a complètement réussi. Un nombre considérable d'agriculteurs devinrent partisans des idées communistes.

Nous allons exposer d'abord, la politique agraire pratiquée dans les districts pendant l'occupation des communistes :

1. La politique agraire des communistes.

Dans la section précédente, l'exposé du Dr Sun nous a montré combien cruelle est l'exploitation des agriculteurs par les propriétaires fonciers. Aussi, pour plaire aux paysans, les communistes ont confisqué (2) les terres des riches propriétaires et les ont réparties entre les fermiers et les pauvres paysans. Avec ce nouveau régime, les paysans étaient divisés en trois catégories :

(1) En fait les agriculteurs ont été trompés. — Sous le régime communiste, leur situation n'a nullement été améliorée. — Au contraire, elle devint plus misérable. Finalement, ils se sont réveillés et se sont ralliés au gouvernement pour combattre les communistes.

(2) La revue de l'économie agraire, vol. premier, N° 6.

paysans riches, moyens et pauvres. Les paysans riches (ainsi que les personnes privilégiées, les militaires et les églises) étaient expropriés de leurs terres. Les champs ainsi confisqués étaient répartis entre la population de la localité. Les riches paysans expropriés avaient droit à l'attribution d'un champ, mais seulement de la catégorie inférieure, à condition qu'ils le cultivent eux-mêmes. En outre, les propriétés mobilières et immobilières des paysans riches, des privilégiés, des militaires et des églises étaient confisquées et les revenus devaient servir à financer les armées rouges. Les baux à ferme et les prêts usuraires étaient annulés. Tous ces moyens employés par les communistes étaient destinés à encourager l'esprit de lutte des classes.

La propriété du sol était répartie de la façon suivante : Les associations d'agriculteurs élisaient vingt à trente délégués choisis parmi les pauvres agriculteurs et les membres des familles des soldats rouges. Ces délégués formaient un comité agraire. On procédait au recensement de la population et des terres. Les personnes (hommes et femmes) âgées de 14 à 50 ans avaient droit à l'attribution d'un champ. Les personnes qui, âgées de 12 à 14 ans ou dépassant 50 ans, étaient capables de cultiver les champs avaient le même droit. Les mutilés et les vieillards avaient le droit à la moitié moins de terres que les adultes.

Mais l'égalité dans la propriété foncière n'était pas absolue sous le régime communiste. Les personnes qui font partie actuellement de l'armée rouge et les administrateurs des soviets, reçoivent généralement des champs de la qualité supérieure. Comme ces personnes sont occupées à combattre ou à l'administration des

affaires, leurs champs peuvent être laissés au soin de leurs familles ou des soviets du district, qui les mettront à ferme. Cette mesure a pour but d'encourager les agriculteurs et les ouvriers à s'enrôler dans l'armée rouge.

2. Les causes de l'échec du système de la répartition communiste.

Les causes qui ont contribué à son échec se résument comme suit :

a) L'insuffisance des terres. La cause principale de l'échec du régime de la communauté agraire doit être cherchée dans l'insuffisance des terres cultivées à répartir. En règle générale, le succès d'une répartition équitable du sol est étroitement lié à l'importance de la population. Si la population est peu nombreuse ou si elle est en diminution après des catastrophes, la terre existe alors en quantité suffisante pour permettre une répartition égale. Le succès du régime du Kyun-Tien (1) en est un exemple. Néanmoins, l'application de ce système exige des règlements précis et fixes et que la population soit assez sédentaire. Ces conditions indispensables font défaut dans les districts rouges.

D'après la statistique du Ministère de l'agriculture et du commerce de 1918, l'étendue des terres cultivées s'élevait dans la province de Kiang-Si (2) à 36.135.101 méous, et la population était de 27.563.000 habitants. Si l'on voulait répartir les terres d'une façon rigoureusement éga-

(1) Voir le régime du Kyun-Tien, au chapitre premier.

(2) La province de Kiang-Si a été occupée par les communistes durant six ans. Actuellement, une partie de cette province est encore entre leurs mains.

le, les champs attribués auraient été absolument insuffisants pour nourrir les cultivateurs. D'ailleurs, la stabilité faisait complètement défaut. En raison de ce que presque chaque année, on procède à une nouvelle répartition, les agriculteurs ne veulent pas cultiver sérieusement leurs champs et encore moins y apporter des améliorations .

Au début, les agriculteurs qui possédaient 50 méous étaient considérés comme agriculteurs riches et leurs champs étaient confisqués. Ensuite, à cause de l'insuffisance des terres cultivées, on ramène à 20 méous, puis à 10 méous la surface à partir de laquelle on confisquait. Les terres étaient pourtant toujours insuffisantes par rapport à la population. Finalement, les agriculteurs qui possédaient une vache étaient considérés comme agriculteurs riches et leurs champs étaient confisqués. Il est évident que la misère des agriculteurs a atteint le point culminant et ils cherchent enfin à se libérer de ce régime abominable.

b) La surcharge de l'impôt. Au commencement du mouvement communiste, le financement de l'administration et des armées rouges était assuré par les ressources provenant de la confiscation des propriétés mobilières et immobilières des agriculteurs riches et autres, et les communistes proclamèrent alors l'annulation de tous les impôts pour faire plaisir au public. Lorsque cette source de revenus fut tarie, les communistes furent obligés, pour financer leur mouvement, de remettre l'impôt foncier en vigueur. Il se percevait d'après l'importance des produits du sol comme en Russie soviétique. Le taux de l'impôt foncier était différent suivant les différentes catégories de paysans ; il était 15 % pour

les agriculteurs riches ; 5 % pour les agriculteurs moyens et 3 % pour les agriculteurs pauvres. Mais outre l'impôt foncier, les communistes ont imposé aux agriculteurs de nombreuses contributions, notamment celle destinée à la propagande du mouvement communiste, la contribution de la défense, etc... Si les agriculteurs ne s'en acquittaient pas, ils étaient pris pour des contre-révolutionnaires et immédiatement mis à mort. De plus, la population était astreinte à divers services, les hommes recrutés dans l'armée rouge, les femmes faisant les costumes des soldats.

c) La diminution de la production agricole. Le morcellement de la propriété du sol dû au partage des terres, a diminué beaucoup la production agricole. Les fléaux naturels et humains (les luttes contre les communistes) ont provoqué la famine dans les régions rouges. Les communistes, ne cherchant pas à améliorer les choses, ont cru que cette insuffisance des denrées alimentaires était uniquement due au chômage volontaire de la part des agriculteurs. Pour l'améliorer, ils ont adopté deux moyens : institution d'un régime de restriction et culture forcée des terres. Dès lors, la population des régions rouges ne fut autorisée qu'à prendre deux repas (1) de riz avec beaucoup d'eau. Celui qui mangeait du riz sec était pris pour un agriculteur riche et ses denrées alimentaires étaient confisquées. Pour augmenter la production agricole, des rendements minima étaient imposés aux agriculteurs. Les mesures ainsi adoptées étaient peu efficaces et l'insuffisance des denrées de première

(1) D'habitude, les Chinois prennent un repas de riz à beaucoup d'eau le matin. Les deux repas principaux du midi et du soir sont constitués de riz sec.

nécessité, riz, sucre, sel, etc... s'est encore aggravée par suite de la stricte application du blocus (1) des districts rouges.

3. — *La réorganisation.*

Depuis un an, le maréchal Chang Kai-Chek a mené une grande campagne anti-communiste. Les troupes gouvernementales ont successivement reconquis la plupart des districts des mains des communistes. La masse des agriculteurs s'étant réveillée, la force du communisme a beaucoup diminué et dans peu de temps le mouvement communiste sera complètement réprimé.

Comment réorganiser la propriété du sol après le recouvrement des provinces occupées par les communistes ? Cette question présente une importance considérable. Si l'on réussissait à bien organiser le régime du sol, les campagnes seraient prospères et la stabilité sociale serait assurée de nouveau. Ce serait le meilleur moyen pour empêcher le retour des communistes. D'autre part, le succès de la réforme encouragera et amènera les autres provinces à l'imiter et par conséquent, l'économie rurale chinoise connaîtrait une ère de prospérité.

A. — *Les réformes gouvernementales.*

Nombre d'agrariens chinois voient dans cette réorganisation une occasion unique de réaliser la formule

(1) Le gouvernement national a interdit au peuple de fournir toutes marchandises (y compris les denrées agricoles) aux habitants des régions occupées par les communistes afin de réduire les communistes à la mort. — Aussi, le ravitaillement est-il actuellement très difficile dans les régions rouges.

« la terre à celui qui la cultive ». Sous l'occupation des communistes, la surface du sol a été bouleversée. Il y a beaucoup de champs dont les limites et les registres du cadastre ont été détruits. Ces agrariens prétendent donc que le programme des réformes doit être poursuivi conformément à la formule qui a été rappelée ci-dessus. Mais le gouvernement n'a pas voulu la mettre en pratique. Ainsi, l'idée principale de la loi (publiée en 1931) réorganisant la propriété du sol dans les provinces dévastées, est en fait le rétablissement de la situation agraire d'autrefois. L'Etat respecte les droits acquis des anciens propriétaires sur leurs terres.

Aux termes de l'article 9 de la loi de 1931, les terres doivent être rendues à leurs propriétaires s'ils peuvent prouver leurs droits de propriété. L'article 11 stipule que le Comité de « reconstruction des campagnes » doit, en cas de contestations de propriété, rendre en principe les terres à leurs propriétaires. L'article 22 autorise les propriétaires à procéder au remembrement de leurs parcelles disséminées dans un ou plusieurs districts au moyen d'échanges. L'article 32 prévoit que les terres sans propriétaires ou les parcelles dont le titre de propriété n'a pas encore pu être déterminé, seront administrées provisoirement par le comité de reconstruction des campagnes. Si, dans les trois ans, les propriétaires anciens ne les réclament pas, alors les parcelles seront nationalisées et transférées à la société coopérative d'utilisation de la localité. Ces sociétés coopératives les répartiront entre les agriculteurs, membres de la société, mais elles en garderont la propriété. L'article 34 stipule que les terres (y compris les domaines publics) qu'administrent les comités de reconstruction seront réparties

dans la population par parcelles moyennant le paiement d'une redevance fixe. Dans l'article 35, il est stipulé que suivant la fertilité du sol, la densité de la population et le nombre des champs administrés par ce comité, le maximum de terre donné à chaque fermier sera de 6 méous et le minimum de 2 méous ; le maximum pour une famille est fixé à 20 méous et le minimum à 8 méous, ceci afin d'assurer la subsistance indispensable de la famille paysanne. En vertu de l'article 36, la terre sera affermée de préférence et, en premier lieu, aux agriculteurs de la localité dans l'ordre suivant :

- 1) les fermiers originaires,
- 2) les cultivateurs bénéficiaires de la répartition communiste,
- 3) les cultivateurs de la localité qui reviennent.

En second lieu viendront seulement ceux des autres villages. Le montant du fermage prévu par l'article 42 doit être plus bas que celui qui existait avant le régime communiste. Une réduction d'au moins 25 % du montant du fermage est prescrite, et dans les mauvaises années, les fermiers ont le droit de demander la réduction du fermage. Si la parcelle doit être restituée à son propriétaire, ce dernier n'aurait nullement droit d'augmenter le taux du fermage. L'article 44 stipule que si le propriétaire reprend la parcelle, les fermiers ont droit à indemnité pour les améliorations qu'ils ont apportées à leurs champs. Ces mesures ont pour objet de protéger les fermiers et encourager le retour des agriculteurs qui se sont enfuis.

Pour prévenir un nouvel accaparement des terres et pour aboutir au but « la terre à celui qui la cultive »,

préconisé par le Dr Sun, la loi contient des dispositions limitant la possession de la propriété du sol. Dans le chapitre 6, il est stipulé que suivant la nature du sol, la densité de la population de la localité et la condition économique des propriétaires, le comité de reconstruction fixera pour la possession des terres un maximum variant de 100 à 200 méous pour chaque propriétaire foncier, le surplus devant être frappé d'une taxe progressive atteignant jusqu'à 80 % de la valeur de la propriété.

Le chapitre 7 stipule que le comité de reconstruction aidera les agriculteurs à créer les sociétés coopératives rurales. Pour permettre le développement du crédit dans les campagnes, les fonds suivants doivent être mis en dépôt ou prêtés aux sociétés coopératives agricoles :

- 1) les recettes provenant de l'administration des champs par le comité de reconstruction des campagnes et les sociétés coopératives d'utilisation,
- 2) le fermage provenant des domaines publics ;
- 3) les fonds provenant de l'impôt progressif sur les terres.

Lorsque les propriétaires mettront des parcelles en vente, les sociétés coopératives ont un droit de préemption et elles devront les affirmer. Au fur et à mesure des mutations de propriété, toutes les parcelles doivent passer aux coopératives et la socialisation de la terre serait ainsi réalisée.

Une autre loi de 1931 a organisé la colonisation militaire.

Elle sera pratiquée dans les districts où la surface des terres en friches dépasse 60 % de la superficie des terres

cultivées de ces districts. Les parcelles en friches sont nationalisées et réparties entre les soldats en service pour qu'il les cultivent ; le maximum des parcelles ainsi attribué est de 8 méous par soldat et le minimum 4 méous, suivant la fertilité du sol. Les soldats qui ont des charges de familles ont droit à l'attribution d'une parcelle supplémentaire, mais le total ne peut pas dépasser 30 méous. En Chine, les soldats sont des mercenaires et leur nombre est considérable. Le budget de l'Etat est lourdement grevé par leurs dépenses d'entretien. Il est donc nécessaire de transformer les soldats en producteurs si l'on veut assainir les finances publiques.

Aux termes de la loi réorganisant la propriété foncière dans les provinces dévastées par les communistes, les parcelles doivent être rendues aux propriétaires anciens s'ils peuvent justifier d'un titre de propriété. Or, nous savons que ces parcelles, dans ces provinces, ont été déjà réparties entre pauvres agriculteurs, fermiers et ouvriers agricoles. Il faut donc leur enlever ces parcelles pour les remettre aux propriétaires légaux. Comment peut-on empêcher les pauvres paysans de ne pas manifester leur mécontentement ? Il est à craindre que l'esprit de lutte des classes se développe et la paix sociale serait à nouveau troublée.

4. — *Quelques projets pour réorganiser la propriété du sol.*

Nous avons déjà dépeint les souffrances des agriculteurs sous le régime de la propriété individuelle et sous le régime communiste. Il est nécessaire, pour la restauration des campagnes, de réorganiser la propriété fon-

cière littéralement bouleversée et ce, suivant des procédés adaptés à la condition économique et sociale de la classe paysanne. Les projets ci-dessous s'adaptent bien, à mes yeux, aux circonstances actuelles. Ils sont au nombre de quatre :

a) La création de fermes de grandes dimensions. Dans les provinces reconquises, une très grande partie des parcelles ont été laissées en friche à la suite des réactions contre le mouvement communiste et de l'état chaotique qui est général. Les opérations militaires ont bouleversé jusqu'à la surface même des terres. Il y a des régions entières où il n'y a plus ni fossé, ni clôture, ni arbre, ni borne. Il est extrêmement difficile pour les propriétaires de reconnaître les limites de leurs parcelles. Un grand nombre de parcelles n'ont pu être délimitées. Sur les champs de grande surface et non reconnus, il est souhaitable d'organiser de grandes fermes. Sous deux formes, cette réorganisation contribuerait bien à la reconstruction des campagnes.

I. — *La ferme nationale ou provinciale.*

Les grands domaines permettent en général l'utilisation des machines agricoles. Ils se prêtent mieux à toutes sortes d'améliorations du sol : drainage, irrigation, emploi des engrais chimiques, sélection des semences et des races animales, etc. Donc, la grande culture est utile pour le progrès agricole du pays. Mais les agriculteurs chinois sont, dans les circonstances actuelles, incapables de créer des grands domaines faute de ressources abondantes et de connaissances techniques. Il n'est donc pas inutile que l'État ou les provinces se chargent de constituer de grandes fermes dont le succès en-

couragera les agriculteurs à améliorer leurs cultures. L'institution d'une grande culture modèle avec tout l'outillage moderne est la meilleure école pour les agriculteurs des petites propriétés qui l'entourent, surtout en ce qui concerne la sélection des semences, l'emploi des engrais chimiques et des machines agricoles appropriées même aux petites cultures. De plus, la création de fermes nationales ou provinciales permettrait à l'Etat ou aux provinces d'ajuster les prix des produits agricoles. Dans les années d'abondance, où la grande quantité des denrées abaisse de beaucoup les prix, l'Etat ou les provinces pourraient empêcher cette chute en emmagasinant les produits de leurs fermes, parant ainsi préventivement aux conséquences des années de disette.

II. — *La ferme coopérative.*

En se groupant, en formant des associations coopératives, les petits agriculteurs pourraient profiter des avantages de la production en grand. Dans les provinces reconquises, le gouvernement prendrait l'initiative d'organiser les fermes coopératives qui réuniraient en un seul domaine exploité en commun, les parcelles des associés. Pour la création de cette ferme, l'Etat devra accorder les crédits nécessaires.

b) Il faut laisser aux détenteurs actuels la jouissance de leurs droits de propriété foncière, mais accorder aux anciens propriétaires une réparation. La propriété du sol des provinces reconquises a déjà été distribuée aux cultivateurs et nous croyons qu'il y a intérêt à maintenir le *statu quo*; c'est-à-dire laisser aux détenteurs actuels la jouissance de leurs propriétés. Nous éprouvons quelques appréhensions à l'égard de la politique gouverne-

mentale qui tend à enlever les parcelles à leurs possesseurs. Au contraire, le comité de reconstruction des campagnes s'efforcera de les grouper en grands domaines afin que l'outillage moderne puisse être installé et les procédés perfectionnés adoptés. Pour aboutir à ce but, il faut procéder à petits pas, puisque les parcelles dont nous parlons sont déjà devenues des propriétés individuelles. D'autre part, il ne serait pas juste de protéger les détenteurs actuels sans indemniser les propriétaires expropriés. Pour éviter que les propriétaires anciens ne subissent pas un trop grand sacrifice, les cultivateurs bénéficiaires devront rembourser le prix des parcelles qu'ils détiennent et ils s'en acquitteront au moyen d'annuités. Ceci fait, les propriétaires anciens auront des moyens de subsistance et les fermiers auront définitivement leurs propriétés.

c) L'institution de l'affermage héréditaire sur les petites parcelles sans propriétaires ou sur les champs de grande étendue où le gouvernement n'a pu encore établir de grandes fermes. — Les domaines publics tels que les petites parcelles sans propriétaires et les grandes parcelles que le gouvernement n'a pu encore utiliser, il faut instituer l'affermage héréditaire. Suivant l'importance de la population, on fixera un minimum et un maximum de terres pour chaque famille. Mais la répartition devrait être faite selon des principes économiques. Il ne faut pas donner trop ou trop peu. Dans les régions surpeuplées, le droit de succession devrait être limité à un seul héritier. Mais le système successoral en vigueur (partage égal entre tous les enfants) sera maintenu dans les districts à population clairsemée. Les fermiers qui cultivent les domaines publics devraient jouir

d'un droit perpétuel de fermage. Tant qu'ils remplissent leurs obligations, ils ont droit à l'usage et au bénéfice de leurs parcelles et si les fermiers sont sûrs de rester sur leurs terres, ils consacreront tous leurs soins à l'exploitation de la terre et à son amélioration.

d) L'Etat devrait adopter les mesures pour encourager l'exploitation agricole dans les régions recouvrées. Ces mesures sont les suivantes :

1) Les agriculteurs des dites régions ont été complètement ruinés. Pour exploiter, il leur manque des capitaux. L'Etat devrait donc procurer des prêts à court, moyen et long terme ou encourager les organismes financiers à accorder des crédits à bon marché.

2) Pour encourager le placement des capitaux dans les régions dévastées, le taux de l'impôt foncier devrait être assez bas pendant les premières années. De même, pour faciliter la création des associations coopératives agricoles, un taux de faveur devrait leur être accordé.

3) Le gouvernement créera des usines pour les outils agricoles, pour les engrais chimiques, pour les semences, etc..., afin de réduire le prix de revient et par là, généraliser leur emploi.

4) L'ignorance de la masse des agriculteurs constitue un grand obstacle pour le développement de l'agriculture et si l'on voulait accroître le rendement des terres et constater des progrès agricoles, il faudrait donner aux agriculteurs chinois les connaissances techniques nécessaires. Pour atteindre à ce but, il est nécessaire que l'Etat envoie des spécialistes à la campagne pour donner à la classe paysanne une éducation agricole moderne.

DEUXIÈME PARTIE

LES MÉTHODES DE CULTURE ET LES MOYENS D'ACCROITRE LA PRODUCTION AGRICOLE

Il ne suffit pas pour résoudre la question agraire d'assurer une meilleure répartition du sol, il faut encore accroître la surface des terres cultivées et fournir aux agriculteurs le moyen de les mieux cultiver et d'obtenir un rendement plus élevé. Or, les méthodes de culture de paysan laissent à ce point de vue beaucoup à désirer.

La culture chinoise n'est intensive que par la somme énorme de travail incorporée à la terre. Mais le paysan ignore souvent les méthodes de l'agriculture moderne et manque des moyens matériels nécessaires pour les appliquer. Il lui faut des outillages, des engrais, des semences sélectionnées, du crédit pour acquérir toutes ces choses qui lui manquent. Livré à lui-même et isolé, il ne pourrait jamais les acquérir et sortir de l'ornière où il est enlisé. Il a besoin d'une aide qui ne peut venir que des associations agricoles et de l'Etat.

CHAPITRE PREMIER

L'EXTENSION DES TERRES CULTIVÉES ET LE MEILLEUR AMÉNAGEMENT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Au cours de notre étude, nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance de l'accroissement de la production agricole pour résoudre la question agraire en Chine. Il est permis de remarquer que l'une des principales causes de la misère des paysans chinois est due à l'insuffisance de la production agricole. Les petits lopins de terre que possèdent les agriculteurs sont d'une étendue trop petite pour assurer leur existence. De plus, la technique de production est restée routinière et désuète. Les petits agriculteurs qui mènent une vie pénible n'ont pas de ressources pour se procurer du matériel et des instruments agricoles modernes. Ils sont obligés de cultiver avec des outils très simples et suivant une méthode primitive traditionnelle. Il en résulte que le rendement du sol est très faible. C'est pourquoi un grand nombre de petits agriculteurs chinois n'obtiennent même pas le strict nécessaire à leur existence. Ils sont plongés dans la misère.

Pour améliorer les conditions économiques de la classe paysanne, il faut donc accroître la production agricole

et cela par deux moyens : l'extension des terres cultivées et le meilleur aménagement de la propriété foncière.

SECTION I

L'EXTENSION DES TERRES CULTIVÉES ET LA COLONISATION INTÉRIEURE

En Chine, les terres restées en friches sont très considérables. Nous avons déjà remarqué dans la section : « L'étendue des terres cultivées relativement à la population et son évolution », que l'ensemble des terres cultivées ne représente que 11,8 % de l'étendue du pays, tandis que la surface des terres labourables est de 50 %. Il s'ensuit donc qu'il faut faire valoir immédiatement cette vaste étendue de terres désertes afin que chaque famille paysanne puisse être dotée d'une étendue de terres suffisante pour assurer sa subsistance indispensable.

Les terres désertes sont particulièrement nombreuses dans le Nord-Est et le Nord-Ouest de la Chine. Pour les mettre en valeur, il faut faire de la colonisation intérieure et faire émigrer la population des provinces surpeuplées comme Kiang-Sou, Tché-Kiang et Kouang-Tong vers les régions inexploitées.

La politique de la colonisation intérieure en Chine a pour but principal l'accroissement de la production agricole. La mise en valeur des terres incultes qui occupent une surface très considérable permettra d'obtenir une augmentation importante des produits agricoles sur le

marché. Comment pourrait-on faire valoir ces étendues incultes ? Les meilleurs moyens consistent, d'une part, à assurer le bien-être aux colons pour décider de nouveaux courants de colonisation, d'autre part, à rendre obligatoire pour les propriétaires qui ont laissé leurs parcelles en friche la culture de celles-ci. Nous allons envisager ces moyens plus loin.

En Chine, la colonisation intérieure ne date pas d'aujourd'hui. En 1928, les gouvernements provinciaux de Chantoung, Hopei, Honan et Chen-Si ont envoyé des groupes de colons au nombre total de 938.472 (1) hommes dans les provinces du Nord-Est : Liao-Ning, Kirin et Hé-Long-Kiang où la population est peu dense. Mais cette tentative a échoué. On a placé les colons sur les terres vides sans leur assurer ni la construction des maisons ni les capitaux d'exploitation nécessaires. Il est naturel, dans ces conditions, que peu de colons aient été capables de se maintenir définitivement sur leurs fermes. En conséquence, il faut constater qu'un grand nombre de ces colons ont quitté les terres qui leur avaient été attribuées et sont retournés dans les régions qu'ils habitaient auparavant.

Pour assurer le succès de la colonisation intérieure, il n'est pas suffisant de faire de simples transports d'hommes d'une région à l'autre. L'Etat doit assurer aux colons une sécurité complète et une vie paisible sur les nouvelles terres. L'Etat doit se charger des travaux préalables : arpentage des terres, construction des routes, assainissement des marais, établissement des hôpitaux, police, etc... Enfin, l'Etat doit accorder aux co-

(1) Ku-Mai : La question de l'économie rurale chinoise, p. 224.

lons des subventions pour le transport et la construction des maisons. Il doit leur fournir également des crédits pour se procurer les capitaux d'exploitation nécessaires. En outre, pour consolider la position des colons, l'Etat doit encourager la création des associations coopératives agricoles dans les régions de colonisation et leur accorder des prêts sans intérêt. En un mot, la colonisation devrait être une œuvre bien préparée, afin de donner aux colons toutes les assurances contre l'imprévu et leur donner un certain bien-être social et économique.

Les avantages que procurera la pratique de la colonisation intérieure sont considérables :

a) La colonisation attire la population des provinces surpeuplées comme Kiang-Sou (1) et Tché-Kiang vers les provinces peu habitées comme Kan-Sou et Tsin-Hai (2), de sorte que la question de l'insuffisance des terres cultivées dans les provinces surpeuplées pourrait être résolue.

b) La colonisation mettra fin à la misère des petits agriculteurs et des chômeurs en donnant des étendues nécessaires à leur subsistance. En assurant une existence paisible à tous les nationaux, la colonisation intérieure supprimera une des sources importantes des troubles.

c) La colonisation permettra d'accroître la production agricole et la richesse nationale. La mise en valeur de grandes étendues de terres désertes permettra à la

(1) Dans la province de Kiang-Sou, la densité de la population est de 732 au mille carré ; dans le Tché-Kiong de 601.

(2) Dans la province de Kan-Sou, la densité est de 47 habitants au mille carré dans le Tsin-Hai 14.

Chine agricole de se passer désormais des produits agricoles d'origine étrangère et d'éviter chaque année la sortie de sommes considérables.

d) La colonisation consolidera les frontières du pays par des éléments militaires nationaux. En Chine, les soldats en excès doivent être établis dans les provinces frontières comme Sin-Kiang, Thibet et Mongolie, pour faire valoir les vastes superficies incultes et aussi pour consolider la situation de la Chine sur les frontières.

Nous connaissons maintenant les avantages de la colonisation intérieure pour la Chine. Mais où se procurer les fonds nécessaires pour mener à bien cette œuvre importante? Dans les circonstances actuelles, le gouvernement n'a d'autre moyen pour se les procurer que de faire un grand emprunt : l'emprunt de la colonisation. Il y a des économistes qui doutent du succès de cet emprunt. Mais les difficultés qu'ils redoutent ne sont pas invincibles ; si le gouvernement peut fournir des garanties très solides et effectuer la colonisation intérieure d'après un plan bien établi, il rassurera certainement les prêteurs méfiants.

Comme les terres restées en friches occupent des superficies très vastes et que les fonds sont limités, il faut exécuter la colonisation intérieure progressivement en commençant par les régions où les communications sont les plus faciles et la fertilité du sol la plus grande. Dans cette catégorie rentrent les terres des provinces de Liao-Ning, Kirin et Hé-Long-Kiang ; ensuite les régions où il y a de grandes étendues de terres fertiles comme Ning-Hya, Sé-Yuan, Sing-Kiang et les provinces du Nord-Ouest. Enfin, les provinces lointaines où la terre est peu fertile comme Tsing-Hai, Thibet et Mongolie.

Ceci dit, étudions alors les conditions de la colonisation selon que les terres incultes appartiennent au domaine public ou au domaine privé.

a) *Le domaine public.* — Les domaines de l'Etat qui sont aptes à la culture seront arpentés et divisés en colonies. Le droit de colonisation est conféré, d'après l'article 192, titre 3, de la législation agraire, aux familles paysannes et aux associations coopératives agricoles. Chaque famille recevra une parcelle qui suffise (1) à la subsistance de dix personnes. Les dimensions de la parcelle sont fixées selon les possibilités de culture d'une famille. Une famille paysanne ne peut recevoir qu'une unité de terre. Aux associations coopératives, on accordera une superficie de terre proportionnelle au nombre des sociétaires. Mais en outre, les coopératives ont droit à une demande de terre de réserve dont la superficie ne peut pas dépasser la moitié de la superficie déjà accordée. L'article 196 stipule qu'à partir du jour où le colon a mis sa parcelle en culture, il jouit d'un droit perpétuel de culture sur sa parcelle. L'article 198 prescrit que les colons qui ont obtenu ce droit de jouissance sur la terre, doivent payer une redevance qui ne saurait excéder 15 % de la récolte du principal produit de culture. Les colons sont exemptés du paiement du fermage pendant cinq ans à compter du jour de la jouissance du droit de culture.

b) *Le domaine privé.* — D'après les dispositions de

(1) En Chine, les superficies incultes sont très considérables et la colonisation intérieure peu développée, la loi ne peut que donner un cadre, les dispositions spéciales seront fixées par les gouvernements locaux.

la législation agraire, les propriétaires des terres désertes aptes à la culture ont l'obligation de les faire valoir dans un certain délai qui sera fixé par l'organisme agraire de chaque province. Les parcelles qui n'auront pas été exploitées dans le délai fixé, seront mises à la disposition de celui qui voudra les utiliser. Ici, la législation agraire ne contient pas de dispositions précises sur le point de savoir si le propriétaire ainsi exproprié aura droit à indemnité. En tout cas, il faut frapper lourdement les propriétaires qui n'ont pas joué leur rôle de producteurs. Les terres qui sont situées dans les sections réservées à la colonisation et qui n'ont pas été mises en valeur dans un délai fixé devront être soumises à la colonisation intérieure. Les propriétaires expropriés ne devront pas être indemnisés ou être tout au plus indemnisés pour partie de leurs parcelles. Après avoir exproprié ces domaines privés, l'Etat les attribuera aux colons dans les mêmes conditions que le domaine public.

Il est clair que pour décider les propriétaires à faire valoir de vastes surfaces incultes, le gouvernement devra, comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, prendre des mesures énergiques en vue de diminuer les étendues incultes. Le Dr. Sun Yat-Sen défend la même thèse. Il affirme qu'au commencement de la période d'autonomie locale (régionalisme), les terres incultes dont personne ne se charge de payer l'impôt seront expropriées et alors mises en valeur par l'Etat. Les terres incultes dont les propriétaires paient l'impôt seront frappées d'une taxe lourde de 10 % et si, dans les trois ans, les propriétaires ne font pas encore valoir leurs parcelles, celles-ci seront confisquées. A l'heure

actuelle, la Chine (1) se trouve dans une période de tutelle politique du Pouvoir Central et prépare le chemin à l'autonomie locale. Aussi, lorsque commencera la période de l'autonomie locale, les propriétaires voyant le danger de la confiscation seront-ils obligés de mettre en valeur les parcelles restées en friches jusqu'à ce moment-là.

Les dispositions (2) de la législation agraire chinoise et les mesures préconisées par le Dr. Sun Yat-Sen ressemblent bien à la culture obligatoire instituée en France par la loi du 6-10-1916. Cette loi de 1916 a conféré aux communes le droit de reprendre les terres à ceux des propriétaires qui les laissaient en friches. Mais la loi française est plus modérée dans ce domaine. Elle laisse aux propriétaires expropriés le droit, au cas où il y aurait des bénéfices, d'en toucher la moitié. En 1917, une nouvelle loi a étendu aux départements et aux sociétés coopératives le droit de se substituer aux propriétaires négligents et de cultiver leurs domaines à leur place.

Pendant que la Chine reste dans la période de la tutelle politique, le gouvernement national devra conférer aux sociétés coopératives le droit de faire valoir les parcelles à la place des propriétaires négligents, et pour encourager la création de ces associations, l'Etat

(1) D'après les idées directrices du « Programme de la Reconstruction Nationale », pendant la période de tutelle politique, on devra redresser les traités inégaux, établir l'autonomie locale et instruire le peuple. Le gouvernement doit envoyer dans toutes les sous-préfectures, des personnes instruites et pourvues de leurs diplômes, pour y aider le peuple à préparer son autonomie. Dans la période de l'autonomie locale, le citoyen de la sous-préfecture autonome a droit d'élire et de révoquer directement les fonctionnaires, ainsi que le droit de légiférer et aussi celui de référendum.

(2) Charles Gide : « Les associations coopératives agricoles p. 170,

devra accorder des crédits aux coopératives qui veulent entreprendre la culture des terres abandonnées. Egalement, le gouvernement devra faire des avances aux propriétaires qui n'arrivent pas à exploiter leurs terres faute de ressources nécessaires.

La colonisation intérieure est une œuvre tendant non seulement à l'accroissement de la production agricole, mais aussi à une œuvre sociale, à savoir : une meilleure répartition de la propriété foncière. Dans les provinces du sud et du centre (1), où la population est très dense, la répartition du sol a connu de grandes inégalités. Là aussi, le morcellement des terres est trop excessif. Pour obtenir une meilleure répartition, il faut appliquer la méthode d'une répartition égale de la propriété du sol préconisée par le Dr. Sun Yat-Sen, c'est-à-dire qu'au moyen d'un impôt calculé d'après la valeur des terres avec rachat possible par l'Etat et de la confiscation de la plus-value future des terres, on abaissera de beaucoup la valeur des terres et rendra plus facile l'accès des paysans à la propriété foncière.

Comme l'étendue des terres cultivées est trop petite par rapport au nombre des habitants, une répartition plus équitable n'améliorerait pas beaucoup le sort de la classe paysanne dans ces provinces surpeuplées, puisque chacun n'aurait qu'une part de terres insuffisante.

Il s'ensuit donc que pour assurer aux familles paysannes les étendues nécessaires à leur subsistance, il faut aussi avoir recours à un autre moyen : la colonisation intérieure. On déplacera une partie de la popu-

(1) Les provinces du sud sont Kouang-Tong et Fou-Kien et les provinces du centre sont Kiang-Sou, Tché-Kiang, Ngan-Houei, Hou-Nan, Hou-Pé et Chantoung.

lation vers des provinces très peu habitées où il y a de vastes étendues fertiles à mettre en valeur. Le nombre des co-partageants étant diminué, l'étendue des parcelles de la classe paysanne pourrait être agrandie. Mais pour assurer aux familles paysannes des étendues suffisantes, il faut évidemment prévenir un nouvel accaparement des terres en appliquant ce principe d'une répartition équitable de la propriété du sol.

Si le gouvernement national pouvait accorder aux colons des facilités et leur donner l'assurance d'une vie heureuse dans les nouvelles colonies, nous sommes convaincus qu'il y aurait un grand nombre de petits agriculteurs, fermiers et ouvriers agricoles qui se dirigeraient volontaires pour faire de la colonisation. Le succès de la colonisation intérieure accroîtra la surface des terres cultivées et par conséquent permettra de réaliser la formule : « La terre à celui qui la cultive. »

SECTION II

LE MEILLEUR AMÉNAGEMENT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Il serait très important pour la Chine d'établir un nouveau cadastre qui donne la situation géographique exacte des parcelles. Sans parler d'une diminution des revenus publics tenant à l'absence d'un bon cadastre, il est certain que le cadastre actuel dont les atlas et les registres manquent d'exactitude nuit plus ou moins à l'application des réformes foncières. C'est ainsi que le gouvernement national a mis en application à Changhaï, en janvier 1934, l'impôt proportionnel à la valeur des

terres, avec possibilité de rachat par l'Etat. Cet impôt, comme l'impôt foncier ancien, ne pourra être appliqué que sur partie des terres seulement car il y a des parcelles qui ne figurent pas sur le cadastre. Pour assurer un succès complet de cette réforme, il faut arpenter les terrains et ensuite établir un cadastre exact.

Les inconvénients dus au morcellement excessif du sol sont évidents : a) les petites parcelles sont souvent inaptes à l'exploitation ; b) les agriculteurs éparpillent leur effort et gaspillent leur temps sur les parcelles dispersées ; c) l'éparpillement des terres entraîne la multiplication des frais de l'exploitation.

En Chine, le morcellement excessif du sol constitue un des plus grands obstacles au développement de l'agriculture. Il est donc nécessaire de procéder au remembrement de terres si l'on veut accroître la production agricole.

§ I. *L'arpentage des terres*

Pour dresser un nouveau cadastre composé d'atlas et de registres exacts, il faut arpenter les terres avec une méthode scientifique.

L'arpentage des terres en Chine a pour but : 1) l'égalisation des charges fiscales et 2) la délimitation des propriétés.

1) *L'égalisation des charges fiscales.* — Actuellement, les charges fiscales sont très inégalement supportées en Chine. Les forts (grands propriétaires et les fonctionnaires militaires et civils) se soustraient souvent à tout ou partie de l'impôt foncier par des moyens détournés.

Pour faire face à des dépenses allant toujours croissant, les gouvernements locaux sont obligés de créer des centimes (1) additionnels qui, les uns après les autres, écrasent les petits agriculteurs. La classe possédante, au contraire, y échappe toujours. Comme l'autorité du gouvernement national s'est affirmée, l'arpentage des terres terminé, les forts n'auraient plus la possibilité de se soustraire aux charges foncières. Les recettes étant augmentées, les gouvernements locaux se verraient en mesure de supprimer les centimes additionnels. Cette réduction sensible du taux de l'impôt foncier déciderait les agriculteurs qui ont quitté les campagnes à revenir sur leurs fermes. De même, elle encouragerait les propriétaires à mettre en valeur les terres restées jusqu'à présent en friches en procurant même ainsi une marge de bénéfice. La surface des terres cultivées pourrait donc être augmentée et l'accroissement de la production agricole obtenue.

2) *La délimitation des propriétés.* — L'arpentage des terres en délimitant la situation géographique de chaque propriété protège les petits agriculteurs contre les empiètements des grands propriétaires ou des fonctionnaires. Nous savons que les indications du cadastre actuel sont loin d'être exactes, ce qui permet aux forts de trouver des moyens d'empiéter sur les terres voisines.

Les gouvernements successifs n'ont pas ignoré les avantages de l'arpentage des terres. Ils ont fait des efforts dans ce domaine. Sous la dynastie des Song (960-1276), le chancelier Wang Ngan-Chek (1069-1076) a in-

(1) Les centimes additionnels dépassent souvent de beaucoup l'impôt principal.

troduit un régime (1) de Feng-Tien, qui ne signifie pas autre chose qu'un arpentage des terres. Mais cette mesure aboutit à un échec complet. A l'époque des Ming (1368-1643) on a fait mesurer de nouveau la terre et établir un cadastre dont l'exactitude paraît assez douteuse. Depuis, les différents gouvernements ont fait des efforts pour arpenter les terres d'après une méthode scientifique, mais ils ont reculé devant les gros sacrifices financiers qu'exige cette opération importante et aussi devant les résistances générales de la classe des grands propriétaires et des fonctionnaires.

Le gouvernement national a compris l'importance de l'arpentage des terres non seulement pour l'assainissement des finances publiques mais aussi pour le redressement de l'économie rurale chinoise. Il a déjà fait de grands efforts pour parvenir à cette réalisation. Ainsi, dans les provinces de Kiang-Sou et Tché-Kiang, une partie du sol a déjà été scientifiquement mesurée.

Nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises que la classe paysanne souffre cruellement de la charge de l'impôt foncier, des centimes additionnels en particulier. Le gouvernement national a décidé de les supprimer sous peu pour soulager un peu les souffrances de la population agricole. Comme l'arpentage de toutes les terres du pays demande un temps très long et entraîne des dépenses considérables, les agriculteurs seront grevés encore de nouvelles charges. Le gouvernement a donc autorisé les gouvernements locaux à créer un nouveau centime additionnel destiné au financement de l'arpentage. En présence de ces circonstances, le gouver-

(1) Voir le chapitre : « Les régimes du passé ».

nement de Nankin a renoncé pour un moment à la continuation de l'arpentage des terres et a préféré l'établissement du système de la déclaration foncière (1). La pratique de ce système procurera très prochainement aux gouvernements locaux un accroissement des revenus publics, qui compenseront dans une certaine mesure les pertes résultant de la suppression des centimes additionnels.

Pour assurer le succès de l'arpentage des terres, il faut qu'une mesure unique soit employée dans toutes les parties du pays. Le ministère de l'Intérieur a prescrit une mesure légale : cinq règles (2) forment un Kon et 240 Kons un méou. Si l'on veut égaliser les charges fiscales, il est nécessaire que cette mesure soit uniquement adoptée pour tout le pays. Sous le régime actuel, les dimensions du méou varient suivant les provinces, car les mesures d'arpentage sont très variées en Chine. Il en résulte que les charges fiscales sont très inégales pour les agriculteurs des différentes provinces.

D'après le « programme de la reconstruction nationale » élaboré par le Dr. Sun Yat-Sen et que le gouvernement national a décidé de mettre en application, l'arpentage des terres devra être terminé au cours de la période de tutelle politique. Il faut donc que le gouvernement prenne dès maintenant les mesures nécessaires, par exemple, la création d'école de géomètres-arpenteurs, l'obtention des fonds nécessaires pour que l'arpentage des terres soit terminé avant la clôture de la période de tutelle politique.

(1) Voir le chapitre : La situation actuelle, section III, la condition des agriculteurs.

(2) 6.000 règles carrées forment un méou, un méou : 6,144 ares.

§ II. *Le remembrement des terres*

En Chine, le morcellement du sol est en grande partie dû au partage successoral. Le droit civil chinois institue le partage égal pour tous les héritiers. Ce principe a conduit très souvent à diviser le domaine rural en parcelles multiples. Pour mettre fin au morcellement excessif des terres, il faut fixer une surface de terre minimum qu'on ne pourrait diviser. En Chine, la loi devrait contenir des dispositions interdisant la division des parcelles au-dessous de 10 méous et si la propriété considérée n'atteint pas cette dimension, il faut décider qu'elle ne pourra être léguée qu'à un seul héritier.

La loi fixant un « minimum indivisible » permettrait de prévenir le morcellement futur du sol. Pour l'instant, il faut remembrer.

Les avantages du remembrement des terres parcellaires ou dispersées sont au nombre de quatre :

1) Le champ arrondi augmente la surface labourable, car de multiples chemins, fossés, clôture et limites deviennent dorénavant les terres de culture.

2) La propriété arrondie se prête mieux à l'emploi des machines. Elle permet en outre une plus complète utilisation des capitaux engagés. En conséquence, elle permettra à son propriétaire d'obtenir des recettes plus grandes.

3) Le cultivateur d'un champ arrondi pourra épargner le temps qu'il passait à aller d'une parcelle à l'autre. Dès lors, il pourra concentrer tous ses efforts sur le même champ.

4) Le champ arrondi permet à son propriétaire de

jouir d'une indépendance plus grande et lui donne plus de liberté pour le choix de la culture qui lui plaît. De plus, avec l'exploitation nouvelle, il a davantage la possibilité d'entreprendre des travaux d'amélioration.

En ce qui concerne les moyens de remembrer, la législation agraire chinoise prévoit les remembrements collectifs et les remembrements individuels.

1) *Le remembrement « collectif »*. — La direction agraire de la sous-préfecture jugeant nécessaire de procéder à un remembrement collectif dans telle section du district, doit élaborer un plan détaillé et le soumettre à l'autorisation des autorités de la sous-préfecture. L'autorisation obtenue, la direction agraire doit porter le plan à la connaissance des propriétaires intéressés. Si dans les trente jours à compter du jour de la publication du plan, il y a opposition de plus de la moitié des propriétaires intéressés représentant plus de la moitié de la superficie totale soumise au remembrement, le gouvernement local doit renoncer à l'opération.

Si, au contraire, il obtient une certaine majorité en nombre et en surface, l'opération aura lieu en dépit de la résistance de la minorité des intéressés.

Les opérations du remembrement consistent à regrouper les nombreuses parcelles en un seul grand domaine. Puis, on procède à un allotissement nouveau dans lequel chaque propriétaire primitif se voit attribuer un champ équivalent à l'étendue totale qu'il possédait primitivement. Si la propriété primitive n'atteignait pas la surface minimum fixée pour l'attribution, son propriétaire serait exproprié et payé du prix de sa terre. Mais si la petite parcelle est une ferme et si son proprié-

taire vit exclusivement des produits de sa terre, alors il lui sera attribué un autre champ correspondant au minimum et le gouvernement lui accordera une subvention pour lui permettre de se libérer du prix du nouveau champ.

Les remembrements collectifs sont quelquefois dus à l'initiative privée. Les propriétaires d'une certaine région s'entendent pour remembrer leurs parcelles disséminées. Mais comme les agriculteurs chinois sont conservateurs et attachent par sentiment une valeur particulière à leurs propres champs, les opérations de ce genre sont encore rares en Chine.

2) *Le remembrement « individuel »*. — Il s'agit des échanges individuels. Deux propriétaires s'entendent pour faire un échange de leurs parcelles de façon à donner à l'un deux parcelles réunies en un seul domaine pendant que le même avantage est assuré à l'autre.

Il est à remarquer que les inconvénients du morcellement du sol n'ont fait que croître au fur et à mesure que se modifiait la technique agricole. Il en résulte qu'il est d'autant plus urgent et nécessaire aujourd'hui de reconstituer la propriété foncière à l'aide du remembrement des terres.

CHAPITRE II

L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION

Pour développer la productivité des terres, il faut surtout généraliser l'emploi des engrais chimiques, des semences sélectionnées et des machines agricoles. Mais dans les circonstances actuelles, les agriculteurs manquent des ressources nécessaires pour se les procurer. Il s'impose donc que les paysans se groupent en associations coopératives agricoles en obtenant de meilleurs prix et donnent, d'autre part, des facilités de crédit qui permettent aux agriculteurs d'améliorer leurs cultures.

L'accroissement de la production agricole étant réalisé par l'amélioration de la technique agricole, à quoi servirait le surplus des denrées alimentaires si on ne pouvait les exporter vers d'autres villes ou les soustraire aux risques sérieux de l'inondation, de la sécheresse et des parasites nuisibles. Il s'ensuit que pour encourager les agriculteurs à accroître la production agricole, il faut, au préalable, améliorer les moyens de transports et réduire au minimum les dangers des fléaux naturels.

*A) L'emploi des engrais chimiques
et de semences sélectionnées.*

En Chine, presque tous les agriculteurs ne se servent jusqu'à présent que d'engrais humain, d'engrais animal et de toutes sortes de végétaux pourris. Les engrais chimiques ont été très peu employés et ceci pour trois raisons : d'abord les paysans ignorent encore l'utilité des engrais phosphatés, potassiques et azotés. Puis, le prix en est trop élevé pour les petits agriculteurs qui n'ont que le strict nécessaire pour vivre. Enfin, les engrais font souvent l'objet de falsifications, ce qui nuit considérablement à la vulgarisation de l'emploi des engrais chimiques.

Les engrais chimiques qu'emploient les agriculteurs de canne à sucre, sont en grande partie importés du Chili. Leur prix est très élevé, et seuls les planteurs de canne à sucre peuvent en faire usage ; les autres branches de l'agriculture ordinaire n'ayant pas de ressources suffisantes pour s'en procurer.

Chacun sait que l'emploi des engrais chimiques permet d'accroître la quantité et la qualité des produits agricoles. Si nous voulons donc augmenter la production agricole, nous devons encourager la généralisation de leur emploi. Pour atteindre ce but, le meilleur moyen serait d'abaisser leur prix en les fabriquant nous-mêmes, ce qui est possible puisque nous avons les matières premières en abondance. Un autre moyen pour abaisser le prix des engrais chimiques est l'organisation des agriculteurs en sociétés coopératives agricoles qui permettent d'obtenir les engrais au meilleur prix et d'éviter en même temps les falsifications les plus audacieuses.

L'emploi de semences sélectionnées est aussi un facteur important de l'amélioration de la qualité des produits agricoles. Des commissions semi-officielles ont été créées afin de fournir aux agriculteurs des graines de bonne qualité pour la culture du coton et du blé.

B) L'utilisation des machines agricoles.

L'emploi des machines agricoles en Chine permet non seulement d'accroître la production agricole et d'abaisser le prix de revient des produits obtenus, mais aussi de mettre en culture un grand nombre de terres restées jusqu'à présent incultes parce qu'elles sont trop élevées et dépourvues d'eau. En se servant de machines pour pomper l'eau, les « hautes » terres dépourvues d'irrigation naturelle pourront être arrosées et deviendront de bonnes terres aptes à la culture.

Actuellement, les machines agricoles sont importées des pays étrangers. Leur prix en est très élevé. Pour répandre leur emploi, il faut que nous les fabriquions nous-mêmes et que les agriculteurs soient groupés en sociétés coopératives d'achat.

C) La lutte contre les parasites.

L'emploi des engrais chimiques et des semences sélectionnées permet aux agriculteurs d'obtenir des récoltes excellentes en quantité et en qualité, mais s'ils ne prennent pas les mesures nécessaires contre l'invasion des parasites nuisibles, il pourrait arriver soit que la croissance des céréales soit empêchée par les mauvaises herbes, soit que la récolte soit détruite en quelques jours par les insectes nuisibles.

Si, au moment de la moisson, de belles cultures sont soudainement détruites par des troupes de sauterelles, ce qui arrive précisément assez souvent en Chine, alors quel dommage subit la masse des paysans !

En Chine, les pertes matérielles causées par ces parasites sont très graves. D'après une statistique de 1914 (1), les fermes dévastées par les insectes nuisibles représentaient une surface de 11.826.283 méous. Si les agriculteurs avaient des moyens efficaces pour se débarrasser de ces animaux nuisibles, la production agricole serait de beaucoup augmentée.

Pour porter remède à ces inconvénients, le gouvernement a créé dans les provinces des bureaux entomologiques chargés d'examiner les moyens propres à prévenir ces calamités et à l'heure actuelle, les dommages occasionnés par ces parasites sont moindres, grâce à l'intervention de ces organismes.

D) *La question des transports.*

En Chine, les moyens de transport ne sont pas faciles. A l'intérieur de quelques provinces, on continue à avoir recours aux porteurs pour transporter les marchandises. Comme ce mode de transport est toujours lent et onéreux, il fait souvent obstacle au transport de l'excès des produits agricoles d'un endroit vers un autre où il y a pénurie, à tel point que des propriétaires préfèrent une culture à faible rendement ou même brûler (1) leurs récoltes que de les transporter à un autre endroit pour les y vendre.

(1) Pan Chu-Chi : La politique agraire en Chine, p. 148.

(2) Voir Sun Yat-Sen : Le Triple démisme de Suen Wen, p. 440.

La difficulté des communications a pour conséquence la misère des paysans. Dans les années de disette, les agriculteurs souffrent de la mauvaise récolte, et dans les années d'abondance, ils ne souffrent pas moins cruellement de la chute des prix des denrées agricoles. Pendant ces dernières années, les bonnes récoltes ont entraîné une baisse formidable du prix du riz, ce qui a causé un préjudice considérable à la masse des paysans. Parmi les diverses causes qui ont provoqué cette chute considérable des prix, il est certain que le manque des moyens de transport a été une cause importante.

Dans des conditions aussi défavorables, les agriculteurs qui se trouvent dans les endroits dépourvus de bonnes communications n'ont aucun intérêt à augmenter leur production agricole.

Il en résulte que pour accroître le rendement du sol, il faut d'abord faciliter les moyens de transport. L'Etat doit construire dans un court délai un vaste réseau de lignes de chemin de fer pour relier tous les points importants du pays. L'Etat doit assurer également la construction des routes carrossables et des canaux pour faciliter les transports par route et par eau. Si la ligne Canton-Han-Kéou actuellement en construction, était terminée, les provinces de Hou-Nan, Kiang-Si, Kiang-Sou et Ngan-Houei, où le riz est en quantité surabondante, pourraient transporter le surplus de riz au Kouang-Tong et Fou-Kien qui absorbent des quantités importantes de riz d'origine étrangère. Le transport du riz des provinces du centre vers celles du sud permettra de relever les prix dans les premières et d'arrêter les importations du riz étranger dans les secondes.

Ainsi, il est évident que l'accroissement de la produc-

tion agricole dépend dans une large mesure de la facilité des moyens de transport. Car si les producteurs ne pouvaient exporter le surplus des denrées, il serait inutile d'accroître la production.

E) *La protection contre les inondations et la sécheresse.*

Les inondations et la sécheresse ont causé des pertes considérables dans notre pays. Le fleuve Jaune déborde presque chaque année et engloutit des vies et des biens innombrables. Les hautes digues construites ne résistent plus sous le choc violent des eaux. De toute évidence, les agriculteurs des deux bords de ce fleuve sont toujours menacés par une inondation et ne peuvent effectuer dans leurs champs les travaux d'amélioration qui permettraient d'obtenir un accroissement de la production.

Pour combattre les inondations, il ne suffit pas seulement de construire les digues, il faut encore draguer tout le lit du fleuve jusqu'à son embouchure, en enlevant le sable et la boue qui y sont accumulés. L'approfondissement du fleuve diminuerait les dangers de débordement.

Mais le meilleur moyen pour prévenir les inondations serait la plantation de forêts qui, en absorbant l'eau et en ralentissant l'écoulement des eaux pluviales, permettraient d'atténuer l'importance des inondations.

Il en est de même pour la sécheresse. S'il y a des forêts, l'humidité atmosphérique gardera facilement son équilibre, les pluies seront plus fréquentes et les sécheresses diminueront.

Toutes ces améliorations conduiront à un accroissement considérable de la production agricole ce qui, par contre-coup, améliorera la condition économique de la classe paysanne chinoise.

CHAPITRE III

LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

Les associations sont, suivant la définition même qu'en a donnée M. le Professeur Lucien Brocard, des organes d'aide mutuelle, de défense professionnelle et de collaboration professionnelle entre les représentants des différentes catégories sociales. C'est dire par là, l'importance que peuvent jouer les associations pour une catégorie sociale telle que les paysans chinois, dont nous avons dit quelle était la misère.

Depuis l'établissement de la République en Chine, les associations agricoles se sont multipliées grâce aux encouragements donnés par le Kuo-Ming-Tang. De bonne heure, le Dr. Sun Yat-Sen, fondateur du Kuo-Ming-Tang, a préconisé la nécessité de créer des associations d'agriculteurs.

Les dirigeants du Kuo-Ming-Tang ont apprécié l'importance de ces dernières et ont encouragé leur constitution. On peut le constater dans le manifeste de la « Deuxième assemblée générale des délégués du Kuo-Ming-Tang » en 1926. On y lit : « La Chine est encore

(1) Lucien Brocard : « Principes d'économie nationale et internationale, Tome II. P. 448.

au stade de l'économie rurale. La production agricole correspond à 90 % de la production totale et la population rurale représente plus de 80 % de la population totale. La révolution nationale en Chine est donc une révolution des agriculteurs. Pour consolider les bases de la révolution nationale, il faut tout d'abord émanciper les agriculteurs. La politique du parti doit être basée sur les intérêts de la classe paysanne. Parmi les diverses mesures destinées à améliorer le sort des agriculteurs, nous ne retenons ici que celles relatives aux associations agricoles. Le Kuo-Ming-Tang doit conduire et encourager les paysans à organiser des syndicats agricoles. Il faut établir des lois protectrices des paysans pour empêcher des « Puissants » peu scrupuleux et les propriétaires d'accaparer les affaires de la campagne et protéger les agriculteurs qui adhèrent à l'association. Le gouvernement doit, d'autre part, aider les agriculteurs dans l'organisation des sociétés coopératives agricoles. Tout d'abord, il faut faire une propagande coopérative, car les agriculteurs chinois n'ont pas su apprécier les avantages de ces sociétés coopératives. En Chine, les associations agricoles présentent donc une importance considérable.

SECTION I

LES SYNDICATS AGRICOLES

Sous les auspices du Kuo-Ming-Tang, les syndicats agricoles se sont vite multipliés. Ils se sont surtout développés dans la province de Kouang-Tong où s'est dé-

clenché le mouvement révolutionnaire. Le mouvement des agriculteurs a commencé en 1925. Un an après, le nombre des adhérents à ces syndicats s'élevait, d'après la statistique publiée par le Kuo-Ming-Tang, à plus d'un million et l'organisation de ces syndicats s'est étendue à beaucoup d'autres provinces. Le tableau ci-dessous montre quel en fut le développement :

Provinces	Nombre de syndicats	Nombre d'adhérents
Kouang-Tong	747	665.441
Kouang-Si	34	8.114
Hou-Nan	43	138.150
Hou-Pé	27	2.700
Kiang-Si	128	6.172
Ngan-Houei	25	—
Chantoung	14	284
Se-Tch'ouan	63	778
Hopei	21	1.240
Fou-Kien	1	120
Honan	238	270.000
Chen-Si	—	1.000
Tcha-Hal	—	600
Jehol	—	2.200
TOTAL.....	1.341	1.096.789

Tous ces syndicats sont sous la direction et le contrôle du Kuo-Ming-Tang. En principe, les syndicats d'agriculteurs sont des syndicats mixtes, il doivent grouper les propriétaires, fermiers et journaliers. En fait, les propriétaires fonciers sont peu enthousiastes à en faire partie.

Les syndicats agricoles ont pour objet d'assurer la défense des intérêts communs. Les agriculteurs chinois étant très simples, les syndicats leur serviraient d'intermédiaires et donneraient des informations à propos

des impôts, du fermage, de la méthode de culture, etc... Dans une mesure restreinte, ils se préoccupent aussi des rapports entre propriétaires fonciers et ouvriers agricoles. Dans les districts où il n'y a pas de société coopérative agricole, les syndicats sont autorisés à remplir les fonctions des coopératives d'achat et de vente mais à titre gratuit. Comme les campagnes sont souvent troublées par les malfaiteurs, ces syndicats sont autorisés à organiser des groupes de volontaires pour assurer l'ordre. L'instruction des agriculteurs figure aussi au programme des syndicats agricoles. Ils créent des écoles pour procurer aux agriculteurs une éducation générale et spéciale.

Les syndicats agricoles sont administrés par un Comité exécutif dont les membres se recrutent parmi les membres par vote public. Dans les districts où règne l'agitation, les membres du Comité peuvent être nommés par le gouvernement. Cette mesure a pour objet de prévenir l'action des communistes.

Avant l'exclusion des communistes du parti Kuo-Ming-Tang, intervenue en 1927, l'activité des syndicats ne s'est pas cantonnée sur le terrain professionnel. Un grand nombre de syndicats agricoles étaient dirigés par des communistes ou des gens imprégnés des idées extrémistes. Ils encourageaient l'esprit de lutte des classes ; paysans non propriétaires contre propriétaires et provoquaient des troubles assez graves dans les campagnes. Ils s'occupaient de politique et réclamaient des réformes trop radicales pour l'économie rurale chinoise. Depuis 1927, le gouvernement national a réorganisé les syndicats agricoles et maintenu leur action exclusivement sur le terrain professionnel.

SECTION II

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

Ces coopératives peuvent jouer un rôle beaucoup plus considérable encore que celui des syndicats. Le Dr. Sun Yat-Sen considérerait la coopération comme indispensable au redressement de l'économie rurale chinoise. M. J.-B. Condliffe (1), Professeur à l'Université de Michigan, dans un récent ouvrage « L'Economie chinoise d'aujourd'hui », dit aussi : « la coopération agricole serait un des plus puissants facteurs pour améliorer l'agriculture chinoise ». M. K.-L. Butterfield (2), directeur de l'Université agricole de Massachusetts défend la même thèse.

Dans les circonstances actuelles, seules les associations coopératives agricoles pourraient apporter une amélioration immédiate au sort des pauvres agriculteurs. Les moyens que nous considérons comme efficaces tel que l'accroissement de la surface cultivée et de la production agricole entraîneraient inévitablement une dépense énorme que nous ne sommes pas actuellement en mesure de payer intégralement. De même, l'égalisation de la propriété du sol préconisée par le Dr. Sun ne permettrait pas d'améliorer la situation dans un avenir prochain. Par contre, la création des associations coopératives agricoles n'exige pas des sommes considérables mais son action bienfaisante sera immédiate pour

(1) J. B. Condliffe : *China to-day economic*, p. 66.

(2) Rapport sur l'éducation agricole en Chine soumis au ministère de l'éducation chinoise en 1922.

les agriculteurs qui font partie de l'association. En conséquence, si nous voulons faciliter la résolution de la question agraire, nous devons encourager de toutes nos forces la création des sociétés coopératives agricoles.

Il est à remarquer que la coopération agricole a déjà été pratiquée dans la Chine antique. Au temps du régime du Tsing-Tien (1), les huit familles qui formaient le Tsing, cultivaient chacune un champ de 100 méous. En outre, elles cultivaient ensemble un champ public et ne se consacraient à leurs affaires particulières qu'après avoir terminé les travaux en commun. Les huit familles formaient une petite société économique ; leurs membres s'entraidaient en cas des difficultés telles que : maladies, décès, incendie, disette, etc.. L'esprit de secours mutuel était déjà bien développé.

Mais le mouvement coopératif moderne n'a vraiment commencé qu'en 1919. C'est le 23 octobre 1919 que la première société coopérative de crédit « Banque coopérative et d'épargne de Changhaï » a été fondée par Sih Sien-Chow (2) (1878-1927) dans l'Université de Fuh-Tan. Cette banque avait un capital de 10.000 dollars et avait comme actionnaires les professeurs et les étudiants de la dite Université. Elle avait pour but de propager la coopération, d'encourager l'épargne et de faire des prêts à ses membres qui désiraient améliorer leur condition.

Dans la première étape (1919-1927), les associations coopératives étaient peu nombreuses avec un nombre de sociétaires très restreint. La deuxième étape du mouvement coopératif débuta en 1928 et fut marquée par un

(1) Voir le régime du Tsing-Tien dans la première partie.

(2) Voir Sun Si-Chi : Le coopératisme. p. 319.

progrès décisif. Ce succès avait pour cause une propagande active menée par des disciples de M. Sih qui éveillait l'enthousiasme du public pour la coopération. D'autre part, le gouvernement national voulant appliquer le programme coopératif adopté par la « Deuxième assemblée générale des délégués du Kuo-Ming-Tang », a consacré des fonds importants pour la propagande et a créé des écoles de formation coopérative pour le personnel dirigeant. Il s'en est suivi que les sociétés coopératives ont pris un rapide développement. En ce qui concerne les sociétés coopératives agricoles, les efforts dus à l'initiative privée et à l'intervention de l'Etat ont obtenu un succès remarquable surtout dans les provinces de Hopei, Kiang-Sou et Tché-Kiang. Examinons donc maintenant les différentes sortes de sociétés coopératives agricoles en Chine.

§ I. *Les sociétés d'achat*

En Chine, les sociétés coopératives agricoles de cette forme sont encore peu nombreuses. Les agriculteurs chinois n'ont pas encore bien saisi l'utilité de s'organiser en coopérative d'achat. D'autre part, la masse des agriculteurs est trop simple et trop confinée dans ses traditions et ne veut pas qu'on soit au courant de ses affaires. La même idée est exprimée par M. le Professeur Charles Gide (1) : « Le paysan n'aime pas à entrer dans une association parce qu'il y voit une abdication de ses droits souverains de propriétaire. Il veut recevoir la visite du marchand, il veut discuter avec lui les

(1) Charles Gide : Les associations coopératives agricoles, p. 8.

conditions du marché et le prix ; il veut se donner la satisfaction de croire qu'il aura roulé le marchand par une négociation habile. » Quoi qu'il en soit, les sociétés coopératives d'achat présentent une utilité particulière dans un pays où les machines agricoles et les engrais chimiques sont encore peu employés. Lorsque ces sociétés coopératives seront formées, les petites exploitations, très nombreuses en Chine, pourront participer aux avantages du machinisme. Les petits agriculteurs pourront acheter en commun les machines coûteuses qu'un seul d'entre eux ne pourrait se procurer. Pour les achats d'engrais chimiques, semences, instruments agricoles, matériels et produits ordinaires de consommation, ils pourront désormais se passer des intermédiaires en achetant directement aux producteurs. Ils pourront non seulement réaliser une économie certaine mais aussi éviter la falsification des marchandises livrées, en particulier en ce qui concerne les engrais chimiques. En Chine, l'emploi des engrais chimiques est loin d'être général. Ils sont trop chers et leur efficacité est encore peu connue. Les falsifications auxquelles les marchands ont pris l'habitude de se livrer en ont encore rendu plus difficile la vulgarisation de l'emploi. L'exemple des associations coopératives agricoles d'achat en France est très encourageant. Elles ont propagé l'emploi des engrais chimiques en abaissant leur prix et en supprimant les falsifications les plus audacieuses. En Chine, si l'on veut accroître la quantité et la qualité des produits agricoles, il faut avoir recours aux engrais chimiques et aux semences de qualité supérieure. Pour généraliser leur emploi, les sociétés coopératives d'achat pourront rendre un service précieux. A l'heure actuelle, les agricul-

teurs chinois achètent peu de matériel ; lorsque leurs besoins augmenteront ils s'apercevront mieux de l'utilité des associations coopératives d'achat.

§ II. *Les sociétés de vente*

La société coopérative de vente a pour but de procurer à ses adhérents le meilleur prix en vendant directement les denrées agricoles au consommateur. Pareil profit n'est pas à la portée des agriculteurs chinois isolés. Pour atteindre directement le consommateur, cela impliquerait de gros frais et une organisation complexe et les producteurs isolés ne peuvent y faire face. Dans les conditions économiques actuelles, les agriculteurs chinois sont donc obligés d'avoir recours à des intermédiaires pour l'écoulement de leurs produits. Les commerçants prélèvent généralement un gros bénéfice sur ces produits agricoles. Les paysans ignorent tout de l'organisation du marché et se croient obligés de vendre leurs produits à un prix très bas.

Dans les campagnes chinoises, où les agriculteurs trouvent difficilement les crédits nécessaires, les commerçants profitent très souvent de la situation des agriculteurs pour les exploiter et pour faire face à des dépenses imprévues, les agriculteurs cèdent leurs denrées alimentaires à vil prix. Il en est de même pour les agriculteurs qui ne peuvent attendre et vendent leurs récoltes sitôt faites. Il est clair qu'au moment de la récolte, quand tout le monde vend, le prix est bas. Ces cultivateurs subissent donc des pertes considérables. En Chine, il est beaucoup de paysans qui vendent d'avance la récolte avant qu'elle soit faite. Aussi les commerçants

donnent-ils généralement un prix minimum aux agriculteurs qui sont dans le besoin. Malgré ces pertes énormes, les agriculteurs chinois sont obligés de se contenter du bas prix qu'ils reçoivent car il n'existe pas d'autres moyens pour écouler leurs produits.

Quand une société coopérative de vente sera organisée, les producteurs agricoles pourront se passer de ces intermédiaires qui sont si onéreux. De plus, les sociétés coopératives de vente pourront, mieux qu'un producteur isolé, choisir les marchés favorables et les moments opportuns pour la vente. Les sociétaires qui ne voudront pas vendre leurs récoltes dans une période de baisse pourront obtenir des crédits des sociétés coopératives. Ils pourront ainsi éviter des pertes considérables. Les sociétés coopératives pourront procurer d'autres avantages, tels qu'une réduction des frais de transport ou une plus grande vente de denrées due à une marque collective garante de la qualité des marchandises livrées. En fin de compte, les paysans obtiendront un prix plus élevé que lorsqu'ils étaient isolés.

Les sociétés coopératives de vente, en augmentant les recettes des agriculteurs, pourront apporter des améliorations au sort de la population agricole chinoise. Malheureusement, les associations coopératives de vente sont encore à l'état naissant.

§ III. *Les sociétés de production*

Arrivons maintenant aux coopératives de production agricole. « C'est essentiellement une association de gens, a déclaré M. le Professeur Lucien Brocard (1), qui met-

(1) Lucien Brocard : « La Coopération et le mouvement coopératif », p. 11.

tent en commun des moyens de production, qui produisent en commun, qui vendent en commun les produits obtenus et qui répartissent entre eux l'excédent de leurs recettes sur leurs dépenses ». Les associations agricoles de production permettent aux petits producteurs de concentrer des capitaux en vue d'une grande production. En s'associant, les agriculteurs pourront adopter les nouvelles machines et les procédés techniques perfectionnés et transformer leurs matières premières dans des conditions meilleures que lorsqu'ils étaient isolés. En France, les associations agricoles de production ont bien réussi dans la fabrication du vin, du beurre et du fromage.

En Chine, la transformation des produits agricoles n'est pas développée. L'élevage des vers à soie, par exemple, est pratiqué par un grand nombre de foyers paysans, ceux des provinces du centre en particulier. Au cours de ces dernières années, l'industrie de la soie chinoise s'est trouvée dans une crise grave, les débouchés à l'intérieur et à l'extérieur se restreignant de plus en plus. Pourquoi ? Parce que les petits producteurs produisent la soie d'après de vieux procédés, se trouvent en concurrence avec des grands producteurs étrangers qui la fabriquent en grandes quantités et avec des machines perfectionnées. Actuellement, il y a 158 coopératives (1) de production agricole, dont 78 pour l'élevage des vers à soie, 67 pour l'élevage des porcs et le reste pour des productions diverses. Mais ces sociétés coopératives ne possèdent que des capitaux très restreints. La majorité ne possède pas plus de 50 dollars. De toute

(1) Han Chih-Yiu : Le mouvement coopératif agricole. P. 103.

évidence, avec un capital aussi petit, les sociétés coopératives n'ont pas pu donner des résultats remarquables. Lorsque les associations agricoles de production réunissant plus de sociétaires et plus de capitaux seront établies, elles pourront réduire le prix de revient et améliorer la qualité de la soie en adoptant des méthodes nouvelles de production. Dès lors, la soie chinoise pourra trouver des débouchés plus vastes qu'actuellement.

§ IV. *Les sociétés intégrales de culture*

Les sociétés intégrales de culture embrassent l'ensemble de toutes les opérations de culture, depuis la préparation du terrain, des labours, des semailles, jusqu'au dernier acte, celui de la vente du produit. Les sociétés coopératives de cette catégorie sont les plus rares de toutes, parce qu'il existe nombre d'obstacles d'ordre pratique. D'après le professeur Charles Gide (1), les difficultés sont de trois sortes. 1) Les propriétaires ne veulent pas en général se dessaisir de leur domaine au profit d'une société. 2) Des difficultés naissent à propos de la répartition des bénéfices. On les répartira sans doute au prorata de l'étendue des terrains apportés par chaque propriétaire dans l'association : mais l'étendue n'est pas tout. Le paysan dira que ses terres sont plus fertiles que celles du voisin, qu'un hectare de ses terres vaut mieux que deux de l'autre. 3) Pour qu'une association semblable soit réalisable, il faut qu'elle se réalise entre propriétaires voisins, car il n'est guère facile de faire une association coopérative de culture avec des parcelles

(1) Charles Gide : Les associations coopératives agricoles, p. 164.

qui sont dispersées. Or, tous ceux qui ont quelque expérience de la vie rurale savent que c'est précisément entre voisins que les difficultés sont les plus grandes. Bref, les difficultés auxquelles se heurte la création des associations intégrales de culture sont très grandes.

Mais l'association en coopérative de culture pourrait se constituer dans certaines circonstances exceptionnelles, par exemple dans un pays où il y a un grand nombre de terres restées en friches ou dans les régions dévastées par la guerre. C'est précisément le cas de la Chine d'aujourd'hui. En Chine, l'étendue des terres incultes occupe environ 38 % de la surface des terres labourables du pays. Si l'on veut faire valoir ces terres incultes, le meilleur moyen est d'organiser les fermes coopératives. En Italie, les coopératives d'affermage ont donné des résultats très remarquables. Les coopératives prennent à ferme des grands domaines qui sont cultivés en commun par les sociétaires. Comme ils sont généralement pauvres, on leur paye des salaires un peu inférieurs à ceux des exploitations ordinaires. Puis, à la fin de l'année, on leur répartit les bénéfices que l'association aura réalisés. En conséquence, ces sociétaires ne sont pas des salariés, mais ils sont leurs propres entrepreneurs. Ces associations sont, en Italie, assez nombreuses, et elles ont amélioré la condition de leurs adhérents. Il est souhaitable que le gouvernement national, pour faire valoir les terres incultes, adopte le système des coopératives d'affermage. D'un côté, le fermage procurera des « rentrées superbes » (le terme était employé souvent par le Dr Sun Yat-Sen) au gouvernement qui pourra diminuer le taux des impôts en vigueur. De l'autre côté, les coopératives d'affermage pratiqueront la grande cul-

ture avec des machines et des méthodes scientifiques. Etant donné que l'ouvrier est en même temps patron, ce système de culture présenterait tous les avantages de la production en grand et aussi de la petite culture de cultivateurs indépendants, qui ont d'habitude une plus grande ardeur au travail. Les coopératives d'affermage pourraient donc donner la plus grande production possible et il en résulte que la pratique de ce système pourrait améliorer grandement le sort d'un nombre considérable de paysans, de fermiers et de salariés agricoles.

Dans les provinces reprises des mains des communistes, les circonstances sont aussi favorables à la formation des associations intégrales de culture. Dans ces provinces dévastées, les limites des champs ainsi que les cadastres ont été détruits. Pour réorganiser la propriété foncière, la loi de 1931 sur la réorganisation prescrit, comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, que les parcelles non réclamées par leurs propriétaires dans les trois ans du jour de la reprise, seront données aux sociétés coopératives. Ces dernières les divisent en une quantité de petites parcelles et les répartissent entre les petits cultivateurs sous forme d'affermage. Sous ce régime, les cultivateurs cultivent chacun pour soi. Ces fermes ne sont pas encore, par conséquent, de la culture coopérative. Comme les terres de ces provinces sont très fertiles et comme un grand nombre sont restées en friche, il est préférable que les sociétés coopératives d'utilisation gardent les domaines et que les sociétaires travaillent sous la direction et pour le compte de leurs sociétés coopératives. Les sociétés leur payent des salaires et leur répartissent les bénéfices qu'elles auront réalisés. De cette façon, la production agricole pourra être énor-

mément augmentée et la condition économique des agriculteurs améliorée.

L'utilité économique des associations intégrales de culture est évidente. C'est un moyen efficace de faire participer les petits agriculteurs aux avantages du machinisme. Mais les agriculteurs sinistrés sont en général dépourvus de tous biens. Comment peuvent-ils se procurer les capitaux d'exploitation nécessaires ? La loi de 1931 a prévu ces difficultés économiques. Elle stipule que les produits du fermage, de l'impôt foncier progressif et les revenus provenant de l'administration des champs par les comités de reconstruction des campagnes et les sociétés coopératives d'utilisation doivent être déposés ou prêtés aux sociétés coopératives agricoles. De plus, la banque des paysans des quatre provinces (Kiang-Si, Ngan-Houei, Hou-Non et Hou-Pé) a été créée en 1933 pour financer les associations agricoles. Ces mesures permettront aux sociétés coopératives d'utilisation d'organiser les grandes cultures ou fermes coopératives qui donneront un rendement supérieur.

§ V. *Les sociétés d'assurance mutuelle.*

L'assurance est presque une nécessité pour les agriculteurs prudents ; ils peuvent être complètement ruinés soit par la grêle, soit par les sauterelles soit par les épidémies du bétail. La mort d'une vache représente une perte énorme pour un petit cultivateur. La prudence conseille de s'assurer contre tous ces risques.

Mais il est très onéreux pour les agriculteurs de s'assurer contre les risques s'ils s'adressent à des compagnies d'assurance. L'intérêt de l'agriculteur est donc d'a-

voir recours à la mutualité. Dans la mutuelle, les membres s'assurent les uns les autres. Ils réaliseront une économie certaine correspondant à la somme qu'auraient prélevée les compagnies d'assurance. Cette économie constituera un dividende aux membres de la mutuelle.

Les agriculteurs chinois ont un plus grand besoin de s'assurer contre les risques qui sont beaucoup plus grands que ceux des autres pays. Malheureusement, en Chine, le mouvement coopératif n'a donné jusqu'à présent aucun résultat dans ce domaine.

Les sociétés de crédit agricole ont pris une extension considérable en Chine plus que toutes les autres catégories de sociétés coopératives. Nous expliquerons leur développement et leur organisation dans le chapitre suivant.

A l'heure actuelle, l'importance et l'utilité des associations coopératives agricoles est de plus en plus reconnue par la classe paysanne chinoise. Le gouvernement national a également reconnu les bienfaits que pourraient procurer les associations coopératives agricoles et il est intervenu en faveur des paysans pour fournir les crédits nécessaires. Il est donc permis de présumer que dans un avenir prochain, les associations coopératives agricoles s'étendront dans toutes les parties de la Chine et accroîtront leur puissance en réunissant un plus grand nombre de sociétaires et de capitaux.

CHAPITRE IV

LE CRÉDIT AGRICOLE ET LE ROLE DE L'ÉTAT

SECTION I. — LE CRÉDIT AGRICOLE

Lorsque les agriculteurs sont à court d'argent, ils peuvent s'en procurer, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, en faisant appel soit à des monts-de-piété, soit au prêt privé, soit au crédit mutuel. Toutes ces institutions qui dispensent le crédit agricole peuvent être groupées en deux catégories :

§ I. *Le crédit réel.*

a) L'emprunt sur gages. Lorsque l'agriculteur a besoin d'argent, il va au mont-de-piété et remet en gage des objets mobiliers : bijoux, meubles, vêtements, outils aratoires, etc... La durée des prêts est généralement de six à dix-huit mois. Si à l'échéance du terme, l'emprunteur est incapable de rembourser le montant de sa dette, les objets remis en gage peuvent être vendus aux enchères publiques par le mont-de-piété, le taux d'intérêt de ces emprunts est extrêmement élevé : il varie de 15 à 30 %.

Il est à noter que pour obtenir un emprunt à un mont-

de-piété, il faut que les emprunteurs aient des objets de valeur à mettre en gage. Mais un grand nombre d'agriculteurs chinois n'en possèdent pas, ils ne peuvent pas, par conséquent, obtenir d'avances de ces institutions.

M. Hou Han-Ming, l'ancien président du Yuan Législatif, a écrit, en 1921, un ouvrage intitulé : « La politique sociale chinoise » dans lequel il préconisa : « l'expropriation des monts-de-piété par l'Etat qui devrait les monopoliser ». En France, les Monts-de-piété sont des établissements publics qui sont créés pour venir en aide aux pauvres. En Chine, ils sont tenus par des commerçants qui poursuivent des buts lucratifs. Contrairement à ceux de France, les monts-de-piété chinois profitent de la situation des pauvres pour les exploiter. Il en résulte que l'exploitation de ces institutions devrait être assurée par le gouvernement chinois ou tout au moins que leur exploitation devrait être autorisée et réglementée par des mesures strictes.

b) Le crédit hypothécaire. Le crédit hypothécaire rend des services en permettant aux agriculteurs de contracter des emprunts à long terme et pour des sommes importantes. L'agriculteur, pour emprunter une somme, remet en gage la terre ou la maison au prêteur, en stipulant qu'avant l'échéance du terme, il pourra en reprendre possession moyennant le remboursement de la somme prêtée. Dans le cas contraire, le prêteur garde définitivement l'immeuble. Avant l'expiration du délai convenu, le prêteur prend possession de l'immeuble et en perçoit les fruits. Le taux de l'intérêt est fixé d'après les revenus que pourra retirer le prêteur de l'immeuble

engagé. S'il s'agit de terres fertiles, le débiteur n'aura rien à payer comme intérêt.

Le prêt sur l'immeuble peut encore se réaliser sous une autre forme. Dans ce cas, l'emprunteur continue de garder la terre ou la maison, mais la remet en gage nominale au prêteur. Il doit payer un intérêt variant de 15 à 25 %.

Avec la crise économique actuelle, les agriculteurs n'ont que peu de chances d'obtenir des avances par le crédit hypothécaire. Les capitalistes ne veulent plus prendre en gage les terres ou maisons contre des prêts. Ils préfèrent faire des placements dans le commerce ou l'industrie manufacturière. Ils y trouvent des placements plus avantageux et plus en sécurité. Les agriculteurs souffrent donc cruellement de la pénurie des crédits nécessaires. En pareil cas, l'Etat devrait leur fournir des crédits par la création d'institutions financières comme le Crédit Foncier de France, par exemple. En France, l'intervention du Crédit Foncier de France a fait disparaître certains inconvénients du prêt entre particuliers. Le Crédit Foncier ne prête que sur première hypothèque et limite ses prêts à la moitié, au maximum, de la valeur de la propriété, au tiers seulement si cette valeur résulte des plantations. En réduisant au minimum les chances de pertes, le Crédit Foncier abaisse l'intérêt au taux le plus bas. En outre, le Crédit Foncier peut fournir d'abondants crédits et à très long terme que les propriétaires emprunteurs peuvent rembourser par annuités qui ne sont pas supérieures au revenu de la propriété. Il est clair que les particuliers ne peuvent pas satisfaire à de telles conditions. Pour faciliter le crédit rural, le gouvernement chinois devrait créer

ou encourager l'établissement d'institutions financières sur le modèle du Crédit Foncier de France.

§ II. *Le crédit personnel.*

a) Le prêt privé. Il se fait soit en argent soit en nature. Le taux d'intérêt et le délai du remboursement varient selon les habitudes des localités. D'une façon générale, les agriculteurs sont encore plus exploités que par le crédit réel. En ce qui concerne le prêt en argent, le taux d'intérêt est de 30 à 50 % et parfois même de 80 %. Mais quand on éprouve un pressant besoin de se procurer de l'argent, on le trouve commode parce qu'il n'exige aucune garantie de la part de l'emprunteur.

Le prêt en nature a pour but de procurer des céréales à l'emprunteur soit pour les semences, soit pour sa nourriture. Mais il faut les rembourser également en nature. Le taux d'intérêt est aussi extrêmement élevé. Dans la province de Chan-Si, quand l'agriculteur fait un emprunt d'un picul de riz, il faut qu'il rembourse un demi-picul de plus à titre d'intérêt pour un an. Dans ce cas, le taux d'intérêt atteint 50 %, mais il est en général de 20 à 50 %.

D'après le professeur Charles Gide, ces prêts fonciers sont extrêmement dangereux et il rapporte le fait suivant : « Le paysan de Kabylie, autrefois et aujourd'hui encore, emprunte sous ces deux formes : ou bien, arrivé à la fin de l'année, il a mangé tout son blé et il faut bien qu'il en emprunte pour faire son pain ; ou bien il emprunte du blé pour semer et s'assurer la récolte de

(1) Charles Gide : « Les associations coopératives agricoles », p. 48.

l'année prochaine. Il est évident que dans le premier cas, il n'y a guère de chance qu'il puisse rembourser ; dans le second cas, s'il a la chance d'une bonne récolte, il le pourra. Toutefois, même sous cette seconde forme, le prêt sur terre est encore un prêt extrêmement dangereux : l'expérience de tous les siècles a montré que l'emprunteur avait toutes les peines du monde même à payer l'intérêt et presque jamais n'arrivait pas à rembourser le capital, en sorte que tôt ou tard, sonnait pour lui l'heure de l'expropriation. »

Il est à remarquer que nombre de propriétaires fonciers qui se sont emparés des terres des petits agriculteurs y sont parvenus par des prêts usuraires.

b) Le crédit mutuel. Cette forme de crédit est très répandue dans les villages chinois. Quoique les sociétés portent des noms différents, Tchi-Yien-Hwei, Tai-Hwei et Piao-Hwei, leur organisation est toujours plus ou moins identique.

I. — Tchi-Yien-Hwei (ou Yao-Hwei) (1). « La société des sept savants ». Elle a pour origine le fait qu'un de ces savants en difficulté économique, demanda à six autres de lui accorder un prêt. Ce savant organisa ainsi une société mutuelle. Aujourd'hui, le nom est devenu général et son organisation n'est pas nécessairement limitée à sept membres. Dans les provinces de Kiang-Sou et Tché-Kiang, où les sociétés de crédit mutuel sont très nombreuses, elles constituent un élément important du crédit agricole et nous devons en décrire leur organisation.

(1) Cette première société de crédit mutuel remonte à la dynastie des Song (960-1276).

Lorsqu'un agriculteur se trouve en difficulté économique et veut se procurer de l'argent, il organise une société de crédit mutuel avec des amis ou des voisins. Chacun de ses membres doit payer chaque mois un droit de 10 dollars, par exemple, qui sont versés à l'organisateur, lequel bénéficie de la première mensualité. Puis, à périodes fixes, l'organisateur convoquera tous les membres de la société en réunion et l'emprunteur sera déterminé par tirage au sort. Chaque membre, y compris l'organisateur, ne gagne qu'une fois. A partir de la deuxième séance, ceux qui n'ont pas encore gagné ne paient que 8 dollars, et ceux qui ont déjà gagné doivent payer 10 dollars.

A la dernière séance, tous les membres paieront 10 dollars car ils ont tous gagné. La société est dissoute lorsque tous les membres de la société ont gagné une fois.

L'organisateur ne versera que la somme convenue sans intérêt, mais il sera responsable du versement de chacun des membres. Ce mode de crédit est très utile pour les agriculteurs qui sont dans le besoin.

II. — Piao-Hwei. « La société de concours ». Le but et l'organisation de cette société sont les mêmes que ceux de Tchi-Yien-Hwei. L'organisateur touchera le premier emprunt de 200 dollars, par exemple, payé par 10 membres et le remboursera en dix versements égaux. Dans un temps déterminé, l'organisateur convoquera une réunion dans laquelle l'emprunteur sera déterminé par un concours. Celui qui offrira l'intérêt le plus élevé obtiendra l'emprunt, l'emprunteur continuera à faire des versements fixes et ne recevra pas d'intérêt. Le deuxième mois, il n'y aura que neuf membres, plus les membres

diminuent, plus les intérêts baissent. Lorsque la neuvième fois, il ne restera plus que deux concurrents, le bénéficiaire paiera l'intérêt à un membre seulement. Au dernier mois, le bénéficiaire recevra 200 dollars et ne paiera d'intérêt à personne. Il bénéficie des plus grands avantages puisqu'il reçoit les intérêts neuf fois, sans avoir à en payer. Quant à l'organisateur, il ne paie pas d'intérêt. Il doit seulement supporter tous les frais des réunions.

Ces sociétés de crédit mutuel sont très populaires dans les villages chinois, dans les provinces du centre en particulier. Elles sont destinées à procurer des crédits aux agriculteurs qui sont dans le besoin. Mais l'organisation de ces sociétés est primitive et imparfaite ; les membres sont limités à des parents, amis ou voisins, la durée n'en est pas longue. Surtout, ces sociétés ont un caractère provisoire ; dès que la mission est terminée, la société est dissoute. De plus, les premiers emprunteurs supportent une charge assez lourde, et comme les capitaux sont plus rares dans les campagnes, pour s'en procurer, les premiers emprunteurs doivent quelquefois payer un intérêt très élevé. C'est pourquoi les sociétés de crédit mutuel, quoiqu'en nombre considérable, ne peuvent pas émanciper les agriculteurs chinois de l'exploitation des usuriers.

En dehors de ces diverses sources de crédit que nous venons d'énumérer, il existe aussi des banques qui fournissent des crédits à l'industrie agricole, par exemple, la Banque de Commerce et d'Agriculture, la Banque d'Agriculture et d'Industrie, mais ces banques ne prêtent que sur des garanties sérieuses et à court terme, de telle façon que les agriculteurs ne peuvent le plus souvent

satisfaire à aucune de ces conditions. Il leur est donc impossible d'avoir recours à ces banques privées pour obtenir des avances. En fait, ces banques ne fournissent des crédits qu'aux commerçants qui font le commerce des produits agricoles.

Il en résulte que lorsqu'un agriculteur éprouve le besoin de se procurer de l'argent, et s'il n'arrive pas à réunir des amis ou voisins en une société de crédit mutuel, il ne lui reste pas d'autre ressource que de demander le secours aux usuriers. En contractant ces prêts d'usure, les agriculteurs devront consacrer tout leur gain au paiement des intérêts et s'ils ne peuvent rembourser le montant de leur dette, ils seront dépouillés de leurs parcelles. L'expérience du passé a montré que la plupart de ces emprunteurs n'ont pu s'acquitter de leurs dettes et la conséquence inévitable est l'expropriation des agriculteurs : les paysans indépendants deviennent des fermiers, les fermiers des journaliers et les journaliers des vagabonds.

Pour combattre l'usure, il est nécessaire de créer des puissantes associations de crédit agricole, et pour faciliter leur création, l'Etat devrait leur accorder des crédits gratuitement.

§ III. *Les sociétés de crédit agricole.*

Arrivons maintenant aux associations de crédit agricole. De tout temps, les agriculteurs chinois ont été à court d'argent et ont éprouvé le grand besoin d'obtenir des crédits. Ils en ont besoin pour se procurer des semences, engrais chimiques et instruments agricoles et par là même de rembourser la somme prêtée. Le crédit

agricole permettra aux petits agriculteurs d'attendre le bon moment pour vendre leurs récoltes et éviter ainsi de grosses pertes.

Avant l'établissement des associations de crédit agricole, les agriculteurs chinois, comme nous avons eu l'occasion de le dire plus haut, recouraient aux usuriers qui demandent un intérêt très élevé, allant jusqu'à 30 % ou même 50 %.

La création des associations de crédit agricole a pour but d'éviter l'exploitation de la masse des paysans par les usuriers et d'obtenir du crédit à bon marché. La même idée est exprimée par le professeur Charles Gide : « La société de crédit permet aux emprunteurs d'échapper aux griffes des usuriers en leur procurant directement les capitaux nécessaires ou même en leur permettant de créer eux-mêmes ces capitaux, par d'ingénieuses combinaisons d'épargne et de mutualité ». Nous savons qu'un agriculteur isolé ne trouve pas facilement du crédit, mais lorsque les agriculteurs se groupent en association, le capital ne se dérobera plus et ceci pour deux raisons : 1) les associés pourront répondre dans une mesure plus ou moins complète, de la solvabilité les uns les autres. 2) Les membres de l'association en versant une cotisation et en déposant dans la caisse de l'association leurs capitaux disponibles, finiront par constituer un fonds social au moyen duquel ils pourront se prêter de l'argent entre eux.

Dans les conditions actuelles de la Chine, les capitaux se concentrent de plus en plus dans les grandes villes et la conséquence inévitable en est la rareté du crédit dans les campagnes et la dépression économique rurale. Les entreprises agricoles sont loin d'avoir absorbé la

totalité des capitaux qu'elles sont capables d'employer utilement. Si beaucoup de fermes n'obtiennent que peu de produits agricoles, c'est qu'elles manquent des capitaux d'exploitation nécessaires qui déterminent leur développement. Il faut donc grouper les agriculteurs en puissantes associations de crédit agricole qui sont destinées en inspirant confiance aux capitalistes à faire revenir vers la terre les capitaux qui s'en sont enfuis.

En Chine, les coopératives du crédit agricole ont pris une rapide extension. La première société n'est apparue qu'en 1923, mais à la fin de 1931, leur nombre s'élevait déjà à environ 2.000.

Les premières sociétés coopératives de crédit agricole ont été fondées pendant la grande famine de 1920, dans le nord de la Chine. Les diverses commissions de secours nationales et Internationales organisèrent une commission dite : « Commission internationale de secours pour la famine » afin de secourir les victimes. L'année suivante, il y eut de bonnes récoltes dans ces provinces. La commission cessa alors son travail, mais elle laissait un fonds d'environ trois millions de dollars. Il fut décidé que cette somme serait employée à la création d'associations de crédit agricole. Un comité de coopération rurale fut créé et il fit des enquêtes sur la vie économique rurale de certaines régions. Puis le comité étudia les divers systèmes coopératifs des pays étrangers pour trouver celui qui s'adapterait le mieux aux conditions économiques de la Chine. Finalement, on adopta le système « Raiffeisen » avec quelques modifications.

En 1931, les sociétés coopératives de crédit agricole qui étaient sous les auspices de la commission s'élevaient, d'après les rapports publiés par « la Commission

Internationale de secours pour la famine » à 940. Voici les deux statistiques qui indiquent le nombre des sociétés, leurs sociétaires et leurs capitaux.

I. — NOMBRE DE SOCIÉTÉS (1)

ANNÉES	Sociétés reconnues	Sociétés non reconnues par la Commission	TOTAL
1923	—	8	8
1924	9	2	11
1925	44	56	100
1926	97	220	317
1927	129	432	561
1928	169	435	604
1929	246	572	818
1930	277	681	957
1931	273	667	940

II. — NOMBRE DES SOCIÉTAIRES ET IMPORTANCE DES CAPITAUX

ANNÉES	Nombre de sociétaires			Capitaux versés par les Sociétaires		
	Reconnus	Non reconnus	TOTAL	Reconnus dollars	Non reconnus dollars	TOTAL dollars
1923 ..	—	256	256	—	286.00	286.00
1924 ..	403	47	450	961.00	—	961.00
1925 ..	1.270	1.062	2.332	2.281.00	1.242.00	3.523.00
1926 ..	3.288	4.744	8.032	5.825.00	5.878.00	11.703.00
1927 ..	4.354	8.836	13.190	7.984.96	12.713.00	20.697.96
1928 ..	3.624	9.677	15.301	10.322.80	13.608.00	23.930.80
1929 ..	7.861	14.072	21.943	14.703.75	20.984.50	35.688.25
1930 ..	8.788	16.939	25.727	30.993.00	28.555.00	59.548.00
1931 ..	8.957	16.968	25.925	42.646.68	28.158.50	70.805.18

Parmi ces associations il en est qui sont reconnues dont l'organisation est considérée comme bonne, et

(1) Voir Han Chih-Yiu : Le mouvement coopératif de crédit agricole (pour les données statistiques de 1923 à 1930) p. 107.

(2) Voir Year book de « Sun Pao » (pour la statistique de 1931), p. (P) 87.

auxquelles le comité accorde des prêts. En décembre 1925 (1), le comité de coopération rurale a décidé que le montant maximum des prêts serait de 800 dollars pour les associations du crédit agricole de plus de 40 sociétaires. Pour les associations dont le nombre des sociétaires est inférieur à 40, le montant des prêts a été limité à 20 dollars pour chaque sociétaire. En mai 1927, le comité a modifié la réglementation précédente. Le montant maximum des crédits accordé à une association est déterminé d'après le degré de succès obtenu par elle et par le temps écoulé depuis la date de son approbation. Les associations sont divisées en trois catégories : supérieure, moyenne et inférieure. Cette division a pour but d'encourager les associations à affermir leur organisation car celles des catégories supérieure et moyenne ont droit à des prêts plus importants que celles de la dernière catégorie.

Le remboursement des sommes prêtées se fait en général par des versements partiels. Le taux d'intérêt est déterminé par le nombre des versements partiels et la durée des prêts. Il varie de 5,5 % à 11 %.

Pour que les petits agriculteurs puissent adhérer aux associations et en bénéficier, les associations fixent la valeur de leurs actions à une somme très faible, le plus souvent à un ou deux dollars, mais les sociétaires doivent payer leurs actions en une seule fois car la valeur de l'action coopérative est minime.

Pour mieux satisfaire les demandes de crédits, les associations encouragent l'épargne et les dépôts afin

(1) Les associations modernes de crédit agricole. P. 31 (publication de la Commission Internationale pour le secours de la famine, B. 18).

d'augmenter leurs capitaux. Aussi, pour étendre les avantages du prêt à tous les sociétaires, les associations doivent fixer un maximum pour limiter le prêt à chaque sociétaire.

Au moment de la demande des crédits, les emprunteurs doivent indiquer l'emploi projeté. Le prêt destiné à des fins inutiles n'est pas accordé; il n'est accordé que pour la production, l'achat des engrais chimiques et des semences par exemple.

Les associations coopératives de crédit agricole que nous venons d'énumérer sont toutes situées dans la province de Hopei (au nord de la Chine) et leur développement prodigieux est dû aux encouragements donnés par la « Commission Internationale de secours pour la famine ». Outre ces sociétés coopératives du Nord, il y en a beaucoup dans les provinces de Kiang-Sou et Tché-Kiang (au centre de la Chine). Dans la province de Kiang-Sou, le nombre des sociétés coopératives (1) s'élevait, en 1931, à 1.609 et représentait 58 % du nombre total des sociétés coopératives en Chine. Dans ces 1.609 sociétés coopératives, les sociétés coopératives de crédit agricole représentent environ 88 % de l'ensemble des sociétés coopératives de la province de Kiang-Sou. Dans la province de Tché-Kiang où les sociétés coopératives étaient de 686 en 1931 et représentaient 25 % du nombre total des sociétés coopératives du pays, plus de 95 % de ces sociétés sont des sociétés coopératives de crédit. Malheureusement les données statistiques sur le nombre des associations de crédit rural nous manquent. Toutefois, nous pouvons fixer leur nombre dans les provinces de

(1) The Year book de « Sun Pao », p. 89.

Kiang-Sou et Tché-Kiang, d'après les statistiques de la Banque des paysans de Kiang-Sou et avec l'aide d'autres sources, à environ 1.900. Ce brillant succès du mouvement coopératif agricole dans le Kiang-Sou et le Tché-Kiang, a pour causes principales les encouragements des gouvernements provinciaux et les facilités de crédit données par la banque des paysans de Kiang-Sou et les banques de paysans de Tché-Kiang.

Il est à noter que les associations de crédit agricole sont de petites associations dont la plupart ont 15 sociétaires et un capital de 50 dollars. Elles auraient pu donner de meilleurs résultats si elles avaient réuni plus de sociétaires et plus de capitaux.

Dans les provinces de Kiang-Si, Hou-Pé, Ngan-Houei, Honan, Fou-Kien et Sé-Tch'ouen, les mesures résultant de la loi de 1931 sur la réorganisation de la propriété foncière, telles que le prêt ou la remise des produits du fermage des domaines publics et de l'impôt progressif aux sociétés coopératives de crédit agricole, la création de la Banque des Paysans de quatre provinces (Kiang-Si, Ngan-Oouei, Hou-Nan et Hou-Pé) ont permis aux associations de crédit agricole de se développer dans ces régions et ont procuré par là les crédits nécessaires à la culture.

SECTION II

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

DANS LE DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT AGRICOLE

Pour remédier à ces conséquences fâcheuses dues à l'absence du crédit populaire, il n'y a pas de meilleur moyen que de développer les sociétés coopératives de

crédit agricole. Mais comme nous l'avons déjà indiqué, les sociétés coopératives de crédit rural en Chine sont à capital très restreint et n'ont pu donner de résultats importants. Les agriculteurs chinois ne possèdent pas en général d'économies et par conséquent, ils ne peuvent payer que de très modestes cotisations. Il est évident que les sociétés agricoles de crédit ne pourraient pas fonctionner avec les seules sommes provenant de ces cotisations. Pour instituer un crédit à bon marché, il faut donc trouver des capitaux gratuits ou au moins à un taux très bas. Dans le chapitre précédent, nous avons montré que l'exemple des sociétés coopératives de crédit agricole sous les auspices de la « Commission Internationale de secours pour la famine » est très encourageant. Le développement rapide de ces sociétés est uniquement dû à ce que les crédits accordés par cette commission bénéficient d'un taux très bas.

L'utilité des crédits accordés aux coopératives de crédit agricole est évident, mais où trouvera-t-on des capitalistes qui les prêteront à un taux d'intérêt très réduit ? Dans les circonstances actuelles, c'est impossible à espérer et il faut donc que l'Etat intervienne et prenne à sa charge la fourniture des crédits.

En Chine, l'Etat n'intervient pas directement en faisant des avances aux associations coopératives agricoles. Ce sont les gouvernements provinciaux qui font des prêts en faveur des sociétés coopératives. Pour financer ces dernières, des banques agricoles ont été créées. Mais il est regrettable que ces institutions financières ne se soient pas encore répandues dans toutes les parties du pays. Nous allons donc maintenant passer en revue les banques paysannes selon les provinces.

§ I. *Les banques paysannes*

a) La Banque des paysans de Kiang-Sou. — Pour aider à la création des associations coopératives agricoles et assurer leur développement dans les campagnes, cette banque rurale fut créée en 1928. Ses fonds sont constitués par les produits des centimes additionnels de l'impôt foncier. Au début, les opérations de cette banque consistaient exclusivement à faire des avances aux sociétés coopératives agricoles organisées par les vrais agriculteurs afin d'encourager leur création. Mais en mai 1930, la banque a été autorisée par le gouvernement provincial à faire directement des prêts aux agriculteurs qui les utiliseront pour améliorer la terre ou s'adonner à des métiers d'appoint. Après deux ans d'expérience, les dirigeants de cette banque ont trouvé que les agriculteurs n'avaient pas encore compris la coopération. Evidemment, si on leur accorde des facilités de crédit, ces sociétés coopératives pourront être créées. Mais l'on craint que leur organisation ne soit pas solide et que ces sociétés ne soient recherchées et ne profitent qu'aux gens malhonnêtes. Pour qu'un plus grand nombre d'agriculteurs puisse profiter des crédits à bon marché, il faudrait que la banque, outre qu'elle finance les sociétés coopératives agricoles, fasse directement des avances aux petits cultivateurs. Les avances se font sous deux formes : 1) prêt individuel et 2) prêt collectif.

1) Prêt individuel. — Ce prêt a pour objet de secourir les pauvres agriculteurs qui ne font pas partie des associations coopératives agricoles. Les agriculteurs peuvent

emprunter jusqu'à 50 dollars. Les prêts se font sans gage, mais il faut qu'ils soient garantis par des boutiques ou des habitants riches. Le total des prêts de cette catégorie s'élevait en 1931 à 104.900 dollars.

2) Prêt collectif (1). — La banque fait des avances aux petits groupes de sept cultivateurs qui sont tous solidaires. Ce mode de prêt est très commode pour l'octroi du crédit agricole avant le développement des associations coopératives agricoles. Le total des avances pour l'année 1931 s'est élevé à 118.800 dollars.

La banque générale a son siège à Cheng-Kiang, capitale de la province de Kiang-Sou. En 1932, elle avait 12 succursales dans les différents districts de la province et en outre 5 succursales en formation.

Le capital de cette banque s'élevait à plus de 2.300.000 dollars en juin 1931 et s'est certainement accru depuis avec les produits de la surtaxe foncière.

Le taux de l'intérêt est le même pour les prêts individuels et pour les sociétés coopératives. Il varie de 10 pour cent à 14 pour cent suivant la durée des prêts accordés. D'après les rapports de juillet 1930 à juin 1931, le montant des avances de cette banque s'élevait pour cette période à 2.265.101 dollars et les avances accordées aux associations coopératives agricoles représentaient 70 pour cent des avances totales de la banque.

Nous savons que les agriculteurs chinois n'ont pas encore compris les avantages des associations coopératives et moins encore leur organisation. Dans ces conditions, la Banque des Paysans de Kiang-Sou a, outre sa fonction principale de crédit, celle d'instruire les agri-

(1) Rapport de la Banque des paysans de Kiang-Sou de 1932.

culteurs des notions générales de la coopération et de les aider à organiser les associations coopératives agricoles. La banque exerce un contrôle sur les associations qui lui demandent des crédits, car de la bonne organisation de la société coopérative résulte la sécurité pour les avances de la banque.

b) Les Banques des paysans de Tché-Kiang. — Dans la province de Tché-Kiang, les banques des paysans ont pris un rapide développement. Elles sont constituées selon la condition économique de chaque district. Si les capitaux associés des agriculteurs dépassent 50.000 dollars, on organise une « banque des paysans ». Si les capitaux dépassent 5.000 dollars, on crée une caisse de prêt, les fonds nécessaires sont fournis, comme pour la Banque des Paysans de Kiang-Sou, par les produits d'une surtaxe foncière.

A l'heure actuelle, il y a 6 banques de paysans dont les capitaux représentent plus de 400.000 dollars. Il y a 21 caisses de prêt avec un capital de 257.000 dollars. De plus, le gouvernement provincial a versé une somme de 327.000 dollars à la Banque des Paysans et des Ouvriers pour financer les associations coopératives agricoles de Hang-Chow, la capitale du Tché-Kiang.

Les banques n'accordent des avances qu'aux associations coopératives agricoles, et ces avances ne sont faites qu'aux deux conditions suivantes : a) l'association qui demande des avances doit auparavant faire approuver ses statuts ; b) il faut qu'elle soit formée de vrais agriculteurs.

c) La Banque des Paysans de Kouang-Tong. — Elle fut créée en 1927 par le gouvernement provincial. Les

fonds sont fournis par le Budget provincial. La Banque fait des avances aux sociétés coopératives agricoles et aussi directement aux agriculteurs. Le gouvernement provincial a fixé le taux d'intérêt qui ne peut excéder 5 pour cent.

d) La Banque des Paysans des quatre provinces. — Cette banque fut créée en 1933 avec un capital de 4.000.000 dollars qui sont fournis à part égale par les gouvernements provinciaux des provinces de Kiang-Si, Ngan-Houei, Hou-Pé et Hou-Nan. Elle a pour but de fournir aux agriculteurs de ces provinces dévastées par les communistes, les capitaux d'exploitation nécessaires à la reprise des cultures.

Dans les autres provinces, on trouvera encore des caisses rurales de crédit, mais elles ne disposent généralement que de peu de capitaux et elles ont par conséquent une action très limitée.

Grâce à d'abondants crédits fournis par les banques des paysans de Kiang-Sou et Tché-Kiang, le mouvement coopératif a connu un brillant succès dans ces deux provinces. D'après la statistique de 1931, l'ensemble des sociétés coopératives (la plupart, associations de crédit agricole) s'élevait à 2.495 et représentait 83 pour cent du total des sociétés coopératives en Chine.

Mais les associations de crédit rural ne doivent pas se contenter du rôle passif de prêteurs des deniers fournis par les banques des paysans ou les caisses rurales. Il faut qu'elles fassent les efforts nécessaires pour se créer des capitaux dont elles ont besoin au moyen de dépôts. L'association coopérative du crédit agricole doit encourager les sociétaires à déposer leur argent disponible à sa caisse de crédit. Elle doit recevoir également

les dépôts des personnes étrangères à la société. Les avantages du dépôt sont considérables. Les caisses de dépôt donnent à la population rurale la facilité d'épargner et leur permettent d'amasser les capitaux utiles pour la production. Dans les villages chinois, il n'existe pas de caisse d'épargne, les petites sommes des agriculteurs restent improductives. Il arrive souvent que les agriculteurs dilapident leur argent inutilement ou le perdent au jeu. La caisse d'épargne de la société coopérative attire par un intérêt (1) ces petites sommes qui formeront un capital avec le temps.

Avec ce capital, les petits agriculteurs pourront améliorer leur culture et par là accroître le rendement du sol. La vie deviendra plus stable et plus paisible. D'autre part, le dépôt permet d'augmenter les capitaux de la société coopérative de crédit rural. En conséquence, la société pourra étendre les avantages du prêt à un plus grand nombre de sociétaires et faire des prêts à plus long terme qu'actuellement. Pour que l'association de crédit agricole puisse donner de plus grands avantages et dans une mesure complète, il est donc nécessaire d'encourager les sociétaires à déposer leur argent disponible dans les caisses de la société.

Dans le nord de la Chine, les associations de crédit agricole donnent un intérêt de 6 pour cent pour les dépôts ordinaires et de 7 pour cent pour les dépôts à terme fixe. C'est pour encourager l'épargne des sociétaires et augmenter le capital social que les associations coopératives donnent un intérêt assez élevé.

(1) Le taux d'intérêt est assez élevé pour attirer l'argent disponible des agriculteurs ; mais évidemment il est inférieur au taux des prêts de la société coopérative du crédit agricole.

§ II. *Le Système du « Grenier »*

Ce système remonte à des siècles. Il a pour objet de niveler le prix des céréales et surtout de faire des avances aux agriculteurs. Dans les campagnes les établissements dits « greniers » ont procuré des avantages appréciables à la classe des paysans. Malheureusement, ce système si bienfaisant est, dès le début du dix-neuvième siècle, tombé en désuétude.

En 1931, et pendant les années qui suivirent, il y a eu de bonnes récoltes qui ont provoqué une très forte chute des prix des céréales dans les provinces du centre. Les agriculteurs, au lieu de profiter de la bonne récolte, ont souffert aussi cruellement qu'au temps de la disette. Dans certaines régions rurales, le prix de vente du riz ne suffit même pas à rembourser les frais de production. Par contre, les provinces où les denrées agricoles sont insuffisantes, continuent à importer en abondance des denrées étrangères. Pour remédier à cet état de choses lamentable, le gouvernement a pris deux mesures qui s'imposaient : 1) relever les droits d'entrée du riz et du blé étranger, afin de permettre aux denrées des provinces où ces produits sont en excédent d'être mises en vente dans les provinces qui n'en ont pas assez ; 2) créer des « greniers » dans chaque district afin de réduire les quantités de céréales jetées sur le marché.

Les « greniers » préconisés par le gouvernement actuel diffèrent dans leurs fonctions de ceux de l'ancien régime. Sous l'ancien régime, les « Greniers » avaient pour but principal de prévenir la famine. Dans les années d'abondance où le prix des denrées alimentaires

était bas, les gouvernements locaux ou les établissements de charité les achetaient et les emmagasinaient dans les « Greniers ». Dans les mauvaises années, lorsque la pénurie des denrées se faisait cruellement sentir, on puisait dans ces « greniers » et on distribuait les céréales stockées à la population pauvre. Les « greniers » sous la forme moderne, par contre, ont pour fonction principale le nivellement du prix des produits agricoles et surtout de fournir des crédits aux agriculteurs (1). Lorsque la chute des prix des denrées est très forte, par exemple, au moment de la moisson, quand tout le monde vend, l'offre considérable abaisse de beaucoup le prix de vente. Si les producteurs veulent éviter de grosses pertes, ils peuvent donc mettre en gage les produits agricoles et obtenir des avances du « grenier ».

Le taux d'intérêt est assez bas, variant de 5 % à 10 %. Mais en outre, il faut payer les frais d'emmagasinement qui sont de 1 % à 3 %.

Lorsque les prix sont en hausse, les agriculteurs vendent leurs produits et remboursent les sommes empruntées.

Il s'ensuit que la création de ces « greniers » permettra aux agriculteurs d'obtenir un meilleur prix et par là d'augmenter leurs recettes. En outre, les « greniers » diminueront les fluctuations des prix des produits agricoles et éviteront des pertes considérables et imprévues à la classe des paysans.

Les fonds nécessaires pour la création de ces « greniers » sont fournis par les gouvernements provinciaux

(1) C'est ainsi qu'en France, à l'heure actuelle, on encourage le stockage du blé. Les agriculteurs Américains et Canadiens ont fait de même sans réussir à empêcher la dépréciation.

et locaux s'il s'agit des « greniers » publics. Dans la province de Kiang-Sou où les agriculteurs souffrent cruellement de la chute des prix du riz, le gouvernement provincial a obtenu tout récemment un emprunt de 5.000.000 dollars d'un groupe de banques, pour pouvoir créer des « greniers ».

Dans les provinces dévastées par les communistes, la Banque des Paysans de quatre provinces fournira une partie des capitaux nécessaires pour la création des « greniers », s'il est jugé utile.

En 1933, la Chine a contracté aux Etats-Unis un emprunt dit « du coton et du blé » s'élevant à 50.000.000 dollars or et le gouvernement national a disposé d'une partie de l'emprunt pour créer les « greniers » dans certaines provinces dont le budget est très chargé.

Pour permettre à un plus grand nombre de petits cultivateurs de profiter des « greniers » qui sont en nombre restreint du fait de la pénurie des capitaux et éviter que ces greniers ne soient détournés de leur véritable but, ceux-ci ne doivent fournir de crédits contre des produits agricoles en gage qu'aux vrais agriculteurs.

D'après ce qui précède, il est donc évident que l'intervention de l'Etat est indispensable pour résoudre le problème du crédit agricole. Le développement des associations de crédit agricole dépend, dans une large mesure, de l'abondance des deniers publics fournis par l'Etat. Mais les avances fournies par l'Etat sont jusqu'à présent, trop parcimonieuses pour satisfaire les besoins de crédit qu'éprouvent un si grand nombre d'agriculteurs. Il s'ensuit donc que le gouvernement national, averti du sort des paysans, devra fournir des crédits plus abondants. Mais comment l'Etat pourra-t-il se pro-

curer les fonds nécessaires à l'octroi de prêts aux sociétés coopératives de crédit agricole ou directement à la masse des paysans ? Il semble que les moyens adoptés par l'Etat français pour constituer les fonds destinés à être prêtés aux sociétés coopératives de crédit agricole pourraient être utiles à notre pays.

En France, l'Etat est intervenu dans le développement des associations de crédit agricole et de production, en leur faisant des avances importantes. Par quels moyens le gouvernement français a-t-il pu se procurer de l'argent nécessaire ? C'est très simple. En 1897, à l'occasion du renouvellement à la Banque de France du privilège du droit d'émettre des billets de banque, l'Etat a demandé à cette dernière de lui faire une avance de 40 millions de francs sans intérêt. Il a demandé aussi une part dans ses bénéfices à la Banque de France qui a accepté ces conditions pour obtenir le renouvellement du droit d'émettre des billets. Les capitaux ainsi constitués se sont très vite accrus (1) et, en 1924, la part des bénéfices revenant à l'Etat a dépassé 100 millions de francs. Avec ces ressources abondantes, l'Etat français a pu procurer une aide appréciable au développement des associations de crédit agricole et de production et par là, résoudre le problème du crédit agricole.

En Chine, l'émission des billets de banque ne fait pas, comme en France, l'objet d'un monopole. Il y a actuellement une vingtaine de banques qui jouissent du privilège d'émettre des billets de banque, mais ces banques n'ont rien payé pour jouir de ce privilège. Comme nous savons que l'Etat chinois a un besoin pressant de capi-

(1) Charles Gide : Les Associations coopératives agricoles, p. 76.

taux pour pouvoir faire des avances rurales, il serait raisonnable que l'Etat impose à ces banques d'émission, en contre-partie de leur privilège, la charge de fournir des capitaux sans intérêts ou de consentir à l'Etat une participation dans leurs bénéfices, ou bien encore de voir établir une taxe sur l'émission des billets. L'Etat alimenté par le produit de ces mesures pourrait donc prêter des sommes plus importantes à un taux plus bas ou même gratuitement. Dès lors, les agriculteurs chinois qui ont si grand besoin de crédit pour entretenir et pour améliorer leurs cultures, pourraient échapper à l'exploitation des usuriers.

CONCLUSION

Au cours de ces dernières années, la misère des agriculteurs chinois a atteint son degré maximum. D'une part, la surface des terres cultivées est de plus en plus restreinte, ce qui diminue inévitablement les ressources des familles paysannes. D'autre part, la concurrence étrangère élimine les produits agricoles indigènes sur le marché national et provoque une chute considérable de leurs prix. Le paysan qui cultive un champ de petite étendue n'a que le strict nécessaire pour vivre. Mais la baisse du prix des denrées alimentaires, le riz en particulier, lui porte un coup terrible. Dans les provinces productrices du riz, le cours de cette denrée a tellement baissé que les recettes que procure sa vente, ne couvrent même pas quelquefois les frais de production. Alors, il ne reste pas d'autres moyens pour le pauvre agriculteur que de faire des emprunts. Mais les capitaux qui s'abritaient dans les campagnes ont déjà pris le chemin des villes. Quoiqu'il existe déjà quelques associations de crédit agricole, elles ne disposent que de peu de capitaux, et par conséquent elles sont bien impuissantes à résoudre le problème du crédit agricole. Dans ces conditions, le paysan ne peut que demander secours aux usuriers et accepter les sévères conditions imposées par eux. Or, ces prêts usuraires aboutissent presque toujours à l'expropriation des agriculteurs emprunteurs.

Pour résoudre la question agraire et améliorer le sort

de la classe paysanne, le gouvernement national a décidé de mettre en application la doctrine agraire du Dr. Sun Yat-Sen : la répartition égale de la propriété foncière. Mais il n'a instauré que l'impôt proportionnel à la valeur vénale de la terre. D'ailleurs le taux de l'impôt est ramené provisoirement à 6 p. 1.000, ce qui est pourtant insuffisant à diminuer la valeur des terres et à rendre plus facile aux petits agriculteurs l'accession à la propriété foncière. Si nous voulons égaliser le droit à la propriété et abaisser la valeur de la terre, il faut pratiquer l'impôt progressif et confisquer la plus-value future des terres.

En Chine, l'étendue des terres cultivées est très insuffisante par rapport au chiffre de la population et la preuve en est que nous importons chaque année de grandes quantités de produits agricoles. Comme il y a des étendues considérables restées en friches, le gouvernement doit encourager au défrichement les habitants des provinces surpeuplées, et ce, par des mesures susceptibles de leur assurer le bien-être social et économique. Si nous parvenons à développer la colonisation intérieure, les fermiers et les salariés agricoles auront les étendues nécessaires à leur subsistance.

Pour améliorer les conditions économiques de la classe paysanne, il faut accroître également le rendement de leurs champs. Les paysans doivent à cet effet changer leurs méthodes traditionnelles de culture en employant des engrais chimiques, des semences sélectionnées et des machines.

L'amélioration des conditions de la culture, la facilité des moyens de transport, la lutte contre les parasites et la limitation au minimum des inondations et de la

sécheresse, encouragera les agriculteurs à augmenter leur production. L'amélioration des moyens de communication, en diminuant les frais de transport, permettra aux producteurs de transporter le surplus des produits à l'endroit où ils font défaut et procurera ainsi des bénéfices qui détermineront les paysans à intensifier leurs cultures. La lutte contre les parasites, les inondations et la sécheresse, en réduisant au minimum les dangers de l'anéantissement des récoltes, décideront les agriculteurs à améliorer leurs cultures.

La réalisation de toutes ces mesures demande un temps assez long. Pour venir en aide immédiatement à la population agricole, le gouvernement a pris deux autres moyens. Il s'agit de la protection des fermiers et de la suppression des centimes additionnels. En Chine, le nombre des fermiers étant considérable et leur exploitation par les propriétaires fonciers très grande, le gouvernement a pris des mesures de protection en faveur des fermiers. En ce qui concerne les centimes additionnels, le gouvernement a décidé de les supprimer parce qu'ils écrasent les agriculteurs. Mais il faut trouver des moyens pour équilibrer le budget. Le meilleur moyen serait trouvé dans l'arpentage des terres qui, en délimitant la situation géographique exacte des parcelles, supprimerait les déserteurs de l'impôt et procurerait par conséquent des sommes énormes au gouvernement. Mais l'arpentage des terres et la réfection du cadastre demandent un temps considérable et des sacrifices très lourds, c'est pourquoi le gouvernement a établi un autre système « la déclaration foncière » qui procurera au gouvernement les fonds nécessaires sans présenter les inconvénients de l'arpentage des terres,

Etant donné l'importance que présenterait l'accroissement de la production agricole, nous devons encourager la création des associations coopératives agricoles. En s'associant, les agriculteurs pourront obtenir les matériaux et instruments nécessaires à la production dans les meilleures conditions. Ils pourront aussi obtenir des crédits à bon marché pour améliorer leurs cultures. Si les paysans se groupaient en associations intégrales de cultures, ce qui est très réalisable en Chine, à cause de l'existence de vastes superficies incultes, ils obtiendraient tous les avantages de la grande et de la petite culture. L'association coopérative agricole constitue donc un facteur important à ne pas négliger pour l'accroissement de la population agricole.

A l'heure actuelle, il existe déjà en Chine, quelques milliers d'associations coopératives agricoles, mais qui, malheureusement, ne groupent que peu de sociétaires et peu de capitaux. D'ailleurs, les agriculteurs ignorants et dépourvus de tout esprit d'initiative ne sont pas capables de créer eux-mêmes spontanément ou de faire fonctionner des sociétés coopératives. Il en résulte donc qu'au début, le développement des associations coopératives agricoles ne saurait pas être assuré sans l'intervention de l'Etat. L'Etat doit faire une propagande active auprès des paysans, il doit les aider à organiser les coopératives et enfin, il doit accorder à ces dernières d'abondants crédits gratuits ou à très faible intérêt. Les associations coopératives agricoles alimentées par ces crédits se développeront rapidement et elles seront en mesure de fournir à la population rurale les moyens nécessaires pour accroître la production agricole.

Notre conclusion est donc que pour résoudre la ques-

tion agraire en Chine, il faut sans doute mieux répartir entre les paysans la propriété du sol et accroître la surface des terres cultivées ; mais il faut surtout accroître la production agricole par les moyens que nous avons indiqués.

Mais pour soustraire entièrement le paysan chinois à la misère, pour relever l'économie chinoise et lui donner tout le développement dont elle est susceptible, une réforme plus profonde est nécessaire. Il faut que la Chine, comme toutes les grandes nations modernes, s'oriente dans le sens de l'industrialisation et de l'économie complexe. Elle y trouvera le moyen d'utiliser ses immenses réserves de matières premières qui fourniront aux paysans sans terre des moyens de travail et qui enrichiront le pays. Mais l'agriculture elle-même y trouvera une source de grand profit. M. le Professeur Brocard a montré comment, dans la même économie nationale, toutes les industries se développent en s'appuyant les unes sur les autres. Dans tous les grands pays, le développement de l'agriculture a marché de pair avec celui de l'industrie et en a profité. L'industrie fournit à l'agriculture des débouchés pour ses produits, des moyens de travail, des engrais, des outillages, des objets de consommation de toutes sortes (1). L'agriculture four-

(1) « L'agriculture profite du développement de l'industrie qui lui « fournit des outillages, des engrais, des débouchés, tandis que l'agri- « culture fournit à l'industrie des débouchés et des aliments et que « l'une et l'autre contribuent au développement des industries complé- « mentaires, à la formation de ces centres d'activité intense, dont « le rayonnement s'étend d'autant plus loin qu'ils sont plus puis- « sants. — Brocard (L.) *Principes d'économie nationale et interna- « tionale*. T. I, p. 124 et suiv. Paris, 3 vol. 1929-1931. — Voir d'autre « part, du même auteur : *Les conditions générales de l'activité écono- « mique* : « L'économie complexe réalisée par la répartition des acti- « vités entre les industries très diverses et très nombreuses une sorte « d'auto-assurance contre les risques qu'entraînent fatalement l'or- « rientation dans une direction unique ». (p. 127).

nit à l'industrie des matières premières et des aliments. L'industrie et l'agriculture se stimulent mutuellement ; elles enrichissent l'Etat qui, ensuite, les enrichit par les services qu'il leur fournit. Ainsi ont prospéré par la pratique de l'économie complexe, toutes les grandes nations européennes et aussi, les Etats-Unis, le Japon, dont l'agriculture s'est perfectionnée sous l'influence de l'industrie.

Ainsi devra faire la Chine et a-t-elle commencé à le faire comme l'a montré M. Wu Hsi-Yung (1). Elle rencontrera d'ailleurs dans cette voie de grandes difficultés. La marche à l'économie complexe ne peut se faire que lentement. Elle enrichit la nation, mais elle ne peut progresser que par la richesse de la nation, à la condition encore que les circonstances soient favorables et elles ne le sont guère aujourd'hui. Mais ce n'en est pas moins la bonne direction pour la Chine comme pour tous les autres pays. Le tout est de marcher dans cette direction avec sagesse (2).

(1) Wu Hsi-Yung. L'industrialisation de la Chine et l'économie nationale Chinoise (Thèse de Nancy 1931).

(2) D'un rapport présenté récemment à la Société des Nations par le Docteur Rajehman, il résulte que de grands efforts sont faits actuellement en Chine pour développer l'industrie de la soie, du coton, pour équiper les routes et les forces hydrauliques. Journée Industrielle 14 mai 1934.

Vu :
Nancy, le 16 Mai 1934.

Le Président de Thèse,
BROCARD.

Vu et approuvé :
Nancy, le 18 Mai 1934.

Le Doyen de la Faculté de Droit,
SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 19 Mai 1934.

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

- CHANG-YA-LANG. — Etude sur le régime agraire en Chine.
Traduit par Tchang-Hou, Shanghai, 1932.
- CHANG CHING-YU. — Le mouvement coopératif de crédit agricole en Chine. Shanghai, 1930.
- CHENG TUNG-YUAN. — Le régime agraire en Chine. Shanghai, 1932.
- FENG HOU-FA. — Les matériaux de l'économie rurale chinoise. Shanghai, 1933.
- HAN CHIH-YIU. — Le mouvement coopératif agricole. Shanghai, 1932.
- HOU HAN-NING. — La politique sociale chinoise. Shanghai, 1930.
- LIU TA-KYUN. — La condition économique des fermiers en Chine. Shanghai, 1929.
- MA YING-TSOU. — La question douanière en Chine. Shanghai, 1930.
- KU-MAI. — La question de l'économie rurale en Chine. Shanghai, 1933.
- PAN CHU-CHI. — La politique agraire en Chine. Shanghai, 1932.
- SUN SI-CHI. — Le coopératisme. Shanghai, 1928, 3^e édition.
- SUN YAT-SEN. — Le triple démisme de Suen-Wen, traduit en français par Pascal d'Elia S. J. Shanghai, 1930.
- SUN YAT-SEN. — Le livre complet de Sun Tchong-Sian. Shanghai, 1926.
- VAI KUO-PING. — L'évolution du régime agraire en Chine. Shanghai, 1933.

- WANG-TONG. — La question agraire. Shanghai, 1930.
- WOU YU-TCHANG. — L'histoire du mouvement coopératif chinois. Shanghai, 1929.
- ZAO SENG-SU. — Etude sur la question agraire en Chine. Shanghai, 1932.
- L'annuaire de Sun-Pao...* Shanghai, 1933.
- La législation agraire de 1930.*
- Le rapport annuel de la Banque des Paysans de Kiang-Sou.* 1932.

PÉRIODIQUES CHINOIS

- La revue de l'économie agraire*, Nankin, vol. 1, n^{os} 1, 2, 6, 8, 12, 1933.
- The Eastem Miscellany...* Shanghai, vol. 30, n^o 10 et 18, 1933.
- La revue des statistiques*. Nankin, vol. III, n^{os} 1 et 2, 1930.
- Sin Wen Pao*. Shanghai, le 7 mars 1934.
- La revue de la Banque de Chine*. Shanghai, vol. VII, n^o 1, 1933.
- La revue de Sun-Pao*. Shanghai, vol. II, n^o 8, 1933.

OUVRAGES FRANÇAIS

- ANTONIN (Athanase). — La question agraire en Roumanie. Thèse, Paris, 1926.
- GIDE (Charles). — Les associations coopératives agricoles. Paris, 1925.
- Le coopératisme, conférences de propagande, 5^e édition, Paris, 1929.
- Cours d'économie politique. Paris, 1928.
- DE LAVELEYE. — La propriété et sa forme primitive.

- HITIER (Henri) et HITIER (Joseph). — Les problèmes actuels de l'agriculture. Paris, 1923.
- JOUZIER (E.). — Economie rurale. Paris, 1928.
- BROCARD (Lucien). — La coopération et le mouvement coopératif. Paris, 1927.
- Principes d'économie nationale et internationale. 3 vol., Paris, 1929-1931.
- La condition générale de l'activité économique. Paris, 1934.
- REBOUD (P.). — Précis d'économie politique. Paris, 1932.
- ROSCHER (G.). — Traité d'économie politique rurale. Traduit par Charles Vogel. Paris, 1888.
- WU HSI-YUNG. — L'industrialisation de la Chine et l'économie nationale chinoise. Thèse, Nancy, 1931.

OUVRAGES ANGLAIS

- J.-B. CONDLIFFE. — China : to-day economic. World peace foundation, Boston, 1932.
- JOHN LOSSING BUCK. — Chinese farm economy. Chicago University press, 1930.
- TAYLOR and MALONE. — The Study of Chinese rural economy. Péping, 1924.
- RURAL COOPERATIVE CREDIT SOCIETIES, Model constitution, saving regulations and other rules. China international famine relief commission publication. Série B. 18.
- BRITISH DIPLOMATIC and consular reports miscellaneous. N° 641, 1905.
-

.....

Section I. — L'étendue des terres cultivées relativement à la population et son évolution 32

	Pages
§ I. — La statistique des terres cultivées de l'époque des Hya à la fin de la dynastie des Tsing	33
§ II. — La statistique des terres actuellement cultivées par rapport à l'étendue du territoire.	34
§ III. — La superficie des terres incultes	36
§ IV. — La population agricole chinoise comparée à la population totale.	38
<i>Section II. — La répartition actuelle de la propriété foncière</i>	<i>41</i>
<i>Section III. — La condition des agriculteurs.</i>	<i>48</i>
§ I. — L'accroissement du nombre des paysans non propriétaires.	50
§ II. — La condition des fermiers, et les mesures de protection	59
<i>Section IV. — Les projets de réforme.</i>	<i>65</i>
§ I. — La doctrine égalitaire du Docteur Sun Yat-Sen.	66
§ II. — La politique agraire des communistes et la réorganisation de la propriété dans les provinces reconquises sur les communistes.	78

DEUXIÈME PARTIE

Les Méthodes de culture

et les moyens d'accroître la production agricole

CHAPITRE PREMIER. — L'EXTENSION DES TERRES CULTIVÉES ET LE MEILLEUR AMÉNAGEMENT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE	94
<i>Section I. — L'extension des terres cultivées et la colonisation intérieure</i>	<i>95</i>

	Pages
<i>Section II. — Le meilleur aménagement de la propriété foncière</i>	103
§ I. — L'arpentage des terres.	104
§ II. — Le remembrement des terres.	108
 CHAPITRE II. — L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION	111
A. — <i>L'emploi des engrais chimiques et de semences sélectionnées.</i>	112
B. — <i>L'utilisation des machines agricoles</i>	113
C. — <i>La lutte contre les parasites.</i>	113
D. — <i>La question des transports.</i>	114
E. — <i>La protection contre les inondations et la sécheresse.</i>	116
 CHAPITRE III. — LES ASSOCIATIONS AGRICOLES.	118
<i>Section I. — Les syndicats agricoles.</i>	119
<i>Section II. — Les coopératives agricoles.</i>	122
§ I. — Les sociétés d'achat	124
§ II. — Les sociétés de vente.	126
§ III. — Les sociétés de production	127
§ IV. — Les sociétés intégrales de culture	129
§ V. — Les sociétés d'assurance mutuelle	132
 CHAPITRE IV. — LE CRÉDIT AGRICOLE ET LE RÔLE DE L'ÉTAT	134
<i>Section I. — Le système du crédit agricole</i>	134
§ I. — Le crédit réel.	134
§ II. — Le crédit personnel.	137
§ III. — Les sociétés de crédit agricole	141

	Pages
Section II. — <i>L'intervention de l'Etat dans le développement du crédit agricole.....</i>	147
§ I. — Les banques paysannes.	149
§ II. — Le système du « Grenier »	154
CONCLUSION	159
BIBLIOGRAPHIE	165
